



MARDI 31 MARS 2020

« Pétrole : à cause de la pénurie de pétrole dans laquelle nous entrons « démondialiser » (reconstruire chez nous) sera impossible. »

- ▶ **Le pétrole : cette bombe à retardement** (Laurent Horvath) p.1
- ▶ **Comment une pandémie change-t-elle la donne ?** (Richard Heinberg) p.3
- ▶ **Feuille de route (II) : Démarrer** (Antonio Turiel) p.7
- ▶ **Un aperçu des implications systémiques du coronavirus** (Nate Hagens) p.11
- ▶ **Comme les précédentes pandémies, COVID-19 va façonner le destin des nations** (R. Heinberg) p.21
- ▶ **Coronavirus, réseaux économiques et tissu social** (Richard Heinberg) p.23
- ▶ **Que peuvent apprendre les collapsologues du désastre du coronavirus ?** (Ugo Bardi) p.27
- ▶ **Le prix du pétrole pourrait tomber à 10 dollars le baril alors que le monde manque de stockage** p.32
- ▶ **Coronavirus : le "Quoi qu'il en coûte" en 6 questions** p.34
- ▶ **Covid-19, la magie de l'argent inopérante** (Michel Sourrouille) p.47
- ▶ **L'économie, plus importante qu'une pandémie** (Michel Sourrouille) p.47
- ▶ **CORONAVIRUS ET CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES** (Patrick Reymond) p.50
- ▶ **DANS LES TEMPS DE CHUTE, LE REBOND...** (Patrick Reymond) p.51
- ▶ **EFFONDREMENT DE L'ÉCONOMIE RÉELLE ET FICTIVE...** (Patrick Reymond) p.52

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **Gerald Celente: "La Plus Grande Dépression de tous les temps vient de commencer !... Croyez-moi, le remède à cette pandémie sera pire que la maladie elle-même"** p.56
- ▶ **Greg Hunter: Covid-19: "La réaction des états est parfois excessive voire exagérée, par contre le krach boursier est loin d'être terminé !"** p.58
- ▶ **Que se passera-t-il avec ce gigantesque cratère des recettes fiscales de l'État et des collectivités locales ?** (Charles Hugh Smith) p.59
- ▶ **Alors qu'on s'embarque vers une Planche à billets illimitée,... Regardez à quel point la situation est catastrophique.** p.61
- ▶ **Coronavirus: on risque d'entrer dans « une spirale infernale, avec une économie à l'arrêt »** p.62
- ▶ **Le rythme auquel le coronavirus change la vie en Amérique est absolument époustoufflant** (M. Snyder) p.66
- ▶ **La catastrophe du chômage à venir, en un seul tableau** p.69
- ▶ **Éditorial: l'économie mondiale rongée par les termites des dettes. Walking dead. On vous ment, on occulte.** (Bruno Bertez) p.72
- ▶ **Billet: du « tout en bulles » à l'inflation future. Inflation, nous voilà...** (Bruno Bertez) p.78
- ▶ **A lire absolument : le centenaire de la grippe espagnole** (Bruno Bertez) p.80
- ▶ **Le massacre des dégradations a commencé** (Wolf Richter) p.83
- ▶ **Cartes postales de la ligne de front** (John Mauldin) p.87
- ▶ **Financer le « quoi qu'il en coûte », un grand flou** (François Leclerc) p.96
- ▶ **La dépression économique de 2020 : De nombreux restaurants, bars et détaillants qui ont fermé n'ouvriront plus jamais** (Michael Snyder) p.97
- ▶ **L'économie américaine en alerte rouge** (Philippe Béchade) p.100
- ▶ **Bientôt un krach sur l'or papier ?** (Simone Wapler) p.102

Le pétrole : cette bombe à retardement

Laurent Horvath 2000watts.org Publié le 25 mars 2020.



Image ajoutée par Jean-Pierre

Il y a trois semaines, sous l'impulsion du corona, de l'Arabie Saoudite et de la Russie, le pétrole a perdu 50% de sa valeur. Bien préparés et histoire de tenir le choc, ces deux pays avaient largement alimenté en pétrodollars leurs fonds souverains.

A contrario, les Etats-Unis n'ont rien vu venir et leur préparation à cette éventualité n'a d'égale qu'un discours de Donald Trump sans prompteur.

Le Dilemme Américain

Sans surprise, les pétroliers de schiste américains ont été touchés de plein fouet. En moins de deux semaines, une grande partie a déjà annoncé des coupures de budgets, des licenciements et lancé des procédures de faillites. Pour extraire un baril de schiste, un baril à 52\$ est nécessaire. Les 25\$ actuels n'offrent que les yeux pour pleurer.

Désireux de protéger sa doctrine «*de dominance énergétique*», le président Trump fait face à un dilemme. Comment maintenir les prix de l'énergie le plus bas possible afin de faire repartir son Economie, tout en gardant en vie les producteurs pétroliers qui ont besoin de cours élevés.

Durant l'année 2019, incapable de générer des revenus suffisants, 42 entreprises pétrolières américaines s'étaient mises sous la protection des faillites. L'année 2020 s'annonçait sous des auspices compliqués. Les pronostics ont largement dépassé les attentes.

Depuis deux semaines, tous les voyants du schiste ont tourné au rouge vif !

Sur les 9,3 millions de barils extraits chaque jour en janvier, la baisse pourrait déjà atteindre les -20%. Même les géants, aux reins solides, comme ExxonMobil et Chevron ont pesé des deux pieds sur les freins des investissements.

Cependant, grâce au coronavirus, Washington pourrait avoir trouvé une parade. Via les injections de la Banque Fédérale Américaine dans l'économie, les dettes des pétroliers pourraient être, en partie, effacées. Il n'aura fallu que quelques heures à Exxon et Chevron pour annoncer des mesures parfaitement calées sur le règlement proposé par la FED.

Il reste encore aux deux chambres à donner l'autorisation de livrer les valises de dollars gratuits.

Le stockage : Un autre nuage plane sur le pétrole

A cause de la spectaculaire baisse de la demande, il est urgent de trouver des places de stockage. A contrario d'une ampoule, un forage pétrolier ne peut pas s'éteindre et s'allumer d'un clic, sous peine de ne pas repartir ou d'influencer tout le gisement. Seul le pétrole de schiste offre un délai on/off raisonnable.

Pour les prochaines semaines, la surproduction devrait être comprise dans une fourchette de 8 à 25 millions de barils par jour ! La problématique n'est pas triviale et fait le bonheur des propriétaires de tankers pétroliers qui ont rapidement revu leurs tarifs à la hausse.

Selon Rystad Energy, les capacités de stockage mondiales sont utilisées à 76% et elles pourraient être remplies assez rapidement. Là aussi, le président Trump joue avec finesse. Il a proposé de racheter, à bon prix, 100 millions de barils de schiste américains afin de remplir la réserve nationale. Ce coup de pouce aura une durée de vie limitée.

Les pétroliers canadiens vendent déjà leur baril avec un rabais de 13\$, soit en-dessous de 10\$ l'unité. Lors de la crise de 2014, certains producteurs de schiste avaient payé 50 centimes le baril pour s'en débarrasser ! Vous avez bien lu : payer, pas vendre !

Dans le même état d'esprit, les producteurs ont financièrement intérêt à brûler le gaz sur le lieux d'extraction au lieu de le transporter et de le vendre.

En toute logique, si l'Arabie Saoudite et la Russie continuent sur leurs lancées et si le coronavirus déjoue les intuitions du président Trump, les cours vont tendre vers le bas le temps de la pandémie. Ensuite si l'Economie repart, sans une partie des 9,3 millions de barils de schiste US, les cours devraient remonter comme un bouchon de liège.

3....2.....1....

Le pétrole devient de plus en plus une bombe à retardement.

Les variations extrêmes de son prix, son impact sur les économies, les enjeux de pouvoir et de domination entre pays ainsi que le dérèglement climatique n'ont jamais été aussi dangereux, visibles et palpables. Tous ces comportements compulsifs doivent nous pousser à nous en éloigner le plus rapidement possible.

Alors que les pays producteurs vont déverser des centaines de milliards \$ afin garder en vie leur pétrole et maintenir une dépendance addictive, les pays importateurs doivent utiliser leurs plans de stimulations économiques afin de s'en éloigner et d'accroître leur indépendance énergétique en produisant localement les énergies dont ils ont besoin.

Cette stratégie permettra également de relancer les emplois, d'accompagner les entreprises locales et de faire bénéficier et circuler cet argent dans l'Economie du pays au lieu de l'exporter.

Gare aux pays atteints du syndrome de Stockholm, la tentation de retourner dans les bras du pétrole est rassurante, mais explosive.

Comment une pandémie change-t-elle la donne ?

How Does Pandemic Change the *Big Picture*?

Richard Heinberg 25 mars 2020 Post Carbon Institute

Traduit avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite)



Milkyway

En 2019, la situation générale de l'humanité se présentait approximativement comme suit. L'Homo sapiens (c'est-à-dire nous), un mammifère bipède au gros cerveau, avait passé l'époque du Pléistocène (d'il y a 2,5 millions d'années à il y a 12 000 ans) à développer sa capacité à contrôler le feu, à parler, à peindre des tableaux, à jouer de la flûte en os et à fabriquer des outils et des vêtements. Le langage a considérablement amélioré notre socialité et nous a permis d'envahir et d'habiter tous les continents sauf l'Antarctique. Pendant l'Holocène (les 12 000 dernières années), nous avons commencé à vivre dans des colonies permanentes, développé l'agriculture et construit des sociétés d'État avec des rois, l'esclavage, l'inégalité économique, la division du travail à plein temps, l'argent, les religions et les armées. L'époque de l'anthropocène (plutôt un bref intermède, en fait) a commencé il y a seulement quelques siècles, lorsque les humains ont commencé à utiliser des combustibles fossiles, ce qui nous a permis d'augmenter considérablement notre population et notre taux de consommation par habitant, de mécaniser la production et le transport et de dominer la planète entière. La mécanisation de l'agriculture, en rendant la paysannerie terrienne superflue, a conduit à une urbanisation massive et a rapidement gonflé la taille de la classe moyenne. Cependant, l'utilisation des combustibles fossiles a déstabilisé le climat mondial, tout en augmentant considérablement les problèmes existants comme la pollution, l'épuisement des ressources et la destruction de l'habitat de la plupart des créatures sauvages. En outre, au cours des dernières décennies, nous avons appris à utiliser la dette pour transférer la consommation du

futur vers le présent, en partant de l'hypothèse risquée que l'économie continuera à croître à jamais, permettant ainsi aux générations futures de payer pour le mode de vie dont nous jouissons aujourd'hui.

En bref, la situation était caractérisée par un pouvoir et des dangers toujours plus grands. Soudain, elle a changé. Un modèle de croissance économique furieuse, qui s'est maintenu pendant de nombreuses décennies depuis l'aube de l'Anthropocène (avec des interruptions occasionnelles seulement, principalement pendant la Grande Dépression et les deux guerres mondiales), s'est précipité dans le mur de la (non-)préparation aux pandémies. Dans un effort pour limiter la mortalité due au nouveau coronavirus, les gouvernements du monde entier ont mis leurs économies en état de suspension, en disant à la plupart des travailleurs de rester chez eux et d'éviter tout contact direct avec les autres.

Quel est l'impact de cette évolution sur les tendances déjà en cours ? Les générations futures verront-elles dans la pandémie de coronavirus un retournement de situation ? Passons en revue quelques-unes des grandes tendances qui se sont développées pendant l'Anthropocène et faisons quelques spéculations éclairées sur la manière dont elles pourraient être affectées par l'épidémie de COVID-19.

Le changement climatique : En Chine, les fermetures d'entreprises et de travailleurs ont entraîné une réduction spectaculaire des émissions de gaz à effet de serre. Au cours des prochaines semaines, les émissions pour l'ensemble du monde pourraient diminuer de dix pour cent ou plus. Note aux défenseurs du climat : n'applaudissez pas trop fort ; les personnes sans emploi n'apprécieront pas de jubiler de vert.

La réponse du monde au coronavirus mine l'argument selon lequel les gouvernements ne peuvent pas réduire les émissions de carbone car cela nuirait à leur économie. De toute évidence, les dirigeants nationaux ont estimé que la menace plus immédiate (bien que, dans l'ensemble, beaucoup moins importante) d'une pandémie justifiait la fermeture du commerce. Les militants pour le climat devraient maintenant se sentir encouragés à présenter les arguments suivants : Si la décroissance économique est ce qu'il faut pour préserver une biosphère habitable, alors les dirigeants mondiaux peuvent et doivent trouver des moyens équitables et humains de réduire l'échelle de l'utilisation de l'énergie, de l'extraction des ressources, de la fabrication et du déversement des déchets dans la société, qui contribuent tous au changement climatique.

Toutefois, la pandémie n'est pas une bonne nouvelle pour la transition vers les énergies renouvelables. Les chaînes d'approvisionnement des entreprises des secteurs solaire et éolien ont été perturbées et la demande de nouvelles installations est en baisse. Et avec l'arrivée prochaine de pétrole et de gaz super bon marché (voir "Épuisement des ressources" ci-dessous), les forces du marché risquent d'entraver plutôt que d'aider l'industrie des énergies renouvelables et le passage aux voitures électriques.

Inégalité économique : Pour l'économie du gigantisme et pour les gens qui vivent au jour le jour (ce qui inclut jusqu'à 74 % des Américains qui gagnent un salaire horaire), le verrouillage du coronavirus est une catastrophe. À court terme, les inégalités économiques existantes se traduiront par des niveaux de sacrifice et de souffrance très inégaux. Il peut être relativement facile pour les travailleurs à bas salaire de rationaliser une ou deux semaines obligatoires à la maison comme des vacances forcées, mais si des dizaines de millions d'Américains sans économies vivent plusieurs mois sans revenu, les tensions sociales régionales pourraient atteindre leur point de rupture. C'est l'une des raisons pour lesquelles les responsables gouvernementaux parlent de distribution d'argent.

An unprecedented rise in unemployment



Sources: US Employment and Training Administration; David Choi, Goldman Sachs

Vox

Statistiques sur le chômage

À plus long terme, les récents niveaux absurdes d'inégalité pourraient être sérieusement réduits. Dans son livre *The Great Leveler*, l'historien Walter Scheidel affirme que, dans le passé, l'inégalité économique a été inversée de la manière la plus spectaculaire par ce qu'il appelle les "quatre cavaliers" - la mobilisation massive pour la guerre, la révolution transformatrice, l'effondrement de l'État et la peste. Actuellement, de nombreux gouvernements entreprennent des efforts de réaffectation économique d'une ampleur équivalente à celle des guerres mondiales. Par exemple, le Danemark paie 75 % des salaires (pour des salaires allant jusqu'à ~50 000 \$/an) à des entreprises qui, autrement, devraient licencier des travailleurs pendant une période de trois mois. Cela permet non seulement aux travailleurs mis en quarantaine de survivre, mais aussi de rester sur la liste de paie et de ne pas avoir à passer par un processus de réembauche plus tard.

Ainsi, la pandémie actuelle pourrait sans doute être considérée comme deux des cavaliers de Scheidel (mobilisation de masse et peste). La classe des investisseurs assiste à une destruction de capital à un rythme et à une échelle prodigieuse, tandis que les efforts du gouvernement pour maintenir la civilité et le bien-être social peuvent impliquer de fournir un filet de sécurité pour ceux qui en ont le moins. Bien sûr, ce n'est pas de cette manière que les défenseurs de la justice sociale envisagent de contenir les inégalités, mais le résultat pourrait bien finir par équivaloir à un autre New Deal, et peut-être même à un Green New Deal.

La perte de la biodiversité : La nouvelle pandémie de coronavirus a presque certainement commencé dans les marchés d'animaux sauvages de Wuhan, en Chine. Comme Carl Safina l'a dit dans un article récent, "les humains ont provoqué la pandémie en mettant les animaux du monde entier dans un cruel mélangeur et en buvant ce smoothie". Bien que d'autres épidémies zoonotiques aient eu lieu ces dernières années, notamment le VIH, le virus de Marburg, le SRAS et la pandémie de "grippe porcine" H1N1 de 2009, l'épidémie mondiale de

coronavirus pourrait constituer un moment propice à l'apprentissage, où les organisations de protection de la faune et de la flore sauvages pourraient demander avec succès un moratoire international sur le commerce ou la vente de toute espèce animale non domestiquée (les zoos constituant une exception très réglementée).

Sinon, il ne faut pas s'attendre à un grand changement dans la tendance générale à la baisse du nombre d'insectes, de reptiles, d'amphibiens, d'oiseaux et de mammifères sauvages avec lesquels nous partageons cette petite planète.

Surpopulation : Quelques millénaires cyniques ont appelé le nouveau coronavirus le "Boomer Remover" en raison de sa tendance à attaquer les personnes âgées avec la plus grande virulence. Comme l'humanité a récemment ajouté 80 millions de nouveaux membres par an (naissances moins décès), un effacement d'une année de croissance nette de la population est possible dans le pire des cas. Cependant, le potentiel de modération à court terme de notre modèle global d'expansion démographique pourrait être au moins partiellement compensé par les résultats, à partir de neuf mois, de centaines de millions de personnes en âge de procréer dans le monde entier qui resteront chez elles pendant des semaines avec peu de choses pour les occuper. Dans les pays riches où les taux de fécondité sont en baisse, l'accumulation de substances chimiques perturbatrices du système endocrinien dans l'environnement continuera probablement à représenter une menace bien plus importante pour la stabilité de la population humaine. Dans les pays pauvres à forte croissance démographique, l'égalité des chances en matière d'éducation pour tous, quel que soit le sexe, contribuera à réduire considérablement les taux de croissance.

L'épuisement des ressources : La fabrication étant sur le déclin, la demande et donc les prix de la plupart des produits de base s'effondrent. Le pétrole, le produit de base le plus important au monde sur le plan économique, a vu son prix passer de 50 dollars le baril à près de 20 dollars (au moment où nous écrivons ces lignes) ; certains analystes prévoient des prix à un chiffre. Avec l'effondrement de l'utilisation du pétrole, la capacité de stockage du pétrole sera épuisée, et les producteurs n'auront alors d'autre choix que de mettre en réserve certains puits de pétrole. Les compagnies pétrolières seront probablement renflouées, mais ne pourront pas être rentables dans les conditions actuelles. La perspective d'une augmentation des taux d'extraction de pétrole dans le monde pour les ramener aux niveaux récents semble faible. Il est donc probable que le pic de production pétrolière mondiale, attendu depuis longtemps, se soit déjà produit, sans grande fanfare, en novembre 2018.

Bien sûr, l'explosion des marchés pétroliers est le résultat d'un désastre économique plutôt que de politiques saines de conservation des ressources. Par conséquent, l'adaptation de la part de l'industrie et de la société dans son ensemble sera chaotique. Les implications internationales sont lourdes et difficiles à prévoir : plusieurs nations clés du Moyen-Orient verront leurs économies anéanties par la faiblesse des prix du pétrole, et les grandes puissances (en particulier la Chine et la Russie) pourraient chercher à profiter de l'occasion pour réaligner leurs alliances dans la région.

La pollution : Marshall Burke de l'Université de Stanford a récemment écrit que "les réductions de la pollution atmosphérique en Chine causées par cette perturbation économique ont probablement sauvé 20 fois plus de vies en Chine que celles qui sont actuellement perdues à cause de l'infection par le virus dans ce pays". La réduction des taux de fabrication et de consommation devrait contribuer à réduire la pollution globale, mais il s'agit bien sûr de l'effet secondaire de la crise, et non du résultat d'une politique saine. C'est pourquoi, sans intervention de la politique environnementale, il n'y a aucune raison de s'attendre à ce que les bénéfices de la réduction de la pollution soient durables. Ce n'est qu'un exemple de la manière dont certains avantages temporaires pourraient être contrebalancés par de nouveaux préjudices : L'utilisation de plastiques à usage unique est susceptible d'augmenter pendant la réponse à la pandémie.

Bombe de la dette mondiale : L'économie mondiale se trouve à nouveau dans une phase déflationniste, comme en 1932 et 2008. Pour les banques centrales et les gouvernements, tous les efforts budgétaires viseront à regonfler une économie qui, autrement, siffle et s'aplatit. Le risque est grand que les investisseurs se rendent compte que, dans un monde sans croissance, leurs instruments financiers sont intrinsèquement sans valeur, ce qui les obligerait non seulement à faire s'effondrer la valeur marchande des actions, mais aussi à renier les règles du jeu. Cependant, comme l'épidémie de coronavirus elle-même finira par s'atténuer, l'issue la plus probable est une période de défaillances et de faillites atténuées par des niveaux héroïques d'achats d'obligations de la Fed, et de renflouements par les gouvernements (des industries pétrolière et aérienne, pour commencer) et de dépenses déficitaires. Finalement, si l'impression de la monnaie devient exponentielle, l'hyperinflation est une possibilité, mais pas de sitôt. Grosse leçon : le système financier a été déstabilisé et, comme l'industrie pétrolière, pourrait ne jamais revenir à la "normale".

* * *

Revenons à la question posée ci-dessus : L'humanité considèrera-t-elle la pandémie de coronavirus comme un revirement ou un changement de situation ? La réponse probable dépend en partie de la durée de la pandémie, qui, à son tour, dépendra en grande partie de la rapidité avec laquelle les tests deviendront largement disponibles, et du moment où les traitements et les vaccins seront trouvés. Les documents du gouvernement américain portant la mention "not for public release" laissent entrevoir d'importantes pénuries non seulement de matériel médical, mais aussi de biens généraux au cours des 18 prochains mois pour le gouvernement, l'industrie et les particuliers, si des solutions ne sont pas trouvées rapidement.

Le niveau auquel la donne change dépend également du degré de ralentissement de l'emploi et du PIB. Fred Bullard, président de la Fed de St. Louis, a déclaré que le taux de chômage américain pourrait atteindre 30 % au deuxième trimestre en raison des fermetures d'usines pour lutter contre le coronavirus, et que le PIB pourrait chuter de 50 %. Ce serait un carnage économique bien au-delà de l'ampleur de la Grande Dépression (le taux de chômage des États-Unis en 1933 était de 25 % ; son PIB a chuté de 15 % selon les estimations). Si l'économie mondiale chute à ce point et reste bloquée même pour quelques semaines, on peut dire que le coronavirus "change la donne".

Mais un changement de quoi ? Les possibilités dystopiques ne viennent que trop facilement à l'esprit. Cependant, au cours de la conversation, certains de mes collègues du groupe de réflexion ont suggéré que la pandémie pourrait se transformer en une crise "Boucle d'or" qui perturberait l'ordre mondial juste assez, et de manière à favoriser une réponse qui mettrait au moins certaines sociétés sur une trajectoire de coopération, de redistribution et de décroissance.

Tout d'abord, les gouvernements font souvent face aux pénuries (prévues dans le rapport cité plus haut) par le biais de la stratégie éprouvée du rationnement des quotas. Comme le détaille Stan Cox dans son indispensable ouvrage *Any Way You Slice It : The Past, Present, and Future of Rationing*, le rationnement des quotas ne fonctionne pas toujours bien ; mais lorsqu'il le fait, les résultats peuvent être assez admirables. Pendant les deux guerres mondiales, les Américains ont participé avec enthousiasme aux programmes de rationnement de la nourriture, des pneus, des vêtements, etc. La Grande-Bretagne a poursuivi ses programmes de rationnement bien après la fin de la Seconde Guerre mondiale, et des enquêtes ont montré que, pendant la période de rationnement, les Britanniques étaient généralement mieux nourris et en meilleure santé qu'avant ou après. Dans la plupart des scénarios imaginaires de décroissance économique délibérée, les programmes de rationnement de l'énergie et des matières premières figurent en bonne place.

Cox conclut que les programmes de rationnement ont tendance à être plus efficaces lorsque les gens sont unis contre un ennemi commun, et lorsque les pénuries sont considérées comme temporaires. Malgré les efforts du président Trump pour le surnommer le "virus chinois", le SRAS-Cov-2 n'a pas de nationalité inhérente, ni démocrate ou républicaine. C'est en effet un ennemi commun, et les gens ont tendance à devenir plus coopératifs lorsqu'ils sont confrontés à une menace collective. De plus, les épidémiologistes s'accordent à dire que la menace aura un point final, même si nous ne savons pas exactement quand ce sera le cas. Par conséquent, les conditions de réussite du rationnement existent et le rationnement pourrait contribuer à favoriser des attitudes plus communautaires et plus coopératives dans l'ensemble.

En outre, comme nous l'avons vu plus haut, la pandémie pourrait entraîner un nivellement économique important. Historiquement, tous les moments de nivellement n'ont pas été marqués par une coopération accrue : lorsqu'il a été amorcé par un effondrement de l'État ou une révolution transformatrice, le nivellement s'est accompagné de souffrances généralisées et de conflits sanglants. Cependant, pendant les grands moments de nivellement du XXe siècle - la dépression et les deux guerres mondiales - les Américains ont réussi à se rassembler avec un sentiment de sacrifice partagé.

Sur le long terme, nous sommes toujours confrontés aux défis du changement climatique, de l'épuisement des ressources, de la surpopulation, de la pollution et de la perte de biodiversité. Si la pandémie peut avoir des retombées mineures ou temporaires qui améliorent ces problèmes, elle ne les résoudra pas. Un effort collectif important et soutenu sera encore nécessaire pour transformer les systèmes énergétiques, les économies et les modes de vie (bien que la pandémie puisse transformer les économies et les modes de vie de manière imprévisible). Si la réponse au coronavirus nous met sur une base de coopération, tant mieux. Bien entendu, cela se ferait au détriment du nombre final de décès et de maladies, actuellement inconnu, ainsi que de la peur et de la privation généralisées. Mais, comme les Monty Python peuvent encore nous le rappeler sur YouTube, il est toujours bon de voir le bon côté de la vie.

Feuille de route (II) : Démarrer

Antonio Turiel Samedi 28 mars 2020

Traduit avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite)



Chers lecteurs :

Alors que la pandémie de CoVid-19 continue de se développer, il devient évident qu'une crise économique sans précédent se prépare. Des études commencent à se répandre qui parlent de la plus grande contraction économique depuis la Seconde Guerre mondiale. Il n'est pas nécessaire d'être très bon en économie pour se rendre compte que la baisse du PIB cette année pourrait être écrasante. Tous les secteurs qui ont été contraints d'arrêter leur activité immédiatement resteront inactifs pendant environ trois mois, soit 25 % du temps de l'année. Mais lorsque les mesures de restriction seront levées, la baisse des revenus des travailleurs, mais aussi l'insécurité du maintien des emplois (ceux qui les gardent), rendront la consommation plus modérée que d'habitude. Ajoutez à cela que dans un pays comme l'Espagne, où le tourisme est une industrie majeure, tout ce qui précède entraînera une diminution du nombre de visiteurs et en général de l'activité même si la pandémie était surmontée cet été. Par conséquent, sans qu'une analyse macroéconomique majeure soit nécessaire, il est clair que cette année, le PIB de l'Espagne va se contracter d'au moins 20 %, et finira probablement par baisser un peu plus, alors qu'au niveau européen, la baisse attendue est d'environ 20 %. À titre de référence, il faut savoir que pendant la Grande Récession, il y a dix ans, le PIB de l'Espagne s'est contracté d'un peu plus de 9 % entre 2008 et 2014.

La gifle économique va donc être dure. Tout le monde considère déjà cela plus ou moins comme acquis, et c'est pourquoi il y a tous les mouvements actuels, avec tant de dossiers de réglementation du travail temporaire, que les entreprises utilisent pour éviter de se décapitaliser en payant des salaires à leurs travailleurs alors qu'il n'y a pas d'activité. Le problème est que cette mesure, comme les autres qui sont prises, est un simple patch avec un objectif à très court terme, en raison de l'absence d'une vision globale du problème systémique que nous avons.

D'une part, dans les apparitions des ministres et du responsable de la coordination, on insiste de façon maladroite sur le fait que nous atteignons déjà le pic de l'épidémie (un autre jour, nous discuterons des analogies entre la courbe de l'épidémie et la courbe de la production de pétrole), car la grande obsession est d'atteindre ce point le plus rapidement possible afin de savoir combien de temps il faudra pour surmonter la crise actuelle. Mais la vérité est que, en raison de la complexité des interactions humaines, des problèmes liés aux tests et du fait que la variable comptée est discrète (nombre de personnes), on ne peut s'attendre à une simple évolution sans fluctuations importantes des statistiques des cas (et cela sans entrer dans le fait que les cas enregistrés en Espagne sont évidemment beaucoup moins nombreux que les cas réels). Par conséquent, annoncer chaque jour que nous atteignons déjà le pic de l'épidémie est totalement absurde, entre autres parce que nous sommes encore à quelques jours, voire à quelques semaines, d'atteindre ce point (et encore plus maintenant que le gouvernement espagnol a finalement imposé un confinement total : le confinement réduit la taille du maximum mais le reporte aussi).

Cette vision simpliste de ce que représente cette épidémie pourrait bien finir par nuire encore plus à la principale préoccupation, à savoir l'économie. Il est évident que ce virus est sensible au soleil, comme le montre la lente progression de l'épidémie dans les pays tropicaux ou, par exemple, aux îles Canaries. Cependant, la lenteur des prises de décision dans la plupart des pays occidentaux (sans compter les pays qui n'ont tout simplement pas pris de mesures) a favorisé une propagation à grande échelle du virus, ce qui a deux effets négatifs. D'une part, plus le virus se réplique, plus les souches viables apparaissent et plus sa biodiversité augmente. Cette situation est négative parce qu'elle rend les vaccins moins efficaces (c'est pourquoi un nouveau vaccin antigrippal doit être fabriqué chaque année, et celui de l'année précédente ne peut pas être utilisé), et aussi parce que l'immunité - probablement temporaire - acquise par ceux qui ont déjà été infectés par une souche est inutile contre une souche suffisamment différente. D'autre part, l'ampleur de l'infection peut favoriser l'endémicité de la maladie dans certains territoires et provoquer des épidémies récurrentes. Si l'on se réfère à l'épidémie de grippe de 1918, il est fort probable que des vagues successives se produiront au cours des deux

prochaines années. Par conséquent, la planification économique doit tenir compte du fait qu'il est fort probable que l'hiver prochain, il sera à nouveau nécessaire de mettre en œuvre des mesures de confinement pendant quelques semaines. Si à l'époque, en raison de l'épuisement économique et psychologique d'un nouvel enfermement, on optait pour des mesures plus laxistes (ce qui pourrait arriver, une fois le désastre économique de cette année évalué), on pourrait générer une vague pire que celle d'aujourd'hui (en fait, en 1918, la deuxième vague était la pire), et cela détériorerait encore plus la confiance du public.

La "crise de confiance" sera sans doute l'une des expressions qui se répéteront le plus souvent au cours des prochaines années. La grippe de 1918 a eu un grand impact émotionnel sur la société, surtout parce qu'elle a été imputée aux jeunes adultes. L'épidémie actuelle de CoVid-19 touche une couche différente de la population (du moins jusqu'à ce qu'elle mute en une souche plus mortelle) mais la société de notre époque est également très différente de celle de 1918, et son impact émotionnel sera donc également important, en particulier dans les pays où les morts se comptent par centaines de milliers. Ce découragement, qui se propagera tant que dureront les vagues épidémiques successives et même quelques années plus tard, sera utilisé jusqu'à l'abus pour expliquer l'inévitable spirale récessive dans laquelle nous entrons maintenant. Il est évident qu'une partie de la baisse de la consommation sera liée à ce découragement de la société, mais une autre partie sera liée au déclin de notre système économique, un déclin qui s'est forgé au cours des dernières décennies et qui avait simplement besoin d'une étincelle pour exploser. Je n'insisterai pas dans ce billet sur les causes et les conséquences inévitables de notre déclin économique : elles ont été longuement discutées tout au long de ce blog. La chute précipitée de la production de pétrole au cours des cinq prochaines années (qui, aujourd'hui, pourrait très bien être conforme à ce que l'Agence internationale de l'énergie a indiqué en 2018), la chute de la production de nombreuses autres matières premières, la crise du commerce international, Le déclin drastique du secteur des transports et, finalement, les débuts de la Grande Rareté, à commencer par la nourriture, sont la voie vers laquelle nous mène le maintien inutile des politiques habituelles dans un monde qui s'est effondré et qui ne peut plus marquer les limites biophysiques imposées par la planète.

Mais ce n'est pas l'objet de ce poste. Ce post est pour commencer. De reconnaître le moment présent et de commencer à agir. Au niveau du citoyen ordinaire, de la personne privée. Ce poste s'adresse à vous et moi, aux personnes qui devront traverser ces années difficiles alors que nous cherchons une nouvelle référence pour réorienter nos vies.

La première question est de savoir quand il faut y aller.

Pendant toutes ces années, j'ai insisté sur la nécessité de maintenir une vie B, une vie plus résistante et de nous doter d'autres compétences pour le moment où notre vie A cessera d'être fonctionnelle. La clé de l'alternance de ces deux vies, la vie A ou conventionnelle et la vie B ou résiliente, réside dans l'énorme coût personnel et social de l'abandon, direct et pur, de la vie A pour la vie B. L'exemple par excellence de cette transition brutale est que certaines personnes ont abandonné leur emploi conventionnel et sont allées vivre dans des villages, parfois à moitié abandonnés, pour vivre de la terre. Le problème est que nous ne pouvons pas tous aller à la campagne, et que nous n'en avons probablement pas besoin non plus : dans cet avenir de résilience, il faudra beaucoup plus de métiers et de tâches que la simple exploitation de la terre.

Et pourtant, le maintien simultané de la vie A et B n'était pas non plus facile. Je l'ai vécu moi-même : au fil des années et de l'évolution de mon organisation, j'ai eu de plus en plus de responsabilités et de moins en moins de temps. En fin de compte, on ne peut pas parier sur deux possibilités aussi différentes en même temps, car le temps est le paradigme du bien rare.

En tout cas, nous ne sommes plus sur cette page. Il ne s'agit plus de combiner la vie A avec la vie B. Dans les prochaines années, nous allons voir comment notre vie A se dissout. Et comme la vie B n'apparaîtra pas devant nous spontanément, il est important de comprendre que la vie A s'est terminée, ou est en train de se terminer, pour commencer à construire la vie B, qui sera notre vie future.

Le premier moment critique de votre prochaine vie, cher lecteur, c'est lorsque vous comprenez que vous ne retrouverez pas votre emploi ou que vous ne pourrez pas garder votre emploi actuel.

Dans les prochains mois, des millions de personnes vont être au chômage. Un chômage qui devrait être temporaire, et il en sera ainsi pour beaucoup, mais pas pour tous. Voici le premier point de résistance psychologique : à quel moment il faut accepter que son travail ne reviendra pas. Cela signifie que l'on ne trouvera pas de travail à partir de "son propre", et probablement pas non plus à partir d'autre chose.

Pratiquement toutes les professions sont menacées par cette diminution drastique et, rappelons-le, permanente de la main-d'œuvre. Pire encore : après la forte baisse initiale, l'emploi connaîtra une certaine reprise, mais il diminuera ensuite progressivement au fil des ans. Les taux de chômage officiels ne refléteront pas cette réalité, car ceux qui sont au chômage depuis trop longtemps seront éliminés de la population active parce qu'on considérera qu'ils ont "renoncé" à chercher du travail ; la seule façon de savoir ce qui se passe sera de regarder l'évolution de la population active, qui, comme je l'ai dit, va diminuer.

Ce sera au cours des prochaines années que, si nous les comptons comme maintenant, nous verrons des taux de chômage de 30 %, voire plus. Il s'agit d'une situation socialement difficile à maintenir, et que nous essaierons de soutenir avec le revenu minimum garanti, qui est une forme de redistribution monétaire des minima destinée à empêcher une explosion sociale, mais qui ne servira qu'à maintenir une grande partie de la population pratiquement dans le dénuement.

La première étape de la préparation psychologique que chacun d'entre nous doit entreprendre est d'être honnête avec sa propre situation, et de marquer un point très spécifique, avec des limites bien définies, où nous considérerons notre vie A comme morte. Par exemple, lorsque nous n'avons pas trouvé d'emploi depuis deux ou trois ans. Ou, lorsque notre salaire tombe en dessous de 50 % de ce qu'il était avant le déclenchement de cette crise terminale. Ou tout autre critère : chacun peut identifier les limites qui séparent ce qui est rigoureusement acceptable de ce qui est professionnellement indigne. Mais l'important est qu'aujourd'hui, en mars 2020, nous fixions ce seuil, et que nous soyons honnêtes avec nous-mêmes. Reconnaissons notre défaite lorsqu'elle survient, lorsque nous dépassons cette limite qui nous indique que nous sommes en train de couler. Il est important de fixer ces limites, car les changements qui sont opérés assez lentement risquent de disparaître, et notre psyché a tendance à nous donner des excuses pour ne pas accepter ce que la simple logique nous dicte. Nous devons être objectifs afin de pouvoir surmonter le deuil de notre vie A, celle qui nous a accompagnés au cours des 10, 20, 30 ou 40 dernières années, ou qui a nourri nos espoirs pour l'avenir.

Il existe un autre seuil psychologique important que ceux de mes lecteurs qui vivent dans une grande ville ou dans un lotissement devront également nommer : quand est-il temps de quitter la ville ? C'est aussi un moment très difficile, car à l'abandon des attentes s'ajoute l'abandon de ce coin que l'on a appelé chez soi. Et pourtant, ce sera aussi, le moment venu, une nécessité. Là encore, il est important de définir des seuils clairs et d'être honnête avec soi-même. Lorsque le nombre de crimes violents est très élevé, lorsque vous avez été agressé à trois reprises, lorsque la qualité de l'eau ou des installations sanitaires est très faible, lorsque les conditions de transport pour se rendre au travail sont très mauvaises, lorsqu'il y a une pénurie de certains aliments, médicaments ou autres biens que vous considérez importants... Encore une fois, chacun doit pouvoir fixer aujourd'hui son propre seuil de douleur et, le moment venu, reconnaître qu'il ne sert à rien de continuer à se

battre pour quelque chose que tout indique qu'il va continuer à se dégrader. C'est difficile et douloureux, mais le plus douloureux serait de continuer à couler avec elle. Il ne faut pas attendre un événement très traumatisant pour abandonner, à ce moment-là, un navire qui coule.

Prenez votre temps, cher lecteur. Réfléchissez sérieusement à ces questions. Fixez vos seuils et respectez-les. Ne vous inquiétez pas maintenant de la suite des événements : ce que vous ferez lorsque vous ne ferez pas ce que vous avez toujours fait, où vous vivrez, ce dont vous vivrez. Nous avons tous peur de l'incertitude, mais maintenant nous n'avons pas d'autre choix que de nous préparer à sauter de cette maison en feu.

La semaine prochaine, nous commencerons à discuter de ce que nous devons construire ensuite. Parce qu'il y a un plus tard, et avec nos mains nous le soulèverons.

Salu2.
AMT

Un aperçu des implications systémiques du coronavirus

Nate Hagens 25 mars 2020 Post Carbon Institute

Traduit avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite)



Nate Hagens

À l'exception de quelques conférences publiques, je suis resté largement silencieux ces cinq dernières années sur les médias sociaux et d'autres lieux pour ce qui est de décrire notre situation sociétale, malgré mes opinions bien arrêtées sur ce qui se passe et ce qui va se passer. J'ai principalement travaillé en coulisses sur les réponses à la situation de fin de croissance qui se profile et j'ai choisi de ne pas être un bourdonnier perpétuel pour les personnes qui me sont chères et qui préfèrent (pour la plupart) "regarder un autre film".

Hélas, le monde, et en particulier ce virus et la réaction qu'il suscite, a un peu accéléré la chronologie, et nous sommes maintenant au milieu d'une répétition générale (espérons que ce soit la seule) des grands événements que je vois se dérouler avant 2030.

Étant donné toutes les inconnues - plutôt que de mettre un pourcentage sur les différents résultats et de faire une foule de prédictions - je préfère fournir ce que je considère comme le contexte de notre prochain défi, en espérant que nous pourrions éviter le pire et nous diriger vers le meilleur. Vous trouverez ci-dessous mon évaluation de notre situation systémique ainsi que quelques brèves suggestions sur ce qu'il convient de faire.

Le résumé de TL;DR est :

- Nous faisons partie d'un système. L'impact du virus sur la santé humaine n'est qu'une petite partie de l'impact du SRAS-Cov 2 (COVID-19) sur la civilisation humaine et son avenir.
- Si nous pouvons un jour dépasser les niveaux du PIB de 2019, nous ne reviendrons jamais à ce qui était récemment considéré comme normal dans nos interactions, nos attentes et nos modes de vie.
- L'impact de la cure (fermeture des économies) pourrait être pire - et peut-être bien pire - que la maladie. C'est pourquoi les banques centrales doivent maintenant tout garantir - pour les citoyens et les entreprises, jusqu'à ce que la crise soit passée.
- Nous pouvons utiliser cet étranglement externe de notre métabolisme comme une opportunité - en tant qu'individus, en tant que société et en tant qu'espèce - de parvenir à une manière plus durable et moins folle d'interagir les uns avec les autres et avec la planète. Mais nous devons d'abord naviguer dans la crise financière.
- Les gouvernements, les entreprises, la philanthropie et les communautés sont constitués d'individus. Prenez bien soin de vous. Soyez gentil et bon. Ces choses peuvent aussi être contagieuses.

NOUS FAISONS PARTIE D'UN SYSTÈME

Nous sommes en plein milieu d'une pandémie mondiale. Mais le SRAS-Cov2 n'est que le risque immédiat. En fin de compte, le virus met à nu bon nombre des problèmes qui se sont accumulés au fil des décennies : les gouffres de l'inégalité, l'utilisation de la dette virtuelle sur papier pour résoudre les problèmes du monde physique, l'ignorance de l'écologie/des systèmes, la dépendance, l'obésité, les chaînes d'approvisionnement mondialisées juste à temps (et fragiles) (en particulier pour les besoins de base) et la gouvernance politique fracturée - tout cela au service de la dynamique de croissance, comme le décrivent ce document et cette vidéo. Nous avons choisi l'efficacité économique plutôt que la résilience. Nous avons substitué la stimulation technologique et l'argent aux interactions sociales. Nous avons substitué la dopamine et la stimulation surnaturelle (la plupart d'entre nous, y compris moi) à la santé physique. Le jeu a été le plan, et le jeu a changé si rapidement que nous n'avons plus de plan.

LE VIRUS

Je suis en quelque sorte arrivé à l'âge moyen avec un tas d'amis intelligents. C'est un cadeau que je chéris. Mais jamais de ma vie je n'ai eu autant de personnes intelligentes dans mon réseau qui n'étaient pas d'accord sur l'ordre de grandeur des chiffres. Mon *sens* est que a) le taux de mortalité dû au SRAS-Cov2 pourrait être surestimé parce que b) la morbidité (combien de personnes en sont atteintes) est largement sous-estimée. BEAUCOUP plus de personnes sont atteintes de ce virus que celles qui sont testées ou même qui sont malades, ou même qui présentent des symptômes. Je ne vais pas perdre mon temps à spéculer sur le nombre de décès dus à ce virus. Car quel que soit ce nombre, il est malheureusement pire que cela.

LA VÉRITABLE ÉPIDÉMIE SANITAIRE

Le SRAS-Cov2 est beaucoup plus mortel pour a) les personnes âgées et b) les personnes souffrant de problèmes de santé existants comme l'hypertension, le diabète, les maladies cardiaques et l'obésité. Malheureusement, la richesse, le confort et l'accès généralisé à une nourriture bon marché (mais rentable) et le chant des sirènes des stimuli surnaturels qui crient plus fort que les activités de plein air ont fait qu'une nation (la nôtre) compte 100 millions (!) de citoyens en surpoids et 39 % obèses ! Nous représentons aujourd'hui 4,5 % de la population mondiale, mais nous recevons 50 % des prescriptions médicales dans le monde, dont un nombre considérable de personnes souffrant de problèmes de santé mentale. Bien que nous soyons l'un des pays les plus riches de la

planète (au total, pas en moyenne), nous ne sommes pas bien préparés médicalement à ce virus. Notre population est en très mauvaise santé, avec seulement 2,87 lits d'hôpital pour 1 000 personnes, et beaucoup moins de ventilateurs et de lits d'unité de soins intensifs.

C'est le contexte médical et sanitaire. Mais c'est bien pire que cela.

L'ÉCONOMIE

La croissance économique est une mesure des biens et services consommés au cours d'une période. Tout comme un requin doit continuer à nager pour faire circuler l'oxygène dans ses branchies, notre métabolisme économique peut "ralentir", mais s'il ralentit trop, il se met à stagner, c'est-à-dire à piquer du nez, ce dont même les meilleurs pilotes du monde ne peuvent pas le faire sortir. Avec les récentes annonces d'abris sur place et l'arrêt du commerce dans la plupart des endroits, nous approchons d'une telle situation de manque d'"oxygène" économique. Au 3/22/20, nous sommes déjà en dépression, je pense qu'en 2020, le PIB aura baissé d'au moins 10 %, et si les règles de mise à l'abri restent en vigueur jusqu'en juin, l'économie aura baissé de 20 % ou plus, rivalisant avec le début des années 1930. Plus les fermetures seront longues et étendues, plus cette baisse sera forte, et moins il y aura de chances qu'elle redevienne comme avant. (Et soyons clairs : l'ancienne normalité était nulle pour la plupart des gens, donc "moins de PIB" pourrait être une bonne chose tant que les besoins de base sont satisfaits, et bien plus équitablement, tout en remplaçant ce qui était une consommation (frivole) par un bien-être lié au capital naturel et social. Mais il faut d'abord faire les choses en premier).

Le risque ici est que l'économie américaine (et mondiale) tombe dans le gouffre et si les fermetures et les mises à l'abri se poursuivent pendant plus de quelques semaines, les particuliers, les entreprises et les institutions ne pourront pas se maintenir à flot.

FINANCES

La société nage dans la finance comme un poisson nage dans l'eau. En tant que culture aveugle à l'énergie et aux systèmes, nous avons supposé que la croissance est une loi naturelle, que l'ingéniosité et la technologie se traduiront naturellement par une croissance accrue à l'avenir. Au cours des 50 dernières années - et surtout des douze dernières - notre capacité à nous procurer des biens et des services a été massivement subventionnée par le crédit. Ce crédit, au lieu d'aller à la rue principale en 2008/09, a été en grande partie consacré aux actifs financiers et a fait éclater la plus grande bulle d'actifs de l'histoire. À l'échelle mondiale, nous avons maintenant des centaines de billions de dollars de créances financières sur une économie réelle d'environ 80 billions de dollars, qui est sur le point de chuter de 10 à 20 % et plus.

En 2008, la Grande nouvelle concernait les prêts hypothécaires résidentiels. En 2020, il s'agira (au moins) du crédit aux entreprises, car nous venons de mettre fin à une période de dix ans d'endettement extraordinaire de sociétés empruntant à 2 %, utilisant le produit pour racheter leurs propres actions. Aujourd'hui, les bilans des entreprises vont connaître une baisse massive et de nombreuses entreprises (50 % ?) pourraient être classées comme des "pacotilles", ce qui signifierait que les compagnies d'assurance et les caisses de retraite ne pourraient plus les posséder (à moins que les règles ne soient modifiées). Les "sorties" seraient bien trop petites pour toutes les liquidations que les gens devraient faire alors que nous entrons dans une dépression déflationniste, et ces liquidations auraient alors un impact réflexif sur l'économie réelle. Les banques centrales seraient les seuls acheteurs de dernier recours, car tant de billions d'obligations seront déchargées qu'aucun fonds spéculatif, aucune banque ou compagnie d'assurance de Wall Street ne pourra les absorber.

Qu'est-ce que tout cela signifie ? Les actions pourraient baisser de 40 à 70 % et les obligations (autres que les bons du Trésor) auraient également des rendements négatifs. La FED (et la BCE, et la BOJ, et la BOC, et la BOE, et...) vont augmenter massivement leurs bilans déjà massivement gonflés. Ils finiront par obtenir l'autorisation d'acheter des obligations d'entreprises, et même des actions. Il y aura des limites. Nous pouvons imprimer de l'argent, mais nous ne pouvons pas imprimer de l'énergie, des ressources ou de la productivité. Nous avons eu un indice sur les marchés la semaine dernière, lorsque les rendements du Trésor américain ont augmenté de 60 points de base à l'annonce d'un plan de relance de 1 000 milliards de dollars. En d'autres termes, le montant des fonds disponibles pour renflouer la société n'est pas illimité avant que les acteurs du marché n'appellent l'oncle à en assurer le financement. Il s'agit d'une crise de liquidité massive et, dans la même veine que le virus lui-même, il n'y a que de mauvaises options. Nous devons choisir les "moins mauvaises".

Personnellement, je ne pense pas que la société tire un grand profit des compagnies de croisières Carnival et de l'utilisation frivole de ressources rares à long terme qui en découle. Parmi les dizaines de milliers d'entreprises qui vont échouer sans l'aide financière des gouvernements, nous pourrions dresser une liste de celles qui sont importantes, utiles, marginales ou mieux encore qui sont laissées pour compte. Mais si nous - pour prendre un exemple - laissons Carnival Cruise Lines faire faillite, il y a des milliards de dollars d'obligations détenues par des fonds de pension et des institutions qui vont jusqu'à zéro. Et des dizaines de milliers de personnes seront sans emploi dans cette seule entreprise. Les effets d'entraînement sur les chaînes d'approvisionnement, les services de base et l'architecture financière de la faillite de ces entreprises seront massifs et incontrôlables.

Enfin et surtout, il existe un risque réel que l'institution financière culturelle - où nous considérons comme acquis que nous (ou une entreprise ou un pays) pouvons emprunter en obtenant un prêt - prenne fin. C'est le risque sur lequel j'ai travaillé professionnellement et auquel j'ai pensé qu'il pourrait se concrétiser vers 2025. Le résultat à court terme de l'éclatement de la bulle de la dette pourrait être une chute de 30 % du PIB et une baisse de régime par la suite. Je pense que cela pourrait (évidemment) se produire cette année, mais je ne pense pas que cela se produise parce que les dirigeants (et les gens) sont concentrés sur un virus et leur santé physique, et donc leur attention ne porte pas sur la santé de l'architecture financière. Cependant, la vérité fondamentale demeure : nous avons créé trop de représentations financières de notre réalité et nous les avons traitées comme telles. La pandémie pourrait démasquer ces risques.

Nous nous en remettrons (probablement) et les actifs financiers finiront par remonter, mais le système sera gravement affaibli, les banques centrales et les gouvernements ayant utilisé la plupart de leurs munitions monétaires/fiscales. Ainsi, à mon avis, le prochain "événement" signifiera probablement la fin de notre capacité à utiliser le crédit - et les mesures de soutien des banques centrales - pour faciliter la croissance et une remise à zéro économique majeure. J'espère vivement que nous utiliserons ce qui va se passer dans notre économie au cours des prochains mois comme une "répétition" de cette réalité (pour en savoir plus, voir ci-dessous).

****Note concernant notre situation financière :** Pour ceux qui sont hostiles au concept de "socialisme", j'espère que vous comprendrez, après avoir lu ce qui précède, que le socialisme existe actuellement aux États-Unis, mais qu'il est réservé aux riches/grandes banques/entreprises. La FED a continué à soutenir et à renflouer la classe des propriétaires d'actifs financiers - et elle devra continuer à le faire pour nous faire gagner du temps. Privatiser les gains et socialiser (sur la population en général et sur d'autres espèces) les pertes est le "mode de vie américain" depuis des décennies, et ce modèle est en plein essor depuis 2008.

CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

Au-delà des chiffres financiers et économiques, la complexité mondiale que nous avons accumulée dans notre recherche de l'efficacité économique (coût le plus bas) a créé une machine Rube Goldberg mondiale assez

fragile de commerce juste à temps. En 2009, Ford a dû arrêter de produire des camions parce que le pigment utilisé pour les peindre n'était fabriqué qu'à Fukushima, au Japon. Nous n'en sommes qu'aux premiers stades de la recherche des composants fabriqués à l'étranger qui sont sur le point d'arrêter d'arriver. Nous savons que 70 % des principes actifs des médicaments dans le monde sont fabriqués en Chine, de sorte que la pénurie de médicaments commence déjà et va probablement s'aggraver. La grande question est de savoir de quel type de composants critiques inconnus nous aurons besoin mais qui ne seront pas disponibles si le verrouillage se poursuit ? Faute de mieux.

INÉGALITÉ

Je pense que le virus va passer, que l'économie va (probablement) se redresser et que les garanties financières vont finalement se maintenir - au moins pendant quelques années encore. Le plus grand risque que je vois dans cette pandémie est de mettre à nu les inégalités créées au cours des 50 dernières années de croissance sans entrave. Dans les semaines/mois à venir, nous assisterons à une économie bifurquée : les personnes aisées qui peuvent confortablement travailler à domicile (comme moi) et les personnes qui travaillent dans une économie à taux horaire/giga, qui ont déjà dépensé leurs maigres économies et n'ont aucun recours. Même avant cette crise, environ 40 % des Américains n'avaient pas assez d'économies pour faire face à une dépense soudaine de 400 dollars. La manière dont les gouvernements et les communautés soutiennent le bas ½ (et, avec le temps, le bas ¾) de la société sera le défi de cette crise et, éventuellement, de la prochaine décennie. Peut-être l'idée défendue par Andrew Yang (un revenu de base universel de 1 000 dollars par mois pour tous les adultes américains) peut-elle maintenant devenir réalité, mais envoyer 1 000 dollars à chaque Américain ne va pas du tout la réduire.

La "bonne nouvelle" est que beaucoup plus de gens de toutes les tendances politiques reconnaissent maintenant la gravité de nos inégalités de richesse et de revenus. Si ce problème n'est pas résolu, il y aura une révolution et personne n'aura plus grand-chose. (Notez les files d'attente dans votre propre ville dans les magasins d'armes. Nous avons plus d'armes que de citoyens et de loin le plus grand nombre d'armes par habitant dans le monde entier). Le delta entre les nantis et les démunis est sur le point de devenir très sérieux très rapidement. Nous sommes tous dans le même bateau et nous devons commencer à agir en conséquence, au niveau local et national.

ENERGIE

C'est la pire situation possible pour notre avenir énergétique.

- 1) Cette situation risque de cimenter le pic pétrolier mondial de novembre 2018, car il y aura désormais très peu d'investissements en amont pour compenser les taux de déclin sous-jacents actuels d'environ 6 %.
- 2) Avec 25 \$/baril de pétrole et 1,5 \$/pied cube de gaz naturel, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et (bientôt) un grave manque de capitaux, la mise à l'échelle des énergies renouvelables est désormais probable.
- 3) Et le pire, c'est qu'avec une énergie au prix le plus bas possible (et non pas aux coûts), cela signifie que le grand public et les politiciens ne reconnaîtront pas le caractère central de l'épuisement des énergies fossiles en tant que cause principale de notre situation de dépassement écologique, ni que la viabilité de nos sociétés dans 10-20 ans doit utiliser le dernier de nos "souhaits" (les deux autres que

nous avons gaspillés), pour utiliser cette magie fossile en vue d'objectifs culturels plus élevés et plus durables.

****Si vous lisez mon article sur les superorganismes, vous verrez que nous n'avons jamais voulu "remplacer" complètement le carbone fossile par des énergies renouvelables, de sorte que cette réduction exogène pourrait donner lieu à de nouveaux scénarios et plans mariant les deux de manière intelligente.**

En tout état de cause, même si la production mondiale de pétrole a maintenant atteint son maximum, l'épuisement financier sera plus important que l'épuisement du pétrole et, dans un avenir prévisible, les économies avancées seront inondées de pétrole et de gaz. Ne soyez pas surpris de constater que le prix de l'essence est inférieur à un dollar le gallon dans une ville proche de chez vous. Quel horrible signal pour ce que nous devons faire et où nous devons aller.

ENVIRONNEMENT

Comme ceux qui suivent mon travail depuis plus de dix ans, vous savez que de tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés, je me soucie le plus de la toile de la vie et des écosystèmes de la Terre. En ce qui concerne le climat, nous aimons bien avoir déjà un réchauffement de 1,5°C intégré, mais j'ai toujours pensé que les hypothèses de croissance des modèles climatiques sont totalement déconnectées de notre lien entre l'argent, l'énergie et la croissance. La croissance économique humaine - et les émissions qui y sont liées - va probablement prendre fin au cours de cette décennie. C'est en fait une bonne nouvelle si elle est gérée. La pandémie permettant une prise de conscience plus systémique, de meilleurs choix sur la façon de construire nos infrastructures, nos objectifs nationaux et le type de mélange énergétique que nous utilisons pendant la descente d'énergie, il est possible de faire des choix. En tout cas, comme le dit Wes Jackson, "Les loisirs sont un grand catalyseur de la vertu". Malheureusement, le mouvement environnemental pourrait en prendre un sacré coup, car les financements/emplois et les excédents consacrés à ce secteur vont maintenant diminuer. Pourtant, notre plus grande tâche en tant que culture reste d'assurer une certaine trajectoire bénigne pendant l'ascension économique, pour les 10 000 000 d'autres espèces avec lesquelles nous partageons cette planète et pour les générations futures. Malheureusement, peu de gens y penseront pour le moment.

GÉOPOLITIQUE

Sur le plan géopolitique, cette situation est très dangereuse, car de nombreux pays du Moyen-Orient, d'Amérique latine et d'ailleurs sont aujourd'hui confrontés à de graves déficits budgétaires, avec des lacunes au niveau de la direction et une grande incertitude. Cela donne l'occasion à divers mauvais acteurs étatiques et non étatiques d'agir de manière opportuniste ou de détourner la pression interne vers des troubles sociaux ou économiques. C'est de plus en plus l'une de mes principales préoccupations : le virus expose les failles économiques, les failles économiques exposent les failles géopolitiques, et les failles géopolitiques entraînent... un boom.

GOUVERNANCE

Ce matin (3/24), le président Trump a annoncé la possibilité de rouvrir le verrouillage après 15 jours. Mettant de côté les implications d'une telle décision pour les soins de santé, il met en évidence un autre risque essentiel de cette situation : l'élargissement du fossé politique. Les gouverneurs des États ont l'autorité ultime en matière de couvre-feu, et si de grands États comme l'AC et NY (avec une population et une influence économique importantes) maintiennent des couvre-feu contre le mandat fédéral, nous commençons à avoir une économie

bifurquée, géographiquement et politiquement. Il s'agit d'une crise qui nécessite l'union des dirigeants pour mettre en œuvre les mesures de soutien à notre société mentionnées ci-dessus.

Ce qui nous amène à la question plus profonde : notre système politique fracturé peut-il fonctionner dans un environnement de décroissance ? Parce que cela dépend d'une question beaucoup plus profonde : à quoi sert une économie de toute façon ? Je crains que de nombreux Américains en soient venus à l'assimiler au niveau du marché boursier - alors que la véritable santé d'une économie est le bien-être de son peuple, de sa terre et de son avenir. Ces éléments ne peuvent pas être facilement comprimés en un chiffre financier, ce qui devrait être l'une des principales leçons que nous apprendrons une fois la crise passée. Cette leçon et cette vision peuvent-elles être partagées au-delà des frontières politiques traditionnelles ? C'est une question ouverte.

QUE FAIRE ?

Je pourrais continuer, mais je pense que j'en ai assez dit, à savoir que ce virus met au jour de nombreux problèmes que la finance et une économie en pleine croissance ont occultés. Nous sommes confrontés à une crise systémique qui persistera après le passage des risques liés au virus. Nous vivons dans un système et il est grand temps que nous commençons à parler de la manière d'avancer en tant que personnes civiles et raisonnables qui choisissent des options "moins mauvaises" à court terme tout en envisageant des choix inspirés pour l'après-crise.

Pour répondre à la question "Que faire ?", il y a deux échéances :

- 1) Que devons-nous faire dès maintenant pour naviguer dans cette crise, et
- 2) Des changements politiques/comportementaux/culturels à long terme à mettre en œuvre et à adopter après la crise.

Voici quelques catégories clés (auxquelles j'ai pensé dimanche matin) :

GOVERNEMENT

De plus en plus, il existe deux risques géants et aucune solution facile. Tout d'abord, les épidémiologistes nous disent qu'il faut aplatis la courbe en utilisant une distanciation sociale extrême. Comme aux États-Unis (et dans de nombreux autres pays), nous avons attendu trop longtemps pour imposer des mesures de distanciation sociale et disposer de tests, de recherche des contacts et de mesures de quarantaine peu efficaces pour les personnes susceptibles d'être exposées, une sorte d'ordre de séjour à domicile/abattage généralisé, imposé par le gouvernement, est nécessaire pour faire baisser les taux d'infection et nous permettre de gagner du temps pour mettre en place des systèmes de confinement.

Deuxièmement, il y a l'impact économique en aval de ces arrêts, car s'ils durent longtemps, nous allons créer un ou deux (3 ?) ordres de grandeur de plus de décès et de chaos à partir des autres risques mentionnés ci-dessus (explosions financières, révolutions, rupture de la chaîne d'approvisionnement, manque d'accessibilité financière et autres risques systémiques). Je soupçonne que dans les semaines à venir, à mesure que cela deviendra plus évident et que les taux de morbidité (en % des personnes testées) diminueront, nous entendrons de plus en plus les dirigeants suggérer de lever l'immobilisme économique - appeler à la création d'espaces sûrs pour les personnes à risque, mais annoncer que le virus est inarrêtable (mais, espérons-le, gérable, par exemple à Singapour) et choisir le moindre des deux mauvais choix.

Ce que nous devons faire, c'est

- Soutenir toutes les entreprises en difficulté par des injections directes d'argent (ou des garanties) sans faire de distinction entre "important" et "pas important" (ce que les démocrates n'aiment pas faire), et
- Soutenir toutes les personnes sans emploi par des distributions directes de fonds importantes (ce que les républicains n'aiment pas faire) pendant toute la durée du couvre-feu.

Pour l'instant, nous avons besoin d'un soutien national pour tout. Le gouvernement doit soutenir un nombre important de salariés du secteur privé (75 % au Danemark). Nous devons faire en sorte que les gens soient nourris, logés et en bonne santé. Garantir ces choses avec l'évier de cuisine financier tout en préparant des plans à plus long terme pour un cheminement différent et plus durable. Ce pourrait être le moment de démocratiser nos besoins de base : eau, électricité, internet, nourriture, soins de santé, etc. Le temps sera venu pour un New Deal massif de faire passer les millions d'Américains qui travaillent actuellement pour des sociétés zombies dans des industries sans avenir à des projets de biens publics et de conservation comme dans les années 1930 et 1940. Mais nous devons apporter de l'oxygène aux veines et aux artères de notre corps économique.

FINANCE

Nous devons maintenant nationaliser le risque économique créé par la nationalisation du risque financier à un moment où nous avons besoin de la nationalisation des besoins de base. Un cornichon systémique. Nous avons des souvenirs douloureusement aiguisés de 2008/09, par le biais du programme TARP et d'autres programmes, lorsque nous avons renfloué des banques et d'autres entreprises tout en laissant la rue principale s'agiter. Mais nous devons maintenant le refaire, à une plus grande échelle. Les démocrates ne veulent pas renflouer les entreprises. Les républicains ne veulent pas renflouer les gens. Mais pour l'instant, nous devons faire les deux, et rapidement, et à grande échelle, sinon nous risquons un effondrement social. Malgré nos sentiments, ce n'est pas le moment de faire des discriminations sur les personnes que nous renflouons - nous devons renflouer presque TOUT, peut-être en utilisant des véhicules spéciaux dans lesquels la FED prend une position de propriétaire temporaire, ou quelque chose de similaire. Nous devons peut-être utiliser des véhicules spéciaux dans lesquels la FED prend une position temporaire, ou quelque chose de similaire. Nous devons maintenant soit 1) obtenir la destruction, soit 2) obtenir des garanties gouvernementales en utilisant de l'argent emprunté et réussir à revenir à la stabilité, avec suffisamment de temps et de perspicacité pour changer le système vers quelque chose de plus durable. Deux mauvaises options. Une (beaucoup) moins mauvaise.

Cela signifie que le bilan de la FED passerait de 5 000 milliards de dollars à plus de 15 000 milliards de dollars, ou un montant inférieur, le gouvernement américain prenant des participations dans des milliers d'entreprises. Oui, cela aura des conséquences, mais c'est nécessaire.

SYSTÈME ALIMENTAIRE/AGRICULTURE

Dans des pays comme les États-Unis, la plupart des denrées alimentaires sont cultivées par de grandes exploitations agricoles commerciales qui dépendent de crédits en état de marche, de chaînes d'approvisionnement et d'une main-d'œuvre mobile (souvent étrangère). Tous ces éléments risquent de geler avant que la plupart des cultures de 2020 ne soient plantées. Il est impératif que ce qui est décrit ci-dessus sous la rubrique financement soit fait pour assurer la production alimentaire pour plus tard dans la saison.

En raison des difficultés actuelles de passage des frontières, la main-d'œuvre migrante est déjà en pénurie, ce qui signifie que les cultures telles que les fruits et légumes sont les plus menacées actuellement. Les familles peuvent vouloir intensifier leur jardinage pour compléter la nourriture achetée. Organiser localement des "boîtes

de jardin" de jeunes plants à livrer aux personnes qui ont un jardin. Des séminaires sur la mise en conserve ou la conservation, etc. ne peuvent qu'aider. Si vous ne connaissez pas encore les agriculteurs locaux et n'achetez pas auprès d'eux, c'est le moment de commencer à le faire et, ce faisant, vous créez un réseau de capital social.

Certains de mes collègues ont déjà beaucoup écrit à ce sujet, car à long terme, l'ensemble du système alimentaire doit être remanié pour être moins complexe, plus orienté vers le local et adapté aux réalités du sol, de l'énergie et de la nature. Comme tout, notre futur système agricole peut être informé et amélioré par cette crise, mais nous devons d'abord naviguer dans la crise.

ÉDUCATION

Ce virus - même s'il se résorbe d'ici un mois environ - pourrait bien sonner le glas de notre système universitaire/éducatif actuel :

A) De nombreux collèges d'arts libéraux de petite et moyenne taille vont fermer leurs portes, en raison de la diminution des dotations, du manque d'accessibilité financière pour les étudiants et du manque d'intérêt.

B) La moitié des matières que nous enseignons dans les universités sont dissociées de toute carte cohérente de l'avenir de l'humanité et sont autant de futilités liées à une période de croissance unique et non répétitive de l'histoire humaine. Nous aurons toujours besoin de scientifiques et de généralistes des systèmes, mais nous aurons aussi besoin de plombiers, de soudeurs et de techniciens de toutes sortes. Le virus fera éclater la bulle universitaire. Nous avons besoin de nouveaux modèles éducatifs à la mesure de la réalité des prochaines décennies : une existence plus locale, moins consommatrice de matières, plus axée sur l'écologie.

POLITIQUE/GOUVERNANCE

Je vote démocrate, mais j'ai beaucoup d'amis dans toutes les classes politiques. Je me considère comme centriste, non pas parce que mes opinions sont "centristes", mais parce que je crois que la Grande Simplification à venir va nous affecter tous et que nous sommes vraiment perdus si nous ne travaillons pas main dans la main, esprit dans la main, avec toutes sortes d'acteurs - riches/pauvres, noirs/blancs, urbains/ruraux, gauche/droite, jeunes/vieux, etc. Tant que cette crise n'est pas passée (et peut-être pour longtemps), nous avons besoin que les dirigeants des deux parties remettent à plus tard le jeu des reproches.

J'ai bon espoir que cette crise puisse briser l'iceberg des partisans politiques gelés, mais de nombreuses questions et risques demeurent. Avant cette crise, l'un de mes plus grands projets consistait à amener les gens à se préparer à ce genre de scénario de décimation de la croissance économique. Je n'essayais pas d'amener les gens à consommer moins, à se relocaliser, à acheter des énergies renouvelables ou tout cela. Tout ce que j'essayais de faire, c'était de faire en sorte que les gens se parlent, en créant des nœuds de capital social et de communication pour que des relations existent. Ainsi, lorsque des choses étranges se produisaient, il y avait la confiance, la connaissance et un collectif qui répondait localement - dans tout le pays - aux risques émergents. Je pense toujours que c'est une direction d'une importance vitale pour nous. Je déteste vraiment le terme "distance sociale" - nous avons besoin d'une distance spatiale, avec des liens sociaux. Oui, nous nous identifions comme conservateurs ou libéraux, mais nous sommes aussi a) tous les Américains, b) tous les citoyens et c) tous les humains. Et surtout, nous ne sommes certainement pas de simples "consommateurs". Pendant cette crise, tendez la main aux personnes qui ne sont pas d'accord avec vous sur le plan politique et rompez le pain (virtuel pour l'instant), trouvez un terrain d'entente et des projets sur lesquels vous pouvez collaborer localement dans un collectif apolitique qui améliore l'avenir de votre ville/quartier. C'est une de ces périodes où il n'y a pas de leader naturel pour faire ces choses, alors si ce n'est pas vous, QUI ?

COMMUNAUTÉ

Le moment est venu de téléphoner aux personnes qui vivent près de chez vous et d'entamer des conversations. Même si vous ne proposez pas de plans d'action concrets, cela sert deux objectifs : 1) nous sommes des créatures sociales, donc même sans résolution, la socialisation réduit les réactions au cortisol et au stress, et 2) elle crée la confiance, l'alliance et la coopération qui seront l'épine dorsale d'une communauté authentique aujourd'hui et à l'avenir.

Quels sont les besoins de votre communauté ? Peut-être qu'il s'agit de créer des jardinières de semis à livrer en porte-à-porte après que la distance sociale se soit relâchée, afin que les gens puissent planter des jardins et cultiver un peu de leur propre nourriture. Ou peut-être des ateliers et des espaces de fabrication de conserves, des bibliothèques de partage d'outils et des citoyens plus âgés qui partagent leurs connaissances avec les plus jeunes.

Faites en sorte que les nantis de votre communauté utilisent leur surplus numérique pour soutenir et développer les biens communs. N'attendez pas que le gouvernement vienne à votre secours ; faites-le localement. Il peut s'agir de fiducies foncières communautaires, de centres d'hébergement, de protection des écosystèmes et de protection des terres agricoles de premier choix contre le développement. Lancez une monnaie locale - non pas comme une alternative au dollar, mais comme un moyen de créer des réseaux sociaux. Ne laissons pas cette crise se perdre.

CULTURE

Voici l'espoir. Le décalage entre notre réalité physique et ce que les gens supposaient être notre réalité a maintenant été réduit de moitié. Un bon % des Américains réalisent maintenant (peut-être pour la première fois) que nous vivons dans un monde physique. Nous avons tant de réactions pro-sociales étonnantes qui se produisent maintenant - prendre soin des travailleurs de la santé, donner des masques, livrer de la nourriture aux personnes âgées, partager des connaissances, accélérer la collaboration intellectuelle/la révision par les pairs sur la science du SRAS-Cov 2. Comment pouvons-nous maintenir et développer cet altruisme émergent dans notre culture ?

Un retour au niveau du PIB par habitant des années 1970-1990 dans les économies avancées au cours de la prochaine décennie est très probable, à mon avis. Mais n'oubliez pas qu'aux États-Unis, nous consommons 50 fois plus de biens et de services que l'homme moyen en 1800. Être mentalement préparé à cela est un premier pas. Qu'est-ce qui nous rend heureux ? Qu'est-ce qui nous valorise ? Avons-nous tous vraiment besoin de conduire pour aller travailler 5 jours par semaine ? Ou d'autres arrangements sont-ils possibles ? Voulons-nous un objectif culturel de maximisation du PIB ou de minimisation de la souffrance et de maximisation du bien-être de nos citoyens et des écosystèmes ?

INDIVIDUS

Vous vous rendez peut-être compte que l'époque de la "normalité" est révolue, alors qu'aimeriez-vous faire pour le reste de votre vie ?

La résilience mentale va être extrêmement importante. Je fréquente de plus en plus les personnes qui méditent quotidiennement, car cela leur permet d'être présentes dans le monde réel (fou) de manière calme et équilibrée. J'ai fabriqué un "sarcophage de dopamine" (un récipient de ginseng usagé) pour y placer mon téléphone chaque soir avant de descendre. Je m'attends à ce que nous ayons accès 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 aux nouvelles

et à la folie, peut-être à partir de maintenant. Il est donc important de créer du temps pour se déconnecter complètement des médias et vivre la vie à un rythme humain normal.

Nous sommes maintenant dans le triage culturel. Presque toutes les décisions qui sont prises vont faire chier quelqu'un, car il ne nous reste que des décisions "moins mauvaises". Soyons intelligents, courtois et tolérants. Changez quelques petites habitudes dans votre propre vie aujourd'hui. Aujourd'hui. Si vous lisez ceci, vous avez probablement le temps. Au lieu de vous concentrer sur le stockage de papier toilette ou sur quoi que ce soit d'autre, réfléchissez plutôt à la manière dont vous pourriez rendre service à votre communauté au sens large - appelez quelqu'un et parlez, faites des projets, formez des comités pour le triage local, offrez votre aide aux organisations civiques locales, aidez quelqu'un à son insu, élargissez votre cercle d'empathie et de compassion, et soyez gentil avec vous-même. Si vous disposez de ressources et d'une bonne santé physique et mentale, veuillez contribuer à améliorer/renforcer votre communauté. Si vous disposez de ressources importantes, veuillez faire des contributions significatives - pas seulement de l'argent, mais aussi la construction du réseau de capital réel là où vous vivez.

CONCLUSION

Ces suggestions ne sont qu'un tout petit début. Ma réflexion évolue sur tous ces points. Mais la finance et l'inégalité sociale seront les obstacles les plus importants à court terme. Nous avons besoin d'une réponse systémique fondée sur des connaissances systémiques - un centre d'échange d'idées et de projets qui fonctionnent à différentes échelles et selon différents calendriers. C'est l'occasion de collaboration de notre temps.

La connaissance que j'ai de notre situation de plus en plus difficile ne réduit pas mon anxiété, mais le fait de l'expliquer et de la partager me rend plus courageux. Comprendre tout ce qui précède n'est pas une panacée, mais j'espère que cela pourrait accroître notre capacité à nous engager dans ces questions et à prendre de meilleures décisions.

J'ai récemment dit à un collègue que nous sous-estimons énormément ce dont les jeunes sont capables. Il m'a répondu : "Nate, nous sous-estimons tout le monde". Cela a frappé fort, car j'ai immédiatement compris que c'était vrai. Une crise est là, cherchez à vous améliorer et jouez un rôle.

Créons un projet open source vivant - où l'intelligence collective informe sur l'atténuation à court et moyen terme, un projet qui nous aide en tant que culture à naviguer sur le chemin étroit entre le fantasme et le malheur. Lorsque nous verrons cet été l'essence à moins d'un dollar le gallon, ne perdons pas ce moment dans une orgie de consommation à la Caligula comme nous en avons l'habitude, mais réfléchissons plutôt, imaginons et décidons de rendre l'Amérique à nouveau bonne.

**Comme les précédentes pandémies, COVID-19 va façonner le destin
des nations**

Richard Heinberg 24 mars 2020 Post Carbon Institute



Lady Mary Wortley Montagu

Depuis quelques semaines, je me plonge dans l'un de mes livres préférés, "Fléaux et peuples", du célèbre historien William H. McNeill. Sa pertinence pour les titres d'aujourd'hui est assez évidente. Ce qui rend ce livre si convaincant, c'est la sensibilité écologique de McNeill : il comprend les êtres humains comme des organismes biologiques intégrés dans des systèmes vivants. Pour lui, les conquérants comme Genghis Khan sont des macro-prédateurs, les organismes pathogènes sont des micro-prédateurs, et l'histoire de l'humanité est l'histoire de la façon dont les deux ont façonné les niveaux de population et les degrés relatifs de pouvoir social.

Dans sa discussion sur le rôle des maladies dans les développements politiques de l'Europe du XVIIIe siècle, McNeill fait cette observation remarquable :

L'ascension de la Grande-Bretagne par rapport à la France au cours du XVIIIe siècle dépendait, entre autres, de la remarquable croissance démographique qui s'est amorcée plus tôt et s'est poursuivie plus longtemps en Grande-Bretagne qu'en France. Les institutions politiques, la distribution du charbon et du minerai de fer, les structures sociales, les valeurs et l'inventivité individuelle ont tous joué un rôle dans la définition du résultat global : mais à la lumière de ce que l'on peut dire aujourd'hui du recul de la peste, de la malaria et d'autres maladies infectieuses dans les campagnes anglaises, ainsi que de l'avance de l'Angleterre dans la lutte délibérée contre la variole, il semble assez clair que les expériences divergentes en matière de maladies dans les deux pays ont beaucoup à voir avec leurs histoires démographiques divergentes.

McNeill poursuit en citant la gestion réussie des maladies infectieuses par l'Angleterre comme l'un des développements critiques de l'histoire du 18e siècle, qui a favorisé l'essor de l'Empire britannique et a ainsi remodelé l'ordre mondial, des Amériques à l'Asie. Il attribue également la montée de visions philosophiques et sociales "éclairées" du monde au cours de cette période, au moins en partie, au développement de méthodes scientifiques de suppression des maladies.

Tout cela m'amène à envisager la pandémie actuelle de coronavirus dans le contexte de l'histoire, et à proposer une thèse simple : La façon dont les nations réagissent aujourd'hui à la pandémie déterminera en grande partie leur destin au cours des deux prochaines décennies au moins, et peut-être au-delà. Les nations qui parviennent le mieux à contrôler la maladie et à réduire le nombre de décès jouiront d'une plus grande cohésion sociale, tandis que celles qui retardent les mesures actives visant à contrôler sa propagation connaîtront un stress social plus important et une perte de confiance du public dans les dirigeants et les institutions.

Bien entendu, les nations qui jouissent déjà d'un niveau élevé de cohésion sociale et d'un leadership solide sont mieux placées pour contenir avec succès la pandémie. Ainsi, le coronavirus pourrait finir par n'être qu'un amplificateur des tendances déjà en cours. S'il est vrai, comme certains l'ont fait valoir, que les États-Unis sont un empire en déclin, le virus pourrait simplement accélérer l'érosion de son influence mondiale. Et si certaines nations asiatiques semblent destinées à occuper une place plus importante dans la politique et le commerce internationaux, la pandémie pourrait les propulser encore plus rapidement à cette position.

Quant aux impacts économiques, il n'y a peut-être aucun moyen d'éviter des dommages extrêmes et durables sur les marchés et les chaînes d'approvisionnement. Retarder les mesures d'endiguement afin de maintenir le statu quo risquerait d'entraîner une surcharge des systèmes de santé et, par conséquent, une augmentation des taux de mortalité. La crainte d'une contagion entraînerait alors probablement des perturbations des échanges et du commerce au moins aussi graves que celles déclenchées par les mesures de confinement proactives qui ont déjà été adoptées dans certains des pays les plus avancés dans le cycle de la pandémie - notamment la Chine, dont l'activité économique semble avoir remarquablement diminué au cours des deux derniers mois. D'une manière ou d'une autre, il semble que nous soyons confrontés à une dépression mondiale. Mais, comme pour la pandémie, la capacité des nations à traverser des périodes économiques difficiles peut dépendre en grande partie de facteurs de leadership et de cohésion sociale.

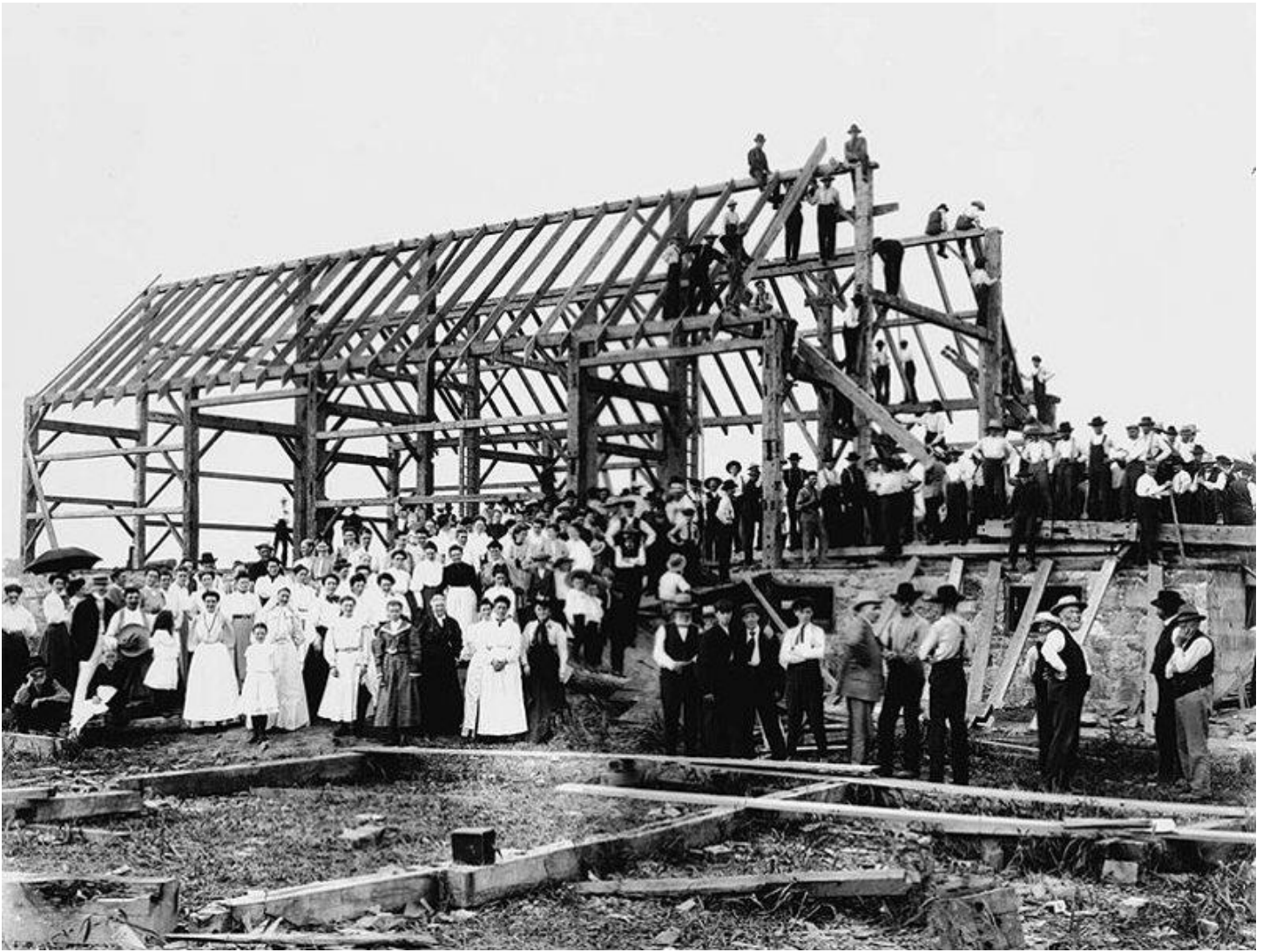
Il est déjà évident que les messages clairs du gouvernement, les tests à grande échelle et les mesures de confinement précoce dans des pays comme Taïwan ont permis de limiter l'épidémie et de favoriser le respect des recommandations du gouvernement. Comparez cela aux commentaires parfois dédaigneux et souvent contrefactuels du président Trump sur la pandémie, à l'échec du gouvernement américain à mettre en place un programme de test solide et à ses efforts tardifs de confinement. Bien entendu, la politique américaine était déjà très polarisée, ce qui compliquait la tâche de coordination d'une réponse cohérente à grande échelle par les gouvernements locaux, étatiques et fédéraux. Mais les erreurs cruciales commises au début du cycle peuvent finalement conduire à encore plus de divisions, car les tensions économiques et sociales résultant de l'augmentation du nombre de victimes et des mois de confinement érodent la patience d'un public réticent.

La récente stratégie de Boris Johnson, aujourd'hui abandonnée, consistant à laisser le virus se propager au Royaume-Uni afin de développer une "immunité collective" contraste fortement avec les succès historiques de son pays dans la lutte contre la maladie il y a trois siècles. Alors que l'inoculation contre la variole a commencé comme un remède populaire en Arabie, en Afrique du Nord, en Perse et en Inde dans un passé lointain, l'introduction de cette pratique en Angleterre par Mary Wortley Montagu - après en avoir été témoin en Turquie en 1717 - a conduit à son adoption générale dans toute l'Europe. Dans ce cas, les efforts déployés en Grande-Bretagne pour lutter contre les maladies ont permis non seulement de sauver des vies, mais aussi de renforcer la confiance générale dans la méthode scientifique naissante. En revanche, les messages zigzagants de Johnson sur les coronavirus n'ont jusqu'à présent semé que confusion.

Nous verrons bien. Les tendances sont encore en train de se développer, nous sommes encore au début du cycle de la pandémie, et il est encore temps que les stratégies changent. En tout état de cause, les événements qui se déroulent actuellement s'avéreront probablement décisifs sur le plan historique.

Coronavirus, réseaux économiques et tissu social

Richard Heinberg 16 mars 2020 Post Carbon Institute



La pandémie COVID-19 offre un aperçu intéressant de la manière dont notre monde moderne est devenu un réseau et dont nous avons échangé la résilience contre l'efficacité économique. Exemple : une personne tombe malade en Chine en décembre 2019, et en mars 2020, l'industrie américaine de l'huile de schiste est au bord du gouffre. Quelle est la chaîne de connexion ?

- Janvier 2020 : L'épidémie de coronavirus explose, obligeant la Chine à instaurer une quarantaine massive.
- La demande chinoise de pétrole s'effondre du fait que des centaines de millions de personnes restent chez elles et qu'un nombre incalculable d'entreprises se mettent hors ligne.
- 7 mars : l'Arabie saoudite demande à ses partenaires de l'OPEP et à la Russie de réduire leur production de pétrole pour éviter un effondrement des prix.
- 9 mars : la Russie refuse. Les Saoudiens décident alors de provoquer une guerre des prix en produisant encore plus de pétrole et en le vendant au rabais.
- En conséquence, les prix mondiaux du pétrole chutent de 50 dollars (17 février) à 33 dollars (9 mars).
- En attendant, ce sont sans doute les États-Unis, et non la Russie, qui seront les plus touchés par la guerre des prix. En tant que premier producteur mondial de pétrole, les États-Unis ont vu presque toute la croissance spectaculaire de leur production de ces dernières années venir du pétrole léger et de réservoirs étanches produit par fracturation. Mais le fracturage est coûteux ; même lorsque les prix étaient plus élevés, l'industrie du fracturage s'est battue pour faire des bénéfices sur cette source de pétrole non conventionnelle.

- Avec un prix du pétrole qui se dirige vers les 30 dollars, voire moins, même les entreprises de fracturation les plus efficaces, qui possèdent les meilleures superficies, ne peuvent pas satisfaire les investisseurs. Ainsi, des dizaines de producteurs de pétrole américains sont sur le point de faire faillite (à moins que l'administration Trump ne les renfloue).

Qu'est-ce qui a déclenché ce démantèlement ? C'est le retrait délibéré - et sans doute nécessaire - de la Chine de sa connectivité économique. Cela nous dit quelque chose d'utile sur les systèmes en réseau : à moins qu'il n'y ait beaucoup de redondance intégrée, n'importe quel nœud du réseau peut en affecter d'autres. S'il s'agit d'un nœud important (la Chine est devenue le centre de la production mondiale), il peut perturber l'ensemble du système. Que signifie réellement la redondance ? Si nous fabriquions davantage de nos produits localement, nous n'aurions pas à dépendre autant de la Chine. Si nous produisions davantage de notre énergie localement, notre système énergétique comporterait probablement plus de redondance (par le biais de plus de types de sources d'énergie), et l'économie énergétique mondiale serait ainsi plus résistante. Des problèmes surgiraient toujours, mais ils seraient moins susceptibles d'affecter l'ensemble du système.

La redondance est donc importante. Cependant, la redondance est l'ennemi de l'efficacité économique. Au cours des dernières décennies, les ingénieurs économiques ont créé des chaînes d'approvisionnement juste à temps afin de minimiser les coûts d'entreposage, et ont allongé les chaînes d'approvisionnement afin d'accéder à la main-d'œuvre et aux matériaux les moins chers. Tout le monde a eu droit à des produits moins chers, et la Chine a connu une croissance économique fulgurante. Mais que se passe-t-il lorsque tout le monde a soudainement besoin d'un masque N95 alors que les lignes d'approvisionnement internationales sont en panne ? Les autorités ne peuvent pas simplement appeler l'usine locale de masques et commander un nouveau lot ; cette usine a probablement fermé il y a des années.

Ce n'est là qu'une des raisons pour lesquelles la pandémie de coronavirus représente un défi de taille pour notre économie en réseau à l'échelle mondiale - alors que notre économie en réseau complique également les efforts visant à ralentir la propagation du virus. Lorsque vous commencez à prendre en compte davantage de réseaux, le tableau devient vraiment décourageant. Qu'advient-il de l'industrie du tourisme si des millions de personnes sont mises en quarantaine et que personne ne veut se retrouver dans un environnement proche avec beaucoup d'étrangers ? Qu'en est-il des compagnies aériennes ? Les chaînes de restaurants et d'hôtels ? Même quelques semaines de réduction spectaculaire de leurs activités pourraient être déterminantes pour leur survie.

C'est pourquoi les chefs de gouvernement et les maîtres de l'univers financier - les banquiers centraux - se réunissent quotidiennement pour essayer de trouver un moyen d'empêcher que ce qui n'est actuellement (aux États-Unis) qu'une simple explosion boursière ne se transforme en une grave dépression économique. Malheureusement, les outils dont ils disposent ne sont peut-être pas à la hauteur de la tâche. C'est parce que le problème central (la pandémie) n'est pas de nature financière. Environ 70 % de l'économie américaine est directement liée aux dépenses de consommation. Mais mettre de l'argent dans les poches des gens grâce à des taux d'intérêt plus bas ou à des dépenses publiques ne les fera pas décider soudainement de partir en croisière, de réserver un vol ou même de sortir le vendredi soir pour dîner et aller au cinéma.

Mais ce n'est pas ce qui me préoccupe le plus ces jours-ci. C'est plutôt la dimension sociale de l'épidémie de coronavirus. Les crises financières sont inévitables dans une économie qui privilégie la croissance rapide de la valeur actionnariale et des bénéfices de la classe d'investissement. Elles sont encore plus inévitables dans une économie basée sur une compréhension fondamentalement erronée de la réalité - l'hypothèse implicite que la croissance de l'extraction des ressources, de la fabrication et du déversement des déchets peut se poursuivre indéfiniment sur une planète finie. De nombreux penseurs écologiques font valoir ce point depuis des années. Mais la réponse à cette vulnérabilité intrinsèque qui est la plus logique, et celle que mes collègues et moi-même

avons recommandée, est de renforcer la résilience des communautés. Cela signifie qu'il faut soutenir les agriculteurs, les fabricants, les commerçants, les groupes artistiques et les organisations civiques de toutes sortes au niveau local. La confiance est la monnaie qui nous permettra de surmonter les tempêtes à venir, et la confiance se construit en grande partie par l'interaction directe au sein des communautés.

Cependant, la réponse nécessaire au nouveau coronavirus est la distanciation sociale, c'est-à-dire la réduction de la connectivité humaine en face à face. Comme les gens se retirent volontairement des rassemblements publics, ou sont contraints de le faire par des quarantaines régionales, les communautés religieuses et les organisations artistiques locales, ainsi que les restaurants, les marchés de producteurs et les commerçants locaux, ne manqueront pas d'en subir les graves conséquences. Les manifestations sportives et les concerts sont annulés, et l'engagement direct du public dans la politique locale et nationale en souffre également. Les systèmes de transport public se vident.

Nous devons réfléchir à des moyens de maintenir les liens civiques en vie pendant un certain temps. La pandémie ne durera pas indéfiniment : le virus lui-même est peut-être là pour de bon, mais d'une manière ou d'une autre, il négociera avec l'humanité une sorte d'accommodement biologique. Il est très probable que les humains parviendront à une immunité collective, peut-être grâce à des vaccins. Notre tâche urgente est de maintenir nos communautés en bonne santé et résilientes dans l'intervalle.

Bien sûr, nous avons encore l'internet et les médias sociaux. Nous devons en tirer le meilleur parti, même si, en temps "normal", ils nous détournent souvent de l'interaction en face à face ou réduisent nos compétences sociales. Pour l'instant, nous pouvons utiliser ces outils pour nous tenir au courant non seulement de l'actualité, mais aussi de toutes les personnes qui nous sont chères. J'ai même entendu parler de communautariens innovants qui organisent des conférences Zoom avec leurs voisins pour qu'ils puissent rester en "contact". Malheureusement, il n'existe pas encore d'application qui permette de se présenter sur un marché de producteurs, d'admirer les produits, de parler du temps qu'il fait et de rapporter un panier de légumes frais à la maison.

L'humour peut aider à traiter émotionnellement des informations difficiles (bien que son utilisation puisse être délicate, car les émotions de beaucoup de gens sont à vif de nos jours). Il y a beaucoup de choses à traiter, et pas seulement la peur d'obtenir COVID-19 ou de voir disparaître un 401k. Devrons-nous annuler nos vacances ? Dois-je aller à mon cours de yoga ou rester à la maison ? Comment puis-je joindre les deux bouts si je ne peux pas travailler pendant les prochaines semaines à cause des quarantaines ? Dans quelle mesure devrions-nous perturber nos habitudes ? Mon entreprise devrait-elle faire plus pour protéger ses employés et ses clients ? Ces questions, et bien d'autres encore, alimentent les tensions interpersonnelles entre conjoints, entre parents et enfants, entre collègues de travail et entre employeurs et employés. La normalité et le déni peuvent conduire à la complaisance lorsqu'il faut agir, tandis que la panique peut conduire à de mauvais choix et au rejet de ses véritables préoccupations par ses amis et collègues. Une solution consiste à faire participer les amis, les voisins, les collègues et la famille aux conversations sur le virus, à écouter activement leurs préoccupations et à orienter doucement ces conversations dans une direction prosociale qui tienne compte de la gravité de la situation et de notre besoin de changer de comportement. Ironiquement, le comportement le plus pro-social à l'heure actuelle est de rester à la maison. Pendant ce temps, faites des préparatifs de bon sens : faites des réserves suffisantes pour passer un mois sans sortir, et réfléchissez à ce que vous allez faire.

Rappelez-vous : l'humanité a survécu à des épidémies bien pires que celle-ci. Ma femme Janet vient de me transmettre cette information historique : il semble qu'au début de la carrière d'acteur et d'écrivain de William Shakespeare, les théâtres de Londres aient été fermés sur ordre du Conseil privé (23 juin 1592), qui craignait

une épidémie de peste et la possibilité de troubles civils. Mais les théâtres rouvrirent en juin 1594 et Shakespeare continua à écrire ses pièces les plus célèbres. Comme Will, nous allons nous en sortir.

Les relations seront tendues dans les semaines à venir, certaines étant interpersonnelles et locales, d'autres économiques et mondiales. C'est à nous de nourrir les liens les plus essentiels, tout en trouvant des relais pour ceux sur lesquels on ne peut plus compter. De quoi avons-nous le plus besoin et à quoi avons-nous le plus de valeur ? Comment pouvons-nous nous soutenir les uns les autres ? Voilà le genre de questions que nous pourrions nous poser dans les jours à venir, et nous aurons peut-être tout le temps de les envisager chez nous.

Que peuvent apprendre les collapsologues du désastre du coronavirus ?

Ugo Bardi Vendredi 27 mars 2020

----- Cette fois, c'est pour de vrai ! -----



Article d'invité par Herbert Krill 23 mars 2020

C'est une période intéressante pour les collapsologues et pour tous ceux qui s'intéressent à l'effondrement. Pendant de nombreuses années, nous avons tous étudié le passé, les effondrements historiques comme la chute de la Rome antique, et spéculé sur les effondrements futurs. Nous avons étudié Joseph Tainter, Jared Diamond, lu les blogs de Dmitry Orlov et James Howard Kunstler, relu "The Limits to Growth" et "Overshoot", apprécié "The Long Descent" et ainsi de suite ... Mais maintenant, quelque chose qui pourrait finir par s'effondrer est vraiment là. Il y a un déclin très rapide des choses au moment où nous parlons, une "falaise" comme l'ont décrit Sénèque et Ugo Bardi et d'autres.

Le désastre du Coronavirus est-il notre effondrement ? Est-ce "ça" ?

Ce n'est peut-être pas "le grand". Mais c'est un grand et gros cygne noir. Et assez grand pour en tirer des leçons. Comme on apprend d'un tremblement de terre, même si ce n'est pas le Grand.

Qu'avons-nous appris jusqu'à présent ?

Tous les grands systèmes ont besoin de redondance

La prochaine fois, nous devons être mieux préparés. Tout ce "ralentissement", cette tentative d'"aplatir la courbe" qui se produit actuellement (et qui perturbe l'économie et les gens eux-mêmes, bien qu'il y ait aussi des

aspects positifs, voir ci-dessous) aurait pu être atténué si une meilleure infrastructure sanitaire avait été mise en place. Le fait est qu'il faut intégrer une redondance dans le système, une certaine surcapacité.

Si vous avez la capacité, alors vous n'avez pas besoin de ralentir autant les choses. Pensez à la lutte contre les incendies. Les incendies sont rapides, ils doivent être attaqués rapidement. Vous devez avoir une surcapacité. Les camions de pompiers restent inactifs, apparemment inutiles, jusqu'à ce que l'appel arrive. Les pompiers qui s'ennuient, qui jouent aux cartes (ou plutôt à leur smartphone). Mais personne ne dira : "Nous n'avons pas besoin de tant d'entre eux s'ils ne fonctionnent pas vraiment." À un moment donné, on aura besoin d'eux, en un clin d'œil.

Et cela vaut aussi pour le système de santé. Il aurait dû y avoir beaucoup plus de lits d'hôpitaux disponibles (même s'ils sont vides la plupart du temps), plus de respirateurs, de combinaisons de protection, etc. Si vous ne disposez pas de ces infrastructures, vous devrez les construire rapidement, comme vous le faites en temps de guerre. C'était drôle de voir ces images de dizaines de chenilles qui creusent les fondations des hôpitaux d'urgence en Chine, mais une semaine plus tard, ces hôpitaux étaient en fait prêts. L'Amérique a fait ce genre de choses pendant la Seconde Guerre mondiale, les usines régulières ont été converties pour produire des armes, des avions, des bateaux, à une vitesse incroyable. Mais pour que cela se produise, vous avez besoin de leadership. Il y avait un Franklin D. Roosevelt à l'époque, pas un Trump.

Et le reste de l'infrastructure ?

Pour les collapsologues, il sera intéressant de voir comment le reste de l'infrastructure tient le coup. Ici en Californie, l'Internet fonctionne (Dieu merci), l'électricité coule, le facteur fait sa tournée et les livraisons en Amazonie se font toujours, bien qu'avec un peu de retard déjà. Même s'il y a des files d'attente devant les supermarchés (les gens sont espacés de deux mètres), il n'y a pas vraiment de pénurie alimentaire. Mais cela va-t-il rester ainsi ?

L'autre jour, j'ai été rassuré en lisant un article dans le L.A. Times sur la distribution d'électricité en Californie. "Dites ce que vous voulez sur l'industrie des services publics - ils sont plutôt bons en matière de planification d'urgence", citait Stephen Berberich, président du California Independent System Operator, qui gère le réseau électrique pour la plus grande partie de l'État. Les grands réseaux électriques, bien que parfois faibles, sont des systèmes qui ont toujours prévu les catastrophes. Ils peuvent être plus vulnérables à un virus informatique qu'à un virus biologique.

Mais tout de même, les choses peuvent devenir beaucoup trop stressantes. Et si un tremblement de terre décidait de nous frapper maintenant ? Par exemple, une rupture majeure de la faille de Hayward, qui traverse Oakland et Berkeley, à environ 10 km de chez moi, se produirait bien trop tard. Kamala Harris, sénatrice californienne et récemment candidate à la présidence, s'est inquiétée à haute voix à ce sujet. Ce n'est pas un simple fantasme. Il y a quelques jours à peine, un tremblement de terre de taille moyenne a eu lieu à l'extérieur de Zagreb. Les gens ont couru dans la rue et se sont rassemblés, au lieu de rester à l'intérieur, conformément à la stratégie officielle d'atténuation du Coronavirus.

Un remède pire que la maladie ?

Le remède actuel n'est-il pas à l'origine du "lent effondrement" ? C'est probablement ce que pensent le président Trump et son peuple. Ils ne veulent pas que l'économie s'effondre. "Les États-Unis n'ont pas été construits pour être fermés", a-t-il déclaré aujourd'hui. Il veut que les choses reprennent rapidement. Mais qu'est-ce qui est le plus important, l'économie ou les gens ? Ou est-ce que ce sont les mêmes ?

C'est une grande expérience, audacieuse et peut-être désespérée, toute cette fermeture de tout, des "entreprises non essentielles", de plus d'activités au jour le jour, y compris la plupart des transports et surtout l'aviation. Il y a certainement un danger que tout l'édifice économique, ou château de cartes, selon votre point de vue, s'écroule encore. Il est donc intéressant de regarder cela en temps réel ! Mais ne nous laissons pas prendre sous les décombres.

Gail Tverberg (les étudiants en collapsologie la reconnaîtront) a écrit récemment sur son blog : "Les êtres humains ne peuvent pas s'arrêter de manger et de respirer pendant un mois. Ils ne peuvent pas faire de l'apnée du sommeil pendant une heure d'affilée, et fonctionner ensuite. Les économies ne peuvent pas s'arrêter de fonctionner pendant un mois et reprendre ensuite leurs activités à leur niveau antérieur. Trop de gens auront perdu leur emploi ; trop d'entreprises auront fait faillite entre-temps".

On parle déjà d'"effets en cascade" dans la presse grand public. Et aujourd'hui, sur Bloomberg, le mot "effet domino" : "L'investisseur immobilier Tom Barrack a déclaré que le marché américain des hypothèques commerciales était au bord de l'effondrement et a prédit un effet domino aux conséquences économiques catastrophiques si ...". Il s'agit là d'une collapsologie classique.

L'impact psychologique

Vous ne pouvez pas dire aux gens de rester chez eux, de ne rien faire, pendant longtemps. C'est mauvais pour leur santé mentale. Nombreux sont ceux qui se sentent un peu dérangés. Le "Guardian" vient de publier un article sur l'augmentation de la violence domestique, en Chine en février et maintenant aux États-Unis également : "Une ligne d'assistance téléphonique sur la violence domestique à Portland, Oregon, dit que les appels ont doublé la semaine dernière." Et le "New Yorker" a publié cet article : "Comment la solitude due à l'isolement des coronavirus fait payer le prix fort".

La politique de "refuge en place" exacerbe en fait le fossé entre les nantis et les démunis. Vous avez eu de la chance si vous aviez réservé une suite avec balcon sur le bateau de croisière "Diamond Princess" lorsque vous avez dû attendre la fin de quatorze jours de quarantaine, au lieu d'une chambre intérieure sans aucune fenêtre. Il en va de même pour les petits appartements dans une ville surpeuplée.

Les personnes qui restent à la maison et les créatifs comme les écrivains peuvent y faire face, mais la plupart des gens dépendent des sorties, des bars, des cinémas, de la foule. C'est mauvais pour le type moyen, pour les classes ouvrières, d'être enfermé comme ça.

Les côtés positifs, non intentionnels

Si vous n'êtes pas trop stressé, c'est un moment de réflexion. Chérir la nature, la famille, ou même penser à la mort, c'est bon pour vous. Curieusement, la plupart des églises sont également fermées. Cette année, la fête de Pâques sera des plus inhabituelles.

Moins de gaz à effet de serre sont émis, l'air redevient propre, par exemple en Chine. Le temps ralentit, redevient disponible. C'est une période de décélération. Et cela commence à ressembler à un "World Made by Hand", le titre d'un roman de James Howard Kunstler, dans lequel le monde post-effondrement n'était pas si mal que ça.

Et malgré la nouvelle étiquette de la "distanciation sociale" (une toute nouvelle expression, vieille d'une dizaine de jours seulement), le face-à-face est plus convivial. Et les gens sont plus en contact les uns avec les autres par téléphone, par e-mail, sur Facebook et autres.

Une simple répétition générale ?

C'est un grand moment de l'histoire et donc passionnant. Il y a un "sentiment global". Il attend les jours, les semaines et les mois à venir. Je communique autant que possible avec mes amis en Autriche, en Allemagne et en République tchèque. Tout le monde le fait maintenant. Quand nous reverrons-nous ? Nous sommes unis dans l'isolement. Et c'est une unité globale contre un ennemi commun invisible.

Mais ce n'est peut-être qu'un exercice d'incendie, une répétition générale. La vraie chose, une pandémie bien pire, pourrait venir plus tard. Un virus plus contagieux et/ou plus mortel pourrait émerger. Peter Daszak, un "écologiste de la maladie" bien connu, pense que la crise actuelle sera gérable, notant que le taux de mortalité de Covid-19 n'est pas aussi élevé que celui du SRAS et que la propagation n'est pas endémique. "Je ne me cache pas dans mon bunker en ce moment", a-t-il déclaré au "Wall Street Journal" au début du mois. "Nous allons être frappés par une maladie bien plus grave dans les dix prochaines années." Vraiment ?

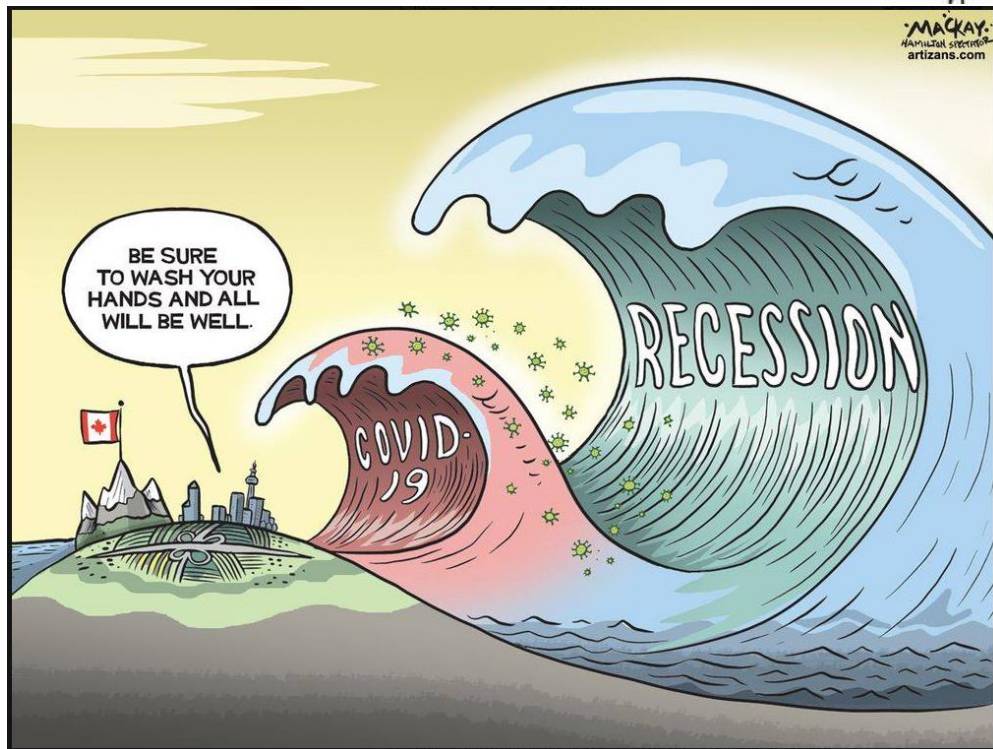
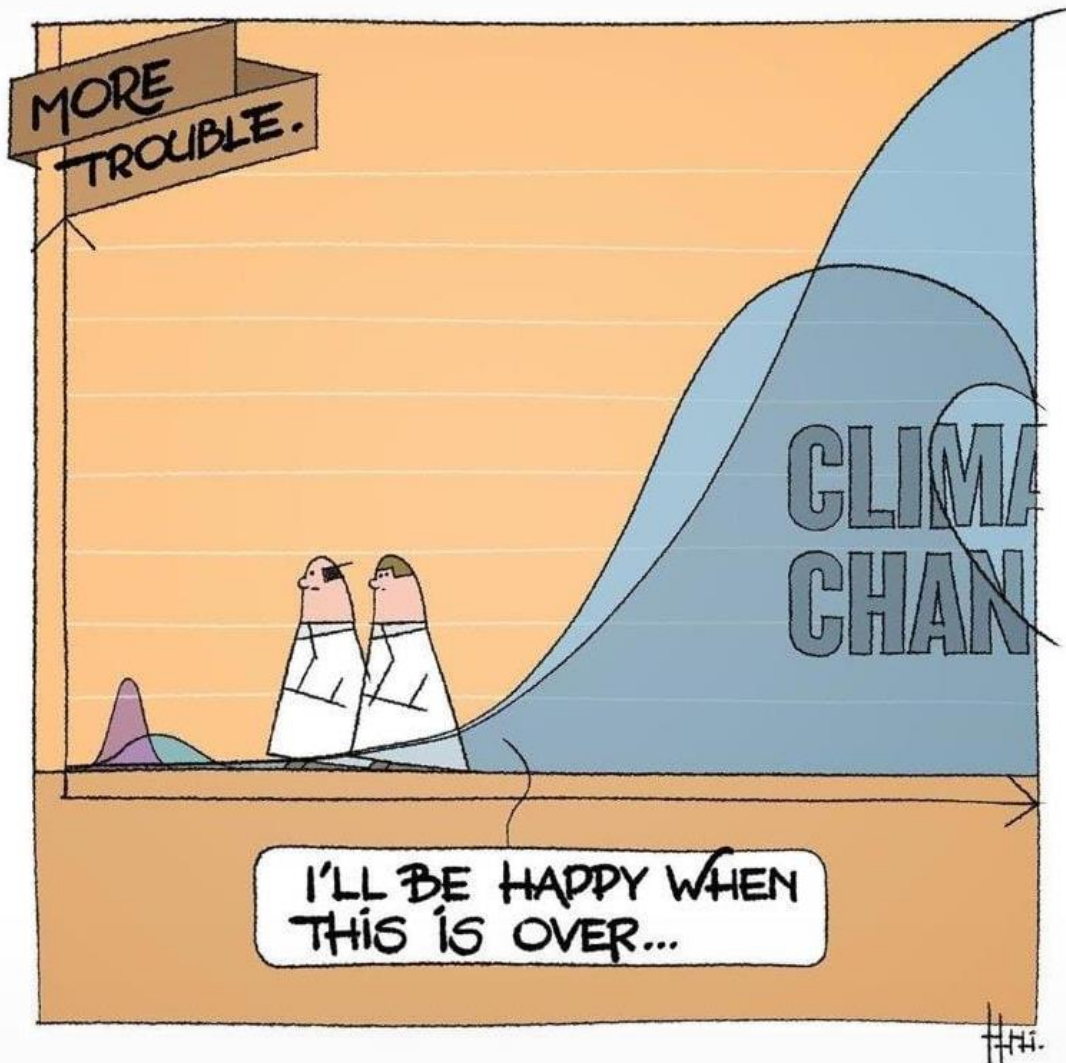
Donc nous, les collapsologues, pourrions bien avoir notre "Big One" après tout. Il se peut même que nous en mourions.

Jusqu'à présent, nous étions plus ou moins des théoriciens. Maintenant, c'est beaucoup plus réel. Nous étions des Cassandre, des aficionados de l'effondrement, nous avons en quelque sorte apprécié nos visions post-apocalyptiques.

Mais qui aurait pu penser que nous allions vraiment vivre quelque chose comme ça ?

Maintenant, nous devrions arrêter de spéculer et commencer à analyser cet événement, la crise du coronavirus de 2020 ou quel que soit son nom. Créer un cadre, fixer des règles, détecter des mécanismes, faire de la collapsologie une véritable science.

Herbert Krill est un documentariste autrichien qui travaille actuellement dans la région de la baie de San Francisco. En 2012, il a réalisé "American Collapse", un documentaire de 45 minutes pour la chaîne de télévision publique de langue allemande 3SAT.





Jean-Marc Jancovici

17 h · 🌐

Pétrole : jeux dangereux à l'heure du coronavirus - Entretien avec Benjamin Louvet

Le #coronavirus n'est pas qu'un fléau sanitaire. Il a également mis à genoux l'économie mondiale et indirectement provoqué une guerre commerciale et pétrolière de premier ordre entre la Russie, l'Arabie saoudite et les Etats-Unis. Ce bras de fer entre poids lourds de la production d'or noir a débouché sur un #chocpétrolier déflationniste surpuissant (en témoigne l'effondrement des cours du baril de Brent et du WTI), aux multiples implications géopolitiques et économiques, que nous allons couvrir au cours de trois entretiens avec #BenjaminLouvet, spécialiste des Matières Premières chez OFI AM. Ce premier volet reviendra, entre autres, sur les motivations des belligérants de ce conflit commercial majeur.

La deuxième partie de notre série sur le pétrole est ici : <https://youtu.be/YsexpEbZUG0>

La troisième partie sera diffusée ce dimanche 29 mars.

(publié par J-Pierre Dieterlen)



YOUTUBE.COM

Pétrole : jeux dangereux à l'heure du coronavirus - Entretien avec Benjamin Louvet (1/3)

Le prix du pétrole pourrait tomber à 10 dollars le baril alors que le monde manque de stockage

Julian Ambrose The Guardian 25 mars 2020

Les installations devraient être remplies à 75% avec l'Arabie Saoudite en raison de l'augmentation de la production, la demande ayant chuté en raison de l'interruption des activités liées aux coronavirus

Le monde pourrait bientôt manquer d'espace pour stocker son pétrole supplémentaire alors que l'Arabie saoudite se prépare à augmenter sa production de combustibles fossiles, même si la demande mondiale d'énergie continue de baisser en raison de la pandémie de Covid-19.



Les niveaux de stockage de pétrole dans les installations de stockage du monde entier ont atteint en moyenne les trois quarts de leur capacité depuis la fermeture en janvier des principales raffineries dans les centres industriels de la Chine pour endiguer l'épidémie de coronavirus.

L'industrie pétrolière devrait continuer à remplir les stocks de pétrole brut dans les semaines et les mois à venir, à mesure que la contagion économique de la pandémie se répandra dans le reste du monde, réduisant la demande de ressources naturelles, y compris de pétrole.

Le Canada pourrait être à quelques jours de sa capacité de stockage maximale pour sa production nationale de pétrole, selon les analystes du cabinet de conseil en énergie Rystad Energy, et le reste du monde pourrait lui emboîter le pas dans quelques mois.

Les analystes prévoient que les régions riches en pétrole de l'Ouest canadien devront limiter leur production d'environ 400 000 barils de pétrole par jour d'ici la fin du mois.

"La situation est aggravée par la quasi-certitude d'une forte réduction des exportations de brut par chemin de fer cette année", a déclaré Thomas Liles, analyste chez Rystad, "ainsi que par le report de l'entretien printanier de plusieurs projets clés d'exploitation des sables bitumineux".

L'industrie pétrolière mondiale pourrait se tourner de plus en plus vers les tankers pour stocker son pétrole brut supplémentaire, mais pour que cela soit rentable, il faudrait que les prix du pétrole baissent encore.

Le prix mondial du pétrole est tombé à 25 dollars le baril la semaine dernière, contre plus de 65 dollars au début de l'année, et reste inférieur à 30 dollars le baril. Rystad a averti l'industrie que le prix du pétrole pourrait tomber à 10 dollars le baril cette année.

La recherche d'un stockage pétrolier abordable sera rendue plus difficile après la "frénésie de réservation de navires" de l'Arabie saoudite, qui a fait exploser les taux de fret au cours des trois dernières semaines, ont déclaré les analystes.

L'offre excédentaire de pétrole dans le monde devrait gonfler le mois prochain, lorsque l'accord entre le cartel pétrolier de l'OPEP et la Russie visant à freiner la production de pétrole prendra fin. L'effondrement de l'accord permet à l'Arabie saoudite, leader de facto de l'Opec, de faire la course à la Russie pour augmenter sa production de pétrole afin de s'emparer d'une plus grande part du marché.

La guerre des prix du pétrole devrait augmenter la production mondiale de pétrole de plus de 2,5 millions de barils par jour, ce qui dépasserait la demande de pétrole brut de 6 millions de barils par jour.

Les analystes de Rystad estiment que le monde dispose d'environ 7,2 milliards de barils de brut et de produits en stock, dont 1,3 à 1,4 milliard de barils à bord de pétroliers en mer.

En théorie, il faudrait neuf mois pour remplir les réserves de pétrole restantes dans le monde, mais les contraintes de nombreuses installations ramènent cette fenêtre à quelques mois seulement.

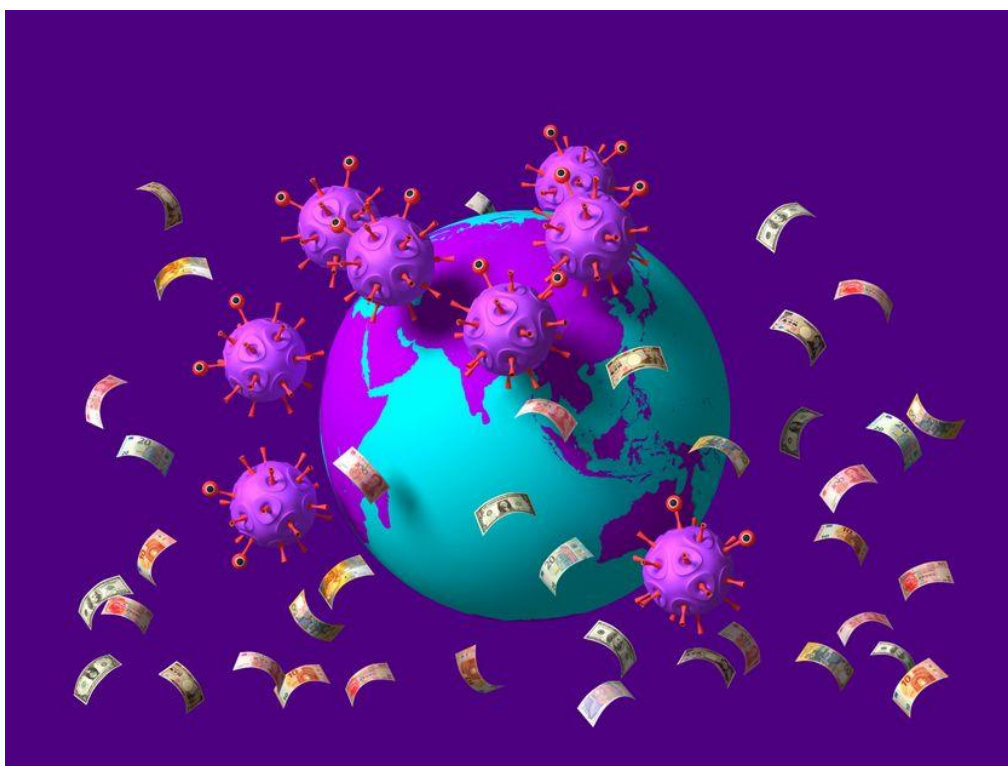
"Au rythme actuel de remplissage des stocks, les prix sont destinés à subir le même sort qu'en 1998, lorsque le Brent est tombé à un niveau historiquement bas de moins de 10 dollars le baril", a déclaré Paola Rodriguez-Masiu, analyste chez Rystad Energy.

(publié par J-Pierre Dieterlen)

Coronavirus : le "Quoi qu'il en coûte" en 6 questions

Par [Marie Viennot](#) 28/03/2020 [FranceCulture.fr/](#)

Bulle économique | Pour limiter la crise économique liée au coronavirus, les gouvernements promettent des mesures "Quoi qu'il en coûte". Le montant de la facture, on ne le connaît pas précisément, mais il faudra compter en milliards. Qui va payer au final ? Aurait-on trouvé une source d'argent magique ?



Comme en 2008, Etats et Banques Centrales alignent les milliards pour limiter l'impact économique du coronavirus. Seront-ils amenés à briser des tabous, notamment sur la dette ? • Crédits : Hiroshi Watanabe - Getty

Pluie de milliards sur le monde pour endiguer la récession liée au Covid-19. 2 000 milliards votés aux USA, 100 milliards en Allemagne, 100 milliards en Australie, 45 milliards en France, en Italie, 20 milliards en Grande Bretagne, 27 milliards au Brésil...

Après des années à compter les millions qu'il fallait économiser ici ou là, voici venu le temps des milliards déversés sur l'économie pour limiter la fièvre coronavirus. A ces milliards annoncés par les Etats s'ajoutent les milliards des Banques centrales : 750 milliards dans la zone euro, illimité aux USA...

"Quoi qu'il en coûte", la formule s'inspire du "Tout ce qu'il faudra" de la banque Centrale Européenne qui avait permis de "sauver" la zone euro. Mais le "Quoi qu'il en coûte" des Etats n'est pas celui des Banques centrales, et leurs milliards ne pèsent pas la même chose pour le citoyen et la citoyenne comme nous le verrons plus loin.

Essayons d'y voir plus clair, et pour cela appliquons une méthode, simple et basique, celle des 5 et même 6 W des journalistes.

- **Why** : Pourquoi ce "quoi qu'il en coûte" a surgi ?
- **How much** : Combien cela coûtera ?
- **What** : De quels coûts parle-t-on ?
- **Where** : Où trouver l'argent ?
- **Who** : Qui va payer ?
- **When** : Quand faudra-t-il payer ?
- **Question bonus** : quelles solutions possibles pour éviter la crise après la crise ?

"Quoi qu'il en coûte", POURQUOI ce nouveau mantra ?

La santé n'a pas de prix. Le gouvernement mobilisera tous les moyens financiers nécessaires pour porter assistance, pour prendre en charge les malades, pour sauver des vies **quoi qu'il en coûte**. (...)

Nous n'ajouterons pas aux difficultés sanitaires la peur de la faillite pour les entrepreneurs, l'angoisse du chômage et des fins de mois difficiles pour les salariés. Aussi, tout sera mis en œuvre pour protéger nos salariés et **pour protéger nos entreprises quoi qu'il en coûte**, là aussi. [Emmanuel Macron lors de son adresse aux Français du 12 mars](#).

"Quoi qu'il en coûte..." est depuis cette intervention du chef de l'Etat devenue une expression récurrente du gouvernement.

Nous aiderons toutes les entreprises dans lesquelles l'Etat a des participations, Air France, Renault, et qui sont chahutés sur les marchés boursiers. **Quoi qu'il en coûte, nous serons à leur côté**. Bruno Le Maire, ministre des Finances, vendredi 13 mars, sur RMC.

Quelques jours plus tard, le Premier ministre présente [lors du Conseil des ministres du 18 mars la déclinaison législative des mesures mises en place pour répondre à la crise](#).



Conférence de presse d'Edouard Philippe après le conseil des ministres du 18 mars 2020 • Crédits : bfm tv

Le cadre fixé par le président de la République est clair : **quoi qu'il en coûte**, soutenir nos entreprises, soutenir les salariés français, soutenir les indépendants, soutenir les emplois, soutenir les actifs, aider les plus vulnérables. La solidarité nationale doit jouer à tous les niveaux pour en limiter les conséquences tant pour les entreprises que les salariés et permettre à l'économie française de surmonter ce moment difficile...

Edouard Philippe, le 18 mars 2020.

Plus qu'un élément de langage, cette expression "quoi qu'il en coûte" est une formule "antipanique", destinée à montrer à tous (et notamment aux marchés financiers) que l'État sera là, quoi qu'il arrive et DONC, quoi qu'il en coûte.

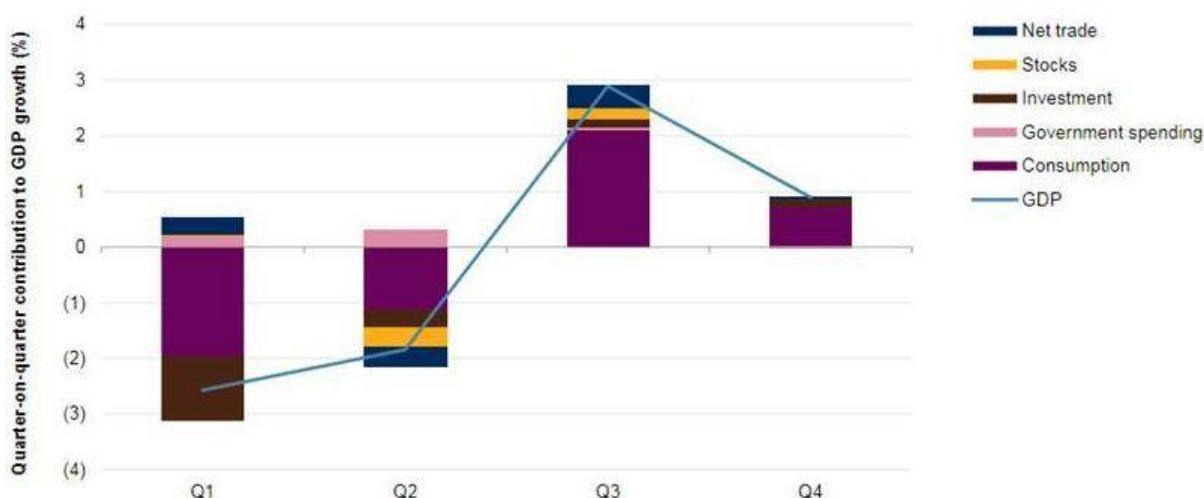
L'économie est aussi (et surtout en période de crise) une affaire de confiance. Voilà pourquoi on est passé en un éclair de "il faut limiter les dépenses publiques, c'est une responsabilité vis à vis de nos enfants qui vont sinon payer l'addition", à "ouvrez toutes les vannes, pas de limites aux dépenses publiques !".

"Quoi qu'il en coûte" : ce sera COMBIEN ?

Disons-le tout de suite, on ne sait pas. Tout dépend de la durée du confinement, de la récession qui suivra et de la façon dont les Etats-Unis, première économie du monde, va accuser le choc.

L'OCDE estime que pour chaque mois confiné, le produit intérieur brut des grandes économies chutera de 2%. La Banque Centrale Européenne prévoit 5% de récession en 2020 pour la zone euro, soit [autant que la baisse de l'activité économique entre fin 2007 et début 2009](#). L'agence de notation Standard and Poors évalue à 2% la chute du PIB pour la Grande-Bretagne et la zone euro.

The Coronavirus Might Cost The Eurozone Economy €340 Billion This Year

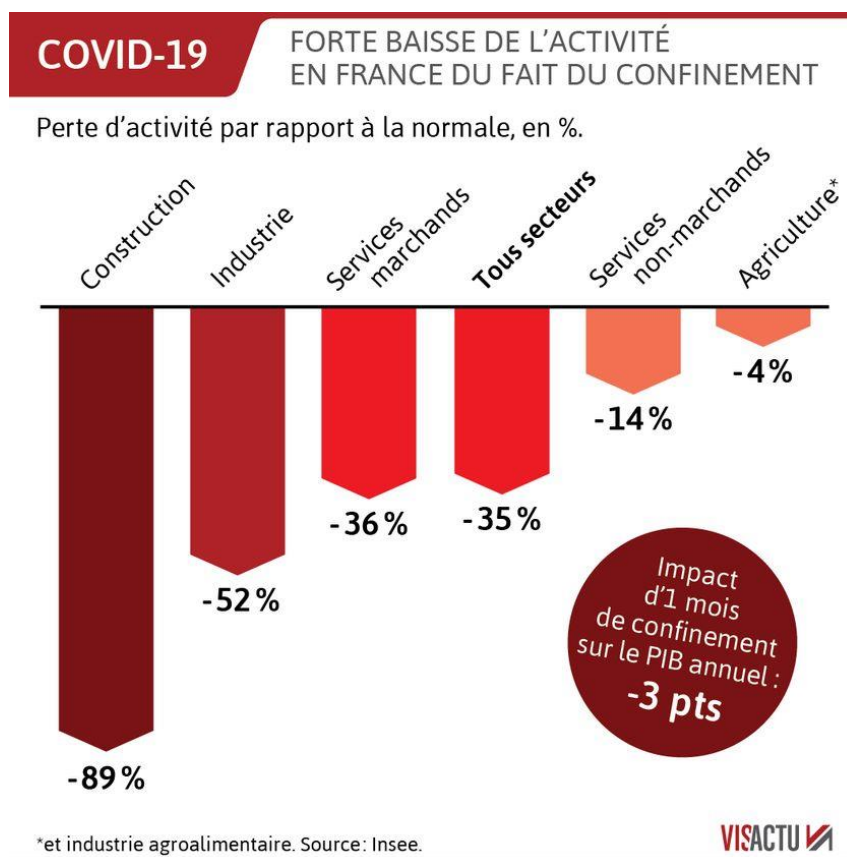


Source: S&P Global Ratings Author's calculations.

Copyright © 2020 by Standard & Poor's Financial Services LLC. All rights reserved.

Estimation du coût pour la zone euro lié à la chute du PIB par Standard and Poors le 26 mars 2020•

Moins de PIB, c'est moins de revenu pour les agents économiques, entreprises, salariés, associations, Etat et organismes de Sécurité Sociale.



L'activité est 35% moins élevée en France en cette fin mars que lors d'une semaine normale. Moins de PIB, c'est moins de recettes, or l'Etat promet d'augmenter ses dépenses "Quoi qu'il en coûte"• Crédits : Visactu - Visactu

Pour l'Etat, ce qui se profile, est ce que l'on appelle l'effet ciseau. Moins de recettes, d'impôts, de taxes prélevées, puisque les revenus de tous diminuent, et en même temps plus de dépenses.

Pour lancer son plan de 45 milliards d'euros, le gouvernement a dû publier un [Projet de Loi de Finances Rectificatif](#). C'est une pratique courante (mais pas automatique), qui permet de corriger dans l'année la loi de finances initiale (LFI) votée en décembre par le Parlement.

Dans le tableau ci-dessous, vous voyez clairement quelles sont les rentrées en moins pour le budget de l'Etat prévues par le PLFR : **10,7 milliards d'euros** (2,2 Mds en moins pour la TVA, 6,6 milliards pour l'impôt sur les sociétés, 1,4 Mds pour l'impôt sur le revenu).

2. Les recettes fiscales nettes

en Md€	Exécution 2019	LFI 2020	PLFR 2020	Ecart à la LFI
Recettes fiscales nettes	281,3	293,0	282,3	-10,7
Impôt net sur le revenu	71,7	75,5	74,1	-1,4
Impôt net sur les sociétés	33,5	48,2	41,5	-6,6
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	13,4	14,5	14,5	0,0
Taxe sur la valeur ajoutée nette	129,0	126,0	123,8	-2,2
Autres recettes fiscales nettes	33,7	28,8	28,4	-0,4

Il y a un écart de 10,7 milliards entre les recettes prévues en LFI (Loi de finance initiale) et le PLFR (Projet de loi de finance rectificatif) voté en urgence • Crédits : Bercy

Côté dépenses en plus, c'est estimé pour le moment à 6 milliards 300 millions (5 milliards et demi pour le chômage partiel, et 750 millions pour le fonds de solidarité). Je vous renvoie au site du Sénat pour de plus [amples détails sur ce PLFR](#).

1. Le solde budgétaire

en Md€	Exécution 2019	LFI 2020	PLFR 2020	Ecart à la LFI
Dépenses BG + PSR	392,2	400,4	406,7	6,3
Dépenses du budget général	330,3	337,7	344,0	6,3
Crédits des ministères	246,0	253,2	259,5	6,3
Mission "Investissements d'avenir"	1,0	2,1	2,1	0,0
Charge de la dette (yc SNCF)	40,3	38,6	38,6	0,0
Contributions au CAS "Pensions"	42,9	43,8	43,8	0,0
Prélèvements sur recettes	61,9	62,7	62,7	0,0
Prélèvement au profit des collectivités territoriales	40,9	41,2	41,2	0,0
Prélèvement au profit de l'Union européenne	21,0	21,5	21,5	0,0
Recettes fiscales nettes	281,3	293,0	282,3	-10,7
Recettes non fiscales	14,0	14,4	17,9	3,5
Solde comptes spéciaux - hors FMI	4,1	-0,1	-2,1	-2,0
Solde budgets annexes	0,2	0,0	0,0	0,0
Solde État - hors FMI	-92,7	-93,1	-108,5	-15,4

Côté dépenses, Bercy prévoit pour le moment 6,3 milliards d'euros de dépenses en plus que prévu. • Crédits : Bercy

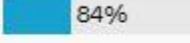
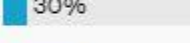
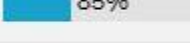
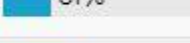
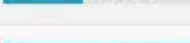
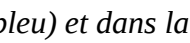
6 milliards 300 millions de "dépenses spéciales Coronavirus" budgétées, alors que le gouvernement parle lui d'un plan à 45 milliards d'euros, d'où vient la différence ? C'est là qu'il faut s'attarder un peu sur le QUOI, du quoi qu'il en coûte...

Il y a des milliards qui coûtent, d'autres on ne sait pas, d'autres dont on ne parle pas...

Dans ce QUOI, il y a des dépenses nettes, qu'on ne récupérera pas, typiquement le chômage partiel, et le fonds de solidarité, mais l'essentiel, 35 milliards ce sont des reports de charges et d'impôts. Pour le moment, l'Etat accepte de ne plus collecter, mais il n'efface pas les ardoises. En tout cas pas pour le moment. Des économistes et des politiques viennent de publier une Tribune dans Libération pour regretter la timidité du "Quoi qu'il en coûte" Français. [Prévenir la crise économique et sociale, "quoi qu'il en coûte"](#).

Voilà pourquoi il ne sert à rien de comparer les montants des plans annoncés en Italie, en France, en Allemagne, ou aux Etats Unis, car dans les milliards jetés sur la table, certains vont coûter, d'autres sont des prêts, et d'autres ne vont peut être rien coûter.

[Le tableau ci-dessous publié par Quartz](#), un site d'information économique américain, fait ce comparatif, mais il illustre parfaitement la difficulté à comparer les plans d'un pays à l'autre. Car dans les 800 milliards du plan allemand a été intégrée la garantie qu'apporte l'Allemagne pour les prêts bancaires. La France, aussi, apporte une garantie de l'Etat à tous les prêts qui seront contractés (entre le 16 mars et le 31 décembre 2020), pour 300 milliards. Or, pour ce graphique, ce montant n'a pas été pris en compte....

Organization or government	Total amount (\$ trillion)	Debt to GDP	Stimulus % of GDP
Germany	0.800	 61%	20.5%
Spain	0.219	 98%	15.6%
UK	0.435	 84%	15.0%
US	2.000	 105%	9.8%
Australia	0.072	 30%	5.1%
Canada	0.057	 85%	3.4%
China	0.394	 61%	2.9%
EU, European Commission	0.480	 80%	2.6%
Italy	0.049	 137%	2.3%
France	0.049	 100%	1.8%
Japan	0.004	 237%	0.1%
India	NA	 69%	NA
IMF	1.000	 NA	NA

Les plans de "stimulation" rapportés au PIB des Etats (en bleu) et dans la colonne avant, la situation d'endettement de chaque pays - • Crédits : Quartz

Pour comparer les plans entre eux, il ne faut donc pas comparer les montants mais les mesures prises.

Certaines mesures vont coûter de l'argent (les aides directes, le fonds de solidarité, la compensation du temps partiel), d'autres on ne sait pas.

Quand l'Etat français annonce garantir les nouveaux prêts à hauteur de 300 milliards, cela peut lui coûter entre 0 et 300 milliards. 0, si aucun nouvel emprunteur ne fait défaut, 300 le maximum autorisé... là encore pour le moment.

Lors du débat à l'Assemblée nationale qui a précédé le vote de ce Projet de loi de finance rectificatif (voté à l'unanimité au final), des députés se sont inquiétés que le gouvernement ne fasse aucune provision pour ces 300 milliards de garanties. Charles de Courson, député Les Centristes, trouve que le gouvernement a été sibyllin dans ses réponses pour les conséquences de la crise sur les comptes des organismes de Sécurité Sociale.

Il n'y a en effet pas que l'Etat qui va connaître l'effet ciseau. Cotisations sociales en moins, dépenses de santé en plus, chômage partiel à indemniser en partie (l'Etat prend à sa charge 5,5 milliards, mais l'Unedic va aussi être mis à contribution) malades plus nombreux... **combien cela va coûter à la Sécurité sociale ?**

En partant du déficit public prévu pour 2020, soit 3,9% du PIB, on peut calculer le coût pour la Sécurité sociale tel qu'il a été estimé par Bercy. C'est autour de 20 milliards d'euros, or on ne sait pas comment cela va être financé pour le moment, et personne n'en parle.

Charles de Courson, député Les Centristes, interrogé le 24 mars

A cette question, la réponse obtenue par le député (et par moi) de la part des services de Gérard Darmanin, ministre des comptes publics, est que **"l'ordre de grandeur proche de 20 milliards d'euros est juste"**, et qu'il n'est pas prévu de faire un Projet de loi de financement de la Sécurité sociale rectificatif, car une correction pourra éventuellement être faite dans le prochain projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

Pour résumer le plan français pour faire face à cette crise :

- Chômage partiel : coût estimé pour deux mois : 8,5 milliards, dont 5,5 pour l'Etat
- Aide de 1 500 euros pour les entreprises ou indépendants qui ont perdu plus de 70% de leur chiffre d'affaires : coût de 1 milliard pour un mois (dont 250 millions financés par les régions).
- Report des charges fiscales et sociales : effort de trésorerie de l'état de 35 milliards d'euros
- Garantie des emprunts bancaires émis : 300 milliards. Pas de provision
- Pertes pour le budget des ASSO (associations de sécurité sociale) : 20 milliards d'euros. Non pris en compte pour le moment.

Ce qui est sûr, c'est qu'il y aura d'autres Projet de loi de finances rectificatif, car ce projet a été construit en tablant sur le fait que le confinement allait durer un mois. Dans son avis rendu le 17 mars, le Haut Conseil des Finances Publiques qui donne un avis sur les Projet de Loi de finance a considéré en préambule :

Il note que le scénario du Gouvernement présenté dans ce projet de loi de finances rectificative (PLFR) repose sur deux hypothèses fortes, **celle d'un confinement limité à un mois et celle d'un retour rapide à la normale de la demande française comme étrangère, qui ne sont pas acquis**, si bien que la dégradation du cadre macroéconomique pourrait être plus marquée que prévu par le PLFR pour 2020.

[*Haut Conseil des Finances Publiques, le 17 mars 2020*](#)

"Quoi qu'il en coûte" : Où trouver l'argent ?

La France est déjà en déficit, elle n'a donc pas de « réserves » pour ces nouvelles dépenses et ces moindres recettes. Il va falloir les emprunter sur les marchés financiers. Cette procédure est habituelle. Chaque semaine, l'Agence France Trésor, logée à Bercy, émet des titres de dette de la France, les vend à des banques, qui ensuite, revendent ces « bons du trésor » à des investisseurs.

Si vous voulez savoir comment cela se passe plus en détail, trois chroniques à lire ET à écouter :

- 8 juin 2016 : [La finance aime toujours la France](#)
- 29 décembre 2016 : [Menaces sur la dette française en 2017](#)
- 1er juin 2017 : [Macron Bonds : la nouvelle coqueluche des marchés](#)

Pour tenir compte des nouveaux besoins de financement de l'Etat, l'Agence France Trésor a présenté un nouveau plan de financement ([lien ici](#)), photo ci-dessous.

<i>En milliards d'euros</i>	2020 LFI	2020 PLFR
Besoins de financement		
Amortissement de la dette à moyen et long terme	136,4	136,4
Dont amortissement de la dette à moyen et long terme (nominal)	130,5	130,5
Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)	5,9	5,9
Amortissements des autres dettes	0,5	0,5
SNCF Réseau - amortissements	1,8	1,7
Déficit à financer	93,1	108,5
Autres besoins de trésorerie	-1,3	-1,5
Total	230,5	245,6
Ressources de financement		
Émission de dette à moyen et long termes nette des rachats	205,0	210,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement	2,0	0,0
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme	10,0	27,5
Variation des dépôts des correspondants	6,4	0,0
Variation des disponibilités du Trésor	3,6	3,6
Autres ressources de trésorerie	3,5	4,5
Total	230,5	245,6

La France devra emprunter 245,6 milliards sur les marchés financiers selon le PLFR, et non 230,5 comme prévu auparavant • Crédits : Trésor

En 2020, l'Agence France Trésor devait emprunter 230,5 milliards d'euros (selon la Loi de la Finance Initiale), et après le PLFR (Projet de Loi de Finance Rectificatif) passé en urgence, ce sera 245,6 milliards d'euros.

Pour l'essentiel, elle va émettre des titres de dettes à court terme (c'est-à-dire remboursable sur moins de 10 ans), pour 17,5 milliards, et elle empruntera à moyen long terme pour 5 milliards d'euros. Ce qui fait dire au ministre des Finances interrogé à ce sujet lors de la conférence de presse téléphonique du 18 mars :

Effectivement (ce plan) va avoir un coût en terme d'émissions, sur les obligations du trésor, que nous évaluons à 5 milliards d'euros, mais je pense qu'il vaut mieux dépenser ces 5 milliards d'euros de coût à moyen long terme, plutôt que d'avoir un coût financier encore plus élevé à la sortie parce qu'on aurait des faillites en cascades.

Bruno Le Maire, ministre des Finances.

En réalité, l'endettement ne sera pas de 5 milliards d'euros, mais de 17,5 + 5 milliards... alors pourquoi le ministre ne prend-il en compte que les 5 milliards ? Parce qu'en ce moment les taux sont négatifs à court terme, autrement dit, ceux qui achètent de la dette française sont prêts à payer pour en acheter, et ne demandent pas d'intérêt.

Mi mars, [au plus fort du stress financier](#), l'agence France Trésor a pu emprunter, 8,4 milliards à 3 ans, 5 ans, 8 ans, et quasi 10 ans, et les taux sont restés négatifs.

	OAT 25/11/2029 0,00 %	OAT 25/05/2034 1,25 %	OAT 25/05/2052 0,75 %	OAT 25/03/2023 0,00 %	OAT 25/03/2025 0,00 %	OAT 25/10/2027 2,75 %	OATI 01/03/2028 0,10 %	OATeI 25/07/2030 0,70 %
Date d'adjudication	05/03/2020	05/03/2020	05/03/2020	19/03/2020	19/03/2020	19/03/2020	19/03/2020	19/03/2020
Date de règlement	09/03/2020	09/03/2020	09/03/2020	23/03/2020	23/03/2020	23/03/2020	23/03/2020	23/03/2020
Volume annoncé*	< 8 000 -- 9 500 >			< 6 250 -- 7 750 >			< 500 -- 1 000 >	
Volume demandé*	11 096	5 744	3 016	5 262	4 026	2 382	550	715
Volume adjugé*	5 109	3 054	1 335	3 161	2 426	1 857	220	339
ONC après adjudication*	1 057	918	409	65	0	410	0	0
Volume total émis*	6 166	3 972	1 744	3 226	2 426	2 267	220	339
Prix limite	103,13 %	119,15 %	108,94 %	101,18 %	101,00 %	121,10 %	101,33 %	109,85 %
Pourcentage adjugé au prix limite	49,23 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Taux de couverture**	2,17	1,88	2,26	1,66	1,66	1,28	2,50	2,11
Prix moyen pondéré	103,16 %	119,19 %	108,98 %	101,30 %	101,12 %	121,28 %	101,47 %	110,00 %
Taux moyen pondéré	-0,32 %	-0,09 %	0,45 %	-0,43 %	-0,22 %	-0,05 %	-0,08 %	-0,25 %

Pour la lecture : il a été émis pour 3,226 milliards d'Obligation Assimilable du Trésor OAT remboursable le 25/03/2023, et le taux d'intérêt obtenu est négatif en moyenne à -0,22% • Crédits : Agence France Trésor

Si les taux sont négatifs, cela veut dire qu'on va rembourser moins que ce qu'on aura emprunté... MAIS, il faudra quand même toujours rembourser. A moins que....

Et c'est là qu'il est temps de vous parler des banques centrales, et de leurs milliards à elles, pour que vous compreniez la différence entre les "milliards injectés" par les banques centrales, et les "milliards budgétés" par les Etats pour répondre à la crise. Ce qui nous mènera aux dernières questions, "Quoi qu'il en coûte", à qui ? et Quand ?

"Quoi qu'il en coûte"... d'où vient cette expression ?

En utilisant ce "Quoi qu'il en coûte", les autorités françaises s'inspirent du "Whatever it takes", (Tout ce qu'il faudra), prononcé par Mario Draghi, alors président de la Banque Centrale Européenne en pleine débâcle de la zone euro en juillet 2012.

Cette seule phrase avait eu un effet qu'on pourrait quasi qualifier de magique. Après qu'il l'eut prononcé, tous les fonds spéculatifs ont cessé de "parier" sur l'effondrement de la zone euro.

Comme par enchantement ? Non. Parce qu'ils savaient qu'ils ne pouvaient pas lutter contre la Banque Centrale Européenne, si elle faisait "Whatever it Takes", tout ce qu'il faudra. Et Mario Draghi avait même ajouté : "et croyez-moi, ce sera assez".

Les fonds spéculatifs, ou hedge funds, sont des fonds qui promettent de très forts rendements à ceux qui leur confient leur argent. Si vous voulez aller plus loin sur ce sujet et entendre la formule utilisée par Mario Draghi in extenso, ci dessous, [un billet économique consacré à ce qu'on a aussi appelé "Le Draghi Put"](#).

Argent magique des Banques Centrales...

La grande différence entre le "Tout ce qu'il faudra" de Mario Draghi, et le "quoi qu'il en coûte" des Etats est que les Etats n'ont pas des moyens illimités, contrairement aux banques centrales.

Les banques centrales ont le pouvoir de création monétaire. Quand un banquier central dit "injecter des milliards dans l'économie", il n'a qu'un jeu d'écriture à faire, il n'a pas à récolter cet argent (contrairement aux Etats qui doivent collecter des taxes et impôts).

Dans la vidéo ci-dessous, Ben Bernanke, le président de la Fed pendant la crise de 2008 (la Fed ou Réserve fédérale américaine est la banque centrale des USA) explique en 30 secondes comment une banque centrale crée l'argent. Ben Bernanke est alors interrogé sur le sauvetage des banques qui a eu lieu en 2008.

Est-ce l'argent des contribuables que la Fed a dépensé ? demande le journaliste. Ce n'est pas l'argent des contribuables répond *Ben Bernanke*. Les banques ont des comptes à la Fed, un peu comme vous avez un compte dans une banque commerciale. Pour prêter à une banque, on utilise simplement un ordinateur, et on augmente le montant de ce qu'elle a sur son compte. C'est comme si on imprimait des billets, ce n'est pas littéralement ce qu'on fait (NDLR puisque tout passe par ordinateur et qu'on imprime pas les billets), mais c'est assez proche de cela.

Argent non magique des Etats...

Les Etats, eux, ont le pouvoir de lever des impôts et des taxes, mais ils n'ont pas le pouvoir de création monétaire. La France ne peut pas ainsi demander à la Banque de France de créer l'argent dont l'Etat a besoin pour financer directement ses dépenses. Le [Traité de Maastricht](#) voté par référendum en France en 1992 et transposé dans la loi française prévoit :

Ni la BCE, ni une banque centrale nationale, ni un membre quelconque de leurs organes de décision **ne peuvent solliciter ni accepter des instructions** des institutions ou organes communautaires, des gouvernements des Etats membres ou de tout autre organisme.

A partir de là, il devient formellement interdit aux Etats de faire financer leur déficit par l'émission monétaire. Ici [un article de Check News très complet sur les différentes étapes qui ont mené à cette situation](#). Les Etats n'ont donc pas les clefs pour faire démarrer la "planche à billets". Voilà pourquoi il y a deux ans, le chef de l'Etat avait expliqué à une soignante qui l'interpellait sur le manque de moyens.

A la fin, les moyens, c'est vous qui les payez aussi vous savez ! Il n'y a pas d'argent magique (...) un pays qui contrairement à toutes les économies autour de lui, va vers les 100% de dette publique rapportée à son produit intérieur brut, il faut pas croire... C'est vos enfants qui payent quand c'est pas vous ! Emmanuel Macron, le 5 avril 2018, lors d'une visite au CHU de Rouen.

Quand les Etats disent "Quoi qu'il en coûte", ils ne peuvent pas, contrairement aux banques centrales créer les euros pour leurs dépenses. Les Etats ont des moyens budgétaires, pas monétaires, et ces moyens, ce sont leurs recettes : fiscales, et sociales. Autrement dit, les impôts, les taxes et les cotisations.

Cependant, depuis la crise de 2008, les banques centrales ont trouvé un moyen de contourner cette séparation stricte entre politique monétaire et budgétaire, au grand dam de l'Allemagne dans la zone euro.

"Quoi qu'il en coûte" : à QUI ?

La Banque Centrale Européenne ne finance pas directement les déficits des Etats de la zone euro mais elle le fait indirectement. Depuis 2015, elle achète des titres de dettes des Etats de la zone euros (c'est ce qu'on appelé le QE, Quantitative Easing, mesures d'assouplissement quantitatif), mais elle les achète aux acteurs financiers, une fois qu'ils ont déjà eux-mêmes acheté ces titres de dette. Comme ils savent qu'ils peuvent les revendre, ils les achètent plus volontiers.

Cette politique a contribué à faire baisser les taux d'intérêt auquel les Etats de la zone euro peuvent emprunter, et c'est ce qui explique en grande partie que ces taux soient négatifs.

Entre mars 2015 et décembre 2018, la BCE a acheté chaque mois entre 15 et 80 milliards d'euros de titres financiers sur les marchés (pas que des titres d'Etat mais essentiellement). Puis elle a cessé cette opération (dite non conventionnelle qui a fait l'objet de nombreux recours juridiques en Allemagne), et [l'a repris en novembre 2019](#).

Le jeu implicite qu'il y a entre les Etats et la BCE en ce moment, c'est : je fais de la relance budgétaire pour contrer les effets de la crise, tu me les finances en achetant mes titres de dette. Si la BCE suit, cela va écraser les taux d'intérêt et les Etats pourront continuer de s'endetter à des taux négatifs même peut être au delà de 10 ans, explique Emmanuel Carré, maître de conférence à l'université de Bretagne Sud, spécialiste de la politique monétaire.

Comme première réponse à la crise du coronavirus, la nouvelle présidente de la BCE Christine Lagarde a annoncé d'abord 120 milliards d'achats en plus jusqu'à la fin 2020.

Trop peu visiblement. Très vite, les taux d'intérêt des Bons du Trésor Italiens ont bondi, semant le doute sur la capacité de ce pays à financer les plans d'urgence annoncés pour contrer le Covid-19.

Le "Quoi qu'il en coûte" des Etats n'est crédible en ce moment que s'ils ont la BCE derrière eux. Pourquoi les Allemands sont contre ? Parce qu'on sait bien que si on le fait excessivement, on arrive à la situation du Zimbabwe ! Si la monnaie ne vaut plus rien, c'est l'hyper inflation, etc. Mais il est question de le faire en ce moment pour répondre à une crise particulière.

Eric Dor, directeur des études économiques à l'IESEG School of Management

Quelques jours après ses premières mesures, la BCE annonce en pleine nuit un nouveau plan de 750 milliards d'euros, et un nouveau programme : [PEPP, Le Pandemic Emergency Purchase Program, ou Programme Pandémique d'Achat d'Urgence](#).

Aux Etats-Unis, la Fed fait exactement la même chose, et son programme d'achat est même illimité, et va (comme celui de la BCE) bien au-delà de l'achat de titres de dette des Etats. Il y a aussi notamment des émissions monétaires à court terme (les commercial paper, mais c'est un autre sujet).

Dans l'immédiat, ce sont donc les Banques Centrales qui vont en partie financer le "Quoi qu'il en coûte" des Etats. Devrons-nous les rembourser un jour ?

"Quoi qu'il en coûte" : Quand faudra-t-il payer ?

Pour le moment, ce n'est pas encore un sujet. Savoir qui va payer les dépenses budgétaires des Etats n'est pas une préoccupation affichée des pouvoirs publics. Même la Commission européenne a levé l'obligation des Etats de la zone euro en matière de déficit et de dette publique.

Quand on demande au ministre des Finances français, à qui va coûter, le "Quoi qu'il en coûte", il pense d'abord aux dégâts sur l'économie réelle, et pas au déficit de l'Etat.

QUESTION : Vous dites souvent "On va faire tout ce qu'il faut quoi qu'il en coûte", est ce que vous avez déjà une idée de A qui ça coûtera au final ?

Question posée lors de la conférence de presse téléphonique du 18 mars 2020

La crise, elle coûte terriblement à tous les entrepreneurs, tous les artisans, tous les commerçants, tous les commerces qui sont fermés. Ça coûte aux grandes entreprises dans les secteurs qui sont sinistrés, je pense à l'industrie aéronautique, je pense à l'industrie automobile. Donc nous, notre responsabilité, c'est d'apporter un soutien massif de la puissance publique à l'économie réelle qui est touchée de plein fouet, comme elle ne l'a pas été, sans doute, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Bruno Le Maire, ministre des Finances lors d'une conférence de presse téléphonique le 18 mars

Interrogé [quelques jours plus tard sur France Info](#), le ministre des Finances français persiste et déclare : "*Je vais vous dire, c'est pas le sujet l'addition. A un moment donné, il sera bien temps de faire les comptes mais aujourd'hui la mobilisation elle est totale pour sauver notre appareil de production, et garantir qu'il y ait le moins de faillite possible dans notre pays.*"

Néanmoins, quand il sera temps de faire les comptes, cela va être un désastre. L'un des indicateurs clés pour mesurer la solvabilité d'un pays (et donc donner envie à des investisseurs de lui prêter), c'est la Dette, rapportée au PIB. La dette va augmenter, on l'a vu plus haut, le PIB va s'effondrer (puisque'il y aura une récession). Quand on va faire le ratio Dette / PIB, on dépassera largement les 100% actuels en France. Pour l'Italie, ce sera pire, puisqu'ils sont déjà à 137% du PIB.

Le sort qui menace plusieurs Etats de la zone euro au sortir de cette crise est celui de la Grèce. Sort peu enviable, et très risqué pour la zone euro s'il touche de grandes économies comme la France ou l'Italie.

Solutions : mutualisation des dettes ? annulation ? scénario grec ?

Plusieurs Etats de la zone euro dont la France prônent l'émission de Coronabonds, des titres de dettes européennes, afin de mutualiser les dettes émises en ce moment et éviter que les Etats les plus endettés ne soient plus capables d'emprunter sur les marchés financiers (même avec le soutien implicite de la BCE). La même idée avait surgi au moment de la crise de 2008 (on parlait alors d'Eurobonds) et l'Allemagne a toujours refusé. [Elle vient de nouveau de refuser les Coronabonds par la voix d'Angela Merkel](#) lors du Conseil européen du 26 mars.

Encore plus impensable, l'idée d'annuler une partie des dettes. Cela pourrait passer par la Banque Centrale Européenne, explique Eric Dor.

La monétisation de la dette, c'est le jour où la Banque centrale dit : je vous ai prêté ça, mais vous ne me le devez pas, c'est pour toujours. Ce serait possible parce que la Banque centrale, ne doit rien à personne. Les engagements qu'elle a dans son bilan, c'est dans la monnaie qu'elle émet elle-même. J'ai l'impression qu'on va devoir en arriver à ce genre de choses, après la crise.

Eric Dor professeur à l'Ieseg

Le monde d'avant la crise du coronavirus ne sera pas comme celui d'après, entend-on dire. Le chef de l'Etat lui-même a promis des ruptures. Mais annuler une partie des dettes est un tabou quasi absolu. Pourtant, ce n'est pas inédit, poursuit Eric Dor.

Une autre manière de voir les choses, si on prend l'histoire économique séculaire, et même millénaire, c'est que toutes les civilisations ont toujours été obligées de procéder, à certains moments à une remise des compteurs à zéro en ce qui concerne les dettes. L'insolvabilité des Etats, c'est plus la règle que l'exception. Et donc ce qu'on a vu dans le passé, c'est que les dettes ont dû être régulièrement être effacées pour permettre aux gens de repartir à zéro. Ça s'est fait par l'effacement des dettes, ou par l'inflation, qui détruit la valeur réelle de la créance qu'on a.

QUESTION : l'un ou l'autre nous attend ? Je le crains ! Je le crains parce qu'on est obligé actuellement de surcharger les finances publiques pour essayer à juste titre de maintenir l'économie à flot, mais le montant est tellement important, que simplement espérer que les différents Etats vont pouvoir financer ça sur les marchés, c'est assez illusoire.

La solution qui semble s'esquisser pour le moment est le recours au [Mécanisme européen de Stabilité](#), un fond de secours créé par les Etats de la zone euro en 2012 pour prêter aux Etats de la zone euro qui n'arrivent plus à emprunter sur les marchés financiers. C'est cette solution qui a les faveurs d'Angela Merkel.

Nous avons, je crois, avec le MES un instrument de crise qui ouvre de nombreuses possibilités et qui ne remet pas en question les principes de base d'une action commune et de responsabilité de chacun.

Angela Merkel, le 26 mars 2020

Si le MES a les faveurs de l'Allemagne, c'est parce qu'il "subordonne son aide à une stricte conditionnalité qui peut prendre la forme, notamment, d'un programme d'ajustement macroéconomique défini au cas par cas. Cela signifie donc que l'Etat emprunteur doit appliquer des réformes prédéfinies".

Exactement ce qu'a vécu la Grèce, avec les conséquences sociales que l'on sait. Quels pays de la zone euro devront basculer dans ce scénario noir ? Quels pays accepteront de s'y soumettre pour rester dans l'euro ?

Sauf à revoir les conditions, pas sûre que la zone euro survive à ce type de solution, mais pour le moment, quand on va au bout du bout des questions sur le "Quoi qu'il en coûte", c'est à cette question l'on aboutit. Pour le moment ! To be continued ! L'histoire n'est pas finie...

Covid-19, la magie de l'argent inopérante

Michel Sourrouille 29 mars 2020 / Par biosphere

C'était le 5 avril 2018, Emmanuel Macron répondait à une aide-soignante qui réclamait plus de moyens pour l'hôpital : « *Il n'y a pas d'argent magique.* » Le 25 mars 2020, le même Macron promettait « *un plan massif d'investissements et de revalorisation des carrières* ». Avec le Covid-19 viendrait donc le temps de la magie, où les liquidités pourraient apparaître là où l'on jurait qu'elles ne pouvaient plus se trouver. Mais comment mobiliser l'argent nécessaire à la rupture écologique vers une économie en phase avec les limites de la planète ? Une monnaie « libre » ou « [hélicoptère](#) » pourrait-elle être créée sans la contrepartie de la dette ? Le risque économique est celui de l'inflation. Le risque écologique, c'est que le système thermo-industriel recommence à fonctionner comme avant, dilapidant les ressources naturelles, réchauffant le climat et anéantissant ce qui reste de la biodiversité.

Toute monnaie est un répertoire de futures possibilités donné à des individus qui peuvent n'avoir aucune conscience écologique, l'utilisant uniquement pour leurs égoïsme personnel sans jamais penser à l'intérêt collectif ni même à leur prochain. La monnaie n'est normalement qu'un voile, qu'un instrument pour faciliter les échanges. Elle est devenue un monstre, nourrissant la spéculation boursière et finançant aussi bien l'explosion des déplacements au long cours, les grands travaux inutiles ou les futilités de la mode. Normalement il n'y a pas création de monnaie ex-nihilo, pas de « magie économique » ; la création monétaire résulte d'une dette, avec une contrepartie future en biens ou en services. Mais la dette publique et privée a explosé depuis longtemps, on finance l'emprunt avec un nouvel emprunt, c'est un [système de Ponzi](#). La volonté actuelle des États de fournir des liquidités à volonté pour sortir de la crise provoquée par le confinement et l'arrêt d'une grande partie de l'activité marchande est donc un non-sens. Ce sont des traites sur l'avenir dont on peut déjà dire qu'elles ne seront jamais honorées. En Inde par exemple un plan doté de 1 700 milliards de roupies (20,6 milliards d'euros) vise à garantir l'approvisionnement en nourriture des 800 millions de personnes les plus pauvres du sous-continent. Chacune d'entre elles va avoir droit, à compter du 1er avril et tant que durera le

confinement imposé par la pandémie due au coronavirus à « 5 kg de riz ou de blé et à 1 kg de lentilles de leur choix par mois ». Le prix du riz, du blé et des lentilles va exploser, le marché noir prospérer et l'aide de l'État devra cesser un jour faute de moyens. L'argent a besoin d'une contre-partie matérielle sinon il ne vaut plus rien.

Ouvrir les vannes du financement public de l'économie c'est à coup sûr davantage de ravages environnementaux. Jusqu'à maintenant, l'argent créé et déversé sur l'économie est plutôt utilisé pour créer davantage de pollutions multiples. Qu'est-ce qui permet de croire que demain ce sera le contraire ? Les gens veulent le dernier jouet technologique, une voiture plus grosse, des vacances plus loin. La création monétaire va surtout permettre aux industries du gaz de schiste et du sable bitumineux de continuer leurs activités destructrices, il faut bien continuer à rouler en voiture individuelle puisque s'exclament les Gilets jaunes « *c'est in-dis-pen-sable* ». Dès que le problème sanitaire sera passé, les retraités vont continuer à bousiller la planète avec leurs voyages à gogo. Il faut être extrêmement naïf pour croire que des politiques monétaires laxistes peuvent être favorables à la protection de la nature. Elles feront exactement le contraire. La mauvaise foi des humains en ce qui concerne la déplétion pétrolière, le réchauffement climatique et la chute de la biodiversité ne vont pas disparaître comme par magie. Notre seul avenir durable, c'est un retour à la seule satisfaction des besoins de base, ce qui veut dire sobriété partagée et système de rationnement. Mais qui va penser à la carte carbone en ces temps d'affolement sanitaire ?

Le point de vue de Stéphane Foucart : « C'est peut-être un virus qui fera la révolution monétaire que nous n'avons pas faite »

https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/28/c-est-peut-etre-un-virus-qui-fera-la-revolution-monetaire-que-nous-n-avons-pas-faite_6034750_3232.html

L'économie, plus importante qu'une pandémie

Michel Sourrouille 28 mars 2020 / Par biosphere

Donald Trump, président des États-Unis d'Amérique : « *On perd des milliers et des milliers de personnes chaque année à cause de la grippe, et on ne met pas le pays à l'arrêt. On peut perdre un certain nombre de personnes à cause de la grippe. Mais on risque de perdre plus de personnes en plongeant le pays dans une récession grave ou une dépression. Il faut retourner au travail, beaucoup plus tôt que les gens ne le pensent. Nous ne pouvons pas laisser le remède être pire que le problème lui-même...* »

Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE : « *L'heure est venue d'apporter des réponses immédiates et à grande échelle relever l'économie et la remettre en mouvement. faire en sorte que les initiatives prises dans de nombreux pays pour atténuer le ralentissement de l'activité économique et protéger les plus vulnérables produisent les meilleurs résultats possibles, qu'elles rassurent les marchés. La dislocation de l'économie causée par la crise due au coronavirus altère le fonctionnement des marchés financiers et fragilise les revenus et les bilans des banques. Il conviendrait, une fois passé le pic de la crise, de donner la priorité à un programme d'investissement coordonné entre les pays, notamment en faveur de la recherche médicale, du développement et des infrastructures. il serait également utile de s'attaquer aux facteurs qui détérioraient la confiance avant même l'apparition du coronavirus, notamment en éliminant les restrictions aux échanges...* »

Commentaires sur [lemonde.fr](https://www.lemonde.fr) :

soyez le premier à réagir : Gurría exprime la véritable angoisse des économistes modernes : perdre l'économie de marché, le libre échange, la financiarisation du monde, les (bull-shit) jobs, bref, tout ce qui ne marche pas en temps de crise et qui détruit la planète. J'ai trouvé cet article écœurant à un moment où le monde est contraint se remettre en cause.

Quand les bornes : Extraordinaire ! En résumé le système capitaliste mondialisé et dérégulé a totalement échoué il faut donc...supprimer les dernières fragiles barrières pouvant protéger les populations et accélérer l'édification d'une administration mondiale qui sera encore plus inefficaces. C'est tellement logique...

Gilles SPAIER : Nulle part, il n'est question avec Gurria de changement de mode de vie. De cesser de faire le tour de la terre pour un oui ou pour un non et donc de transporter les virus avec les voyages incessants, d'arrêter le tourisme de masse et les immenses paquebots pollueurs et inutiles, de produire notre alimentation en respectant la nature et en arrêtant les élevages intensifs etc. etc.

Vert de Terre : Comme toujours, quand ça va mal, on demande aux états d'agir et quand ça va bien on demande aux états de ne pas perturber le business. Le nerf de la guerre étant l'argent, il est indispensable d'instaurer des règles communes de taxation des entreprises pour éviter un dumping fiscal suicidaire, indispensable de taxer le kérosène, indispensable de réguler et de taxer la finance et indispensable de taxer ce pour-cent d'hyper-riches qui ont tant gagné ces dernières années. Ce faisant, les états auront enfin plus de marges de manœuvres pour s'occuper de santé, d'éducation, de protéger l'environnement, etc.

Super Sara : Le monsieur Gurria semble oublier la question climatique dont le Covid n'est qu'une gentille répétition si on ne fait rien. « il serait également utile de s'attaquer aux facteurs qui détérioraient la confiance avant même l'apparition du coronavirus, notamment en éliminant les restrictions aux échanges. » → en fait, non, chéri, on ne veut plus d'échanges, plus de produits chinois produits comme des sagouins au détriment de l'environnement, plus de frelons asiatiques, plus des ces produits minables de chez H&M. La mondialisation, basta !

BOLAND : Je ne vois pas en quoi une diminution de la consommation est un énorme drame. Se mettre à jeûner, à manger plus équilibré, parce qu'on devient obèse avec tous les risques que cela comporte semble un comportement judicieux. Dans un monde fini, on ne peut plus rêver une croissance sans limites ... On doit penser à vivre autrement, peut-être plus « pauvrement » ...

Georges : les pays très mal gouvernés sont évidemment plus à risque : les USA, que l'OMS décrit comme le prochain Hubei, le Brésil dont le président appelle le virus une fake news, l'Iran dont le pouvoir nie l'existence du covid jusqu'aux élections... En Turquie la population se jette sur l'eau de Cologne, qu'elle pense être un remède.

AliBobo : Néanmoins il n'est pas faux de dire que la crise économique majeure qui se profile pourrait faire de 20 à 30 % de chômeurs aux US selon les analyses entraînera aussi des morts directement ou indirectement (misère, violences, usage des opiacés et drogues diverses). Chaque pays est confronté à cette redoutable ligne de crête entre protection sanitaire et défense de l'économie, les deux indispensables pour défendre la population.

Thymie : En dépit du caractère évident des traits du canard Trump (narcissisme, inculture, cynisme, absence de compassion, impulsivité malade, tendance pathologique aux mensonges... on en passe...), il exerce une sorte de fascination sur des millions d'électeurs, fascination pas encore éteinte. En fait, ce n'est pas en dépit, mais finalement à cause de ces traits qu'il est arrivé là où il est, et qu'il a ces partisans. Car autant il y a des admirateurs de la dictature poutinienne (« joueur d'échecs »...), voire chinoise (« efficaces »...), autant il y a des soutiens de Duterte aux Philippines (« moins de dealers »...), autant il y a des trumpophiles voire trumpolâtres EN RAISON de son désintérêt absolu pour les notions de morale, équité, concorde...

Soupir : Selon l'Imperial College de Londres, 3 scénarios sont envisageables pour les USA : dans le premier, aucune mesure de confinement. Résultat : 81 % de la population US serait atteinte, il y aurait 2,2 millions de morts (dont 4 à 8% de personnes de plus de 70 ans). La demande de lits en établissements de soins serait 30 fois supérieure à la capacité d'accueil existante. 2ème scénario : en associant mise en quarantaine des malades, confinement à la maison et évitement des contacts sociaux, le nombre de morts serait divisé par deux. En combinant toutes ces mesures de précaution et en y ajoutant la fermeture des écoles et des universités, 5 mois

durant, la pandémie pourrait être stoppée. Faute de quoi, les USA vont devenir rapidement le nouvel épicode du COVID-19. Très mauvais pour le business de Trump... et l'économie en général.

* https://www.lemonde.fr/international/article/2020/03/24/donald-trump-perd-patience-face-au-coronavirus_6034181_3210.html?contributions&page=4

** https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/24/angel-guria-c-est-la-troisieme-et-plus-grave-crise-economique-financiere-et-sociale-du-xxie-siecle_6034237_3232.html

CORONAVIRUS ET CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES

29 Mars 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

Grâce au Web, désormais, il est très facile à un ministre de passer pour un idiot.

Prétendre, par exemple, que la possibilité de transmission en France à partir de Wuhan est faible, et qu'il n'y aurait pas d'épidémie. Les épidémies, pour les anti-racistes, c'est bon pour les N..., les Z... et les N...

Pour les hauts fonctionnaires, c'est de dire qu'on est prêt, alors qu'on ne l'était pas du tout. Pour preuve, la pénurie de masque, alors qu'il aurait simplement suffi de maintenir les stocks de Roselyne en l'état, pour un coût très modique. Le manque de masque, est criminel. Contrairement à ce que dit le gouvernement, en avoir est vital.

La haine de Raoult et de la chloroquine, c'est sans doute parce qu'il est franc tireur, et comme l'a dit Idriss Aberkane, pas formaté. D'une manière générale, le pas formaté, pas premier de la classe, est plus apte à réagir. Les grands soldats, d'une manière absolue, sont des briseurs de règles. Ils pensent neuf, et souvent, ne se sentent pas tenus par les dogmes antérieurs, dont le respect pointilleux est indispensable à une carrière. Les grands soldats sont souvent, d'ailleurs, difficilement joignables. Ils sont en première ligne, contrairement aux autres, et réagissent immédiatement.

La chloroquine semble efficace, et peu cher, raison pour laquelle, sans doute, le gouvernement ne la veut pas, en plus du non conformisme de Raoult. De plus, quand il y a unanimité des comités, ça revient au comité en russe : le soviétique.

Sachant que le personnel médical, seul, consomme 15 millions de masques/jour, se gargariser de 5.5 millions qui arrivent, c'est de la propagande, sans plus.

Les pays ex ou encore socialistes, s'en sortent mieux. Ils ont plus de répondant sanitaire, au contraire des systèmes occidentaux au bords de la rupture en période normale.

Côté économie, les nouvelles en vrac tombent. Comme je l'avais déjà indiqué, les stocks de pétrole vont bientôt déborder... Le surplus actuel se situe à 15 millions de barils/jour.

"L'industrie" de la restauration est touchée à mort. Aux USA, 3 % des restaurants ont déjà définitivement fermé. ce sera 11 % d'ici 30 jours... Les grandes chaînes licencient en grand.

Toujours chez les inutilités flagrantes, une galerie d'art lyonnaise est fermée, avant le coronavirus. D'ailleurs, les très riches semblent vouloir réaliser des ventes, mais la demande n'est plus là.

L'ordre du jour, ce serait plutôt le pillage de magasin, par le lumpen prolétariat.

Bref, dérouté d'un monde politique conformiste, l'économie s'étiole, principalement dans les activités dont l'utilité est plus que discutable, et la préparation aux pandémies relève d'un gros mot, du socialisme et tout bonnement, n'existait pas. On n'est plus en 1970...

DANS LES TEMPS DE CHUTE, LE REBOND...

28 Mars 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

Une période de fin entraîne, chez les hommes, toujours, un rebond.

Ici, c'est l'industrie textile, enfin, le peu qu'il en restait, qui a saisi au vol la production de masques.

"Une filière créée en quelques jours grâce aux initiatives locales de toutes petites entreprises du textile réparties sur tout le territoire."

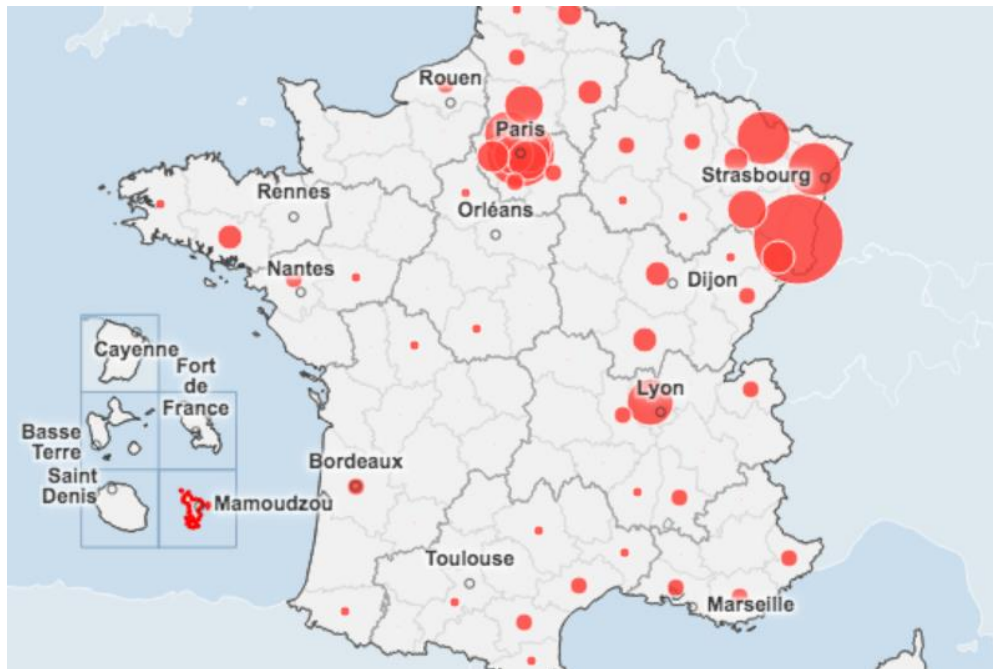
Toutes les époques de ruptures entraîne des changements inattendus, et franchement, remplacer une économie de B..... (pour ne plus choquer les oreilles chastes), par une économie productrice, ce n'est pas mauvais. Le seul problème, ensuite, c'est de la conserver sur place, et ne pas retourner au libre échange, comme un chien à son vomi. On dit qu'on va importer 600 millions de masques. Montant, semble t'il impressionnant, mais en réalité, réduit. Rien que le personnel médical en consomme 15 millions par jour.

Donc, un masque lavable a un avantage indéniable.

Mais ces périodes aussi, sont les périodes des mercantis. Pourquoi mettre les bâtons dans les roues de [Raoult](#) ? Simplement parce que son traitement est un traitement de 3 sous... Impardonnable...

Les profiteurs de pandémies sont pires que les profiteurs de guerre ? Non, ce sont les mêmes.

Sur la carte de France des zones les plus contaminées, on voit, comme aux USA, que ce sont les plus reliées à [l'économie mondialisée](#).



Le couloir alsacien, si le rôle de la cérémonie religieuse semble important, est aussi relié à la Suisse, et la Suisse, à l'Italie.

Paris, et sa région, bactériologiquement, ce sont des trous à merde, pardon "shithole", à cause de son métro, ses aéroports, ses climats, ses gares. Même problème pour Lyon.
Comme je l'ai indiqué auparavant, les pandémies suivent les voies de communication.
Politiquement, c'est aussi la revanche du capital productif, dans le textile, voir dans la production agricole, sur la finance.

L'économie locale, asphyxiée par le mondialisme, renaît immédiatement. Et ne demande qu'à se développer.

"Elle sera mise sur le site pour permettre, selon Marc Pradal "de se rendre compte que l'industrie de l'habillement française, qui a beaucoup souffert dans les années 90, a quand même de beaux restes". "

En réalité, le textile français a beaucoup souffert depuis les années 1960, et une rupture du commerce, entrainerait certes des problèmes sur la haute technologie, mais pas sur cette filière, ni sur les filières de base. Le libéralisme ne profite en rien au consommateur, mais beaucoup, au grossiste et au détaillant, surtout si ceux-ci sont réunis dans les circuits de grandes distributions...

"[La France](#) s'est désindustrialisée des secteurs civils et socialement utiles pour se spécialiser dans le tourisme, le luxe et l'armement. Là aussi le processus a été long, l'Allemagne a gardé un rôle prééminent de production de machines-outils et dans la chimie, ce qui lui a permis d'avoir ce statut d'exportateur net au sein de l'UE. Le rêve du 3^{ème} Reich en somme enfin réalisé. Mais on peut imputer à l'apathie d'un faux chef de guerre, toujours bien serré dans ses costards de luxe, de ne pas mobiliser tout ce qui est possible de mettre en œuvre pour pallier aux manques dans ce désastre sanitaire à venir. "

Intellectuellement, le président est un incapable, gourde du cerveau. Il n'a pas de capacité de réaction, autre que télévisuel. Mais le pays vaut mieux que lui. Il n'a pas de mal. Il vaut peu de balle.

EFFONDREMENT DE L'ÉCONOMIE RÉELLE ET FICTIVE...

28 Mars 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

L'économie fictive, celle dite des services, dont on s'est gargarisé pendant des décennies, du moins dans certains pays, s'effondre brusquement.

ET si la chute n'est pas plus importante, c'est qu'on maquille les chiffres comme une prostituée sexagénaire.

[Sur les indices PMI](#), on est à peine en dessous, voir au dessus de 2008, alors que l'arrêt a mis l'économie en pause, sauf sur les activités essentielles...

L'OMT (organisation mondiale du tourisme), elle, [est très optimiste](#), en prévoyant une chute de 20 à 30 % pour l'année. Ils parient, sans doute, sur une coupure violente de 2 mois. Bon, c'est raté, visiblement. Les marchés de consommation sont en berne, les paquebots, en quarantaine, les passagers, pas rapatriés pour beaucoup, et certains râlent parce que le retour est contrarié. Je leur conseillerais la vision de la série des années 60, "[les globe-trotters](#)", plein de combines.

Ils avaient simplement oublié que les voyages, par essence, c'est dangereux, notamment au niveau sanitaire, surtout dans les poubelles-flottantes appelées "paquebots", où, même avec la douche réglementaire journalière, vous vivez quand même dans une poubelle. Poliment, on dit une "[boîte de pétri flottante](#)".

Le gag est d'ailleurs dans l'article de février, disant que les passagers occidentaux se contrefoutaient des épidémies en Asie... En un mois, je parierais que leur avis a changé...

Dans le rôle de [gagman](#) du jour, Emmanuel Lechypre, qui affirme, sans rire, que les banques sont solides... Je vais l'inviter à dîner.

[Côté pétrole](#), les réserves sont pleines à 76 %. Et même si le stockage semble à l'ordre du jour, Trump parlant pour les USA, de 100 millions de barils supplémentaires, en cas de chute de 10 à 25 %, ce sera vite saturé... Certes, les pays stockeront et stockent sûrement, mais les capacités ne sont pas extensives, et la production ne s'arrête pas d'un claquement de doigt.

[Le bâtiment](#), lui, se demande simplement si il aura redémarrage. D'autant plus que cela dépend de l'importance de la pandémie. Touchant surtout des personnages âgées, dans des institutions, ou chez elles, plus souvent propriétaires que la moyenne, elles devraient laisser du vide, et les institutions auront du mal à regarnir les bancs vidés... Donc, on peut se demander aussi si l'impact de la pandémie ne va pas tuer aussi le business des maisons de retraites. Les privées, nettement surendettées, pourraient ne pas survivre à une mortalité massive.

[L'Ile de France](#) serait au bord de la catastrophe sanitaire. On nous disait que c'était la zone la plus riche... C'est la plus malsaine, la plus contaminée par ses infrastructures et son mode de vie. Le métro, la clim, multiplient les épidémies connues, comme simplement la coqueluche, la tuberculose, ou bien d'autres choses. C'était de cette poubelle, elle aussi, dont on nous parlait comme métropole mondialisée et modèle pour tous...

[En Chine](#), c'est la chute des commandes européennes qui pose problème désormais.

[Question renaissance](#) d'un autre monde, une entreprise textile spécialisé dans le luxe, fait désormais dans le masque de protection, moyens dérisoires en regard des besoins.

[Question gouvernement](#) et union européenne, on pédale toujours dans la semoule. Alors que [Raoult](#) dit que son traitement doit être administré tôt, on revient en arrière pour le réserver aux cas graves. La question qui tue est celle de savoir si les stocks sont suffisants ??? Pour l'union européenne, qui a signé son acte de décès, toujours le refus des "[coronabonds](#)". Il faut bien le reconnaître, aux cours des âges, le boche a toujours eu du talent pour se faire haïr.

Pour la chloroquine, les faux derches du gouvernement nous parlent "d'effets indésirables". De fait, sur n'importe quelle notice de médicaments, il y a tellement d'effets indésirables possibles qu'aucun ne devrait être vendu...

SECTION ÉCONOMIE



vous que... Lire la suite

Nouriel Roubini: "Nous allons vivre une récession extrêmement sévère, même pire que la Grande Dépression !"

Publié le 27 mars 2020 à 21:46:16 / 23 commentaires / 2 350 vues

Journaliste: " Bonsoir Mr Nouriel Roubini, vous êtes docteur en économie, professeur au Stern School of Business de l'Université de New York. Pensez-



Gerald Celente: "La Plus Grande Dépression de tous les temps vient de commencer !... Croyez-moi, le remède à cette pandémie sera pire que la maladie elle-même"

Publié le 27 mars 2020 à 18:01:01 / 7 commentaires / 4 404 vues

Gerald Celente, l'un des meilleurs prévisionnistes au monde et éditeur du « Trend Journal », vient d'expliquer que le monde est déjà en pleine dépression...



Warning: Gaël Giraud: "C'est à peu près sûr qu'on va avoir un Krach !"

Publié le 30 mars 2020 à 00:45:52 / 19 commentaires / 62 891 vues

Gaël Giraud, économiste, était l'invité de Frédéric Taddei dans le IDI du mardi 24 mars : «Paul Jorion et Gaël Giraud sur les conséquences économiques de...
Lire la suite

Un choc pétrolier suivra la crise du coronavirus ! Le consommateur va-t-il trinquer ?... Réponse avec Charles Gave

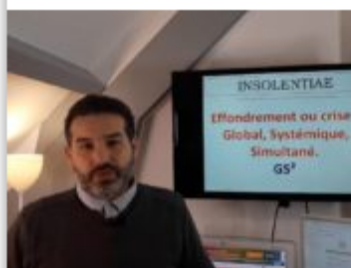
Le 29 Mar 2020 à 19:34:25 / 1 Commentaire / 1 067 vues



Dans cette vidéo, Charles Gave anticipe un choc pétrolier dans les toutes prochaines années. Le prix du pétrole, dont personne ne parle aujourd'hui car il est extrêmement bas, va voir ses acteurs secoués par de nombreux changements. Les sociétés qui sont aujourd'hui investies dans le pétrole de schiste vont exploser. Une mauvaise nouvelle pour les entrepreneurs texans mais aussi et surtout pour les banques et fonds de pension qui leur ont prêté l'argent

pour leurs installations. Tout ce petit monde va exploser. On peut s'étonner de la chute du prix du pétrole, dont on pensait manquer et dont on pouvait imaginer que le prix augmente au fur et à mesure de l'épuisement des réserves. Mais on peut expliquer l'effondrement du prix du pétrole par les mesures de confinement suite à la crise du coronavirus. En récession économique, le pétrole n'est tout simplement pas un sujet. Personne ne bouge, personne n'a besoin de pétrole.

https://www.youtube.com/watch?time_continue=653&v=Wu01bempqTA&feature=emb_logo



Charles Sannat: "Effondrement ou crise Globale Systémique Simultanée ? L'effondrement GS² !"

Publié le 29 mars 2020 à 23:48:59 / 4 commentaires / 703 vues

Cette semaine dans le vrai JT de l'éco, je vous propose que l'on se pose une question très importante, essentielle même pour pouvoir anticiper la suite et...
Lire la suite



Covid-19: Ces preuves montrent que la Chine ment ! Le nombre d'urnes funéraires représente plus du double du nombre de décès signalés !!

Publié le 29 mars 2020 à 16:20:45 / 23 commentaires / 2 796 vues

La Chine a une fois de plus menti concernant le nombre de décès liés au coronavirus – nous avons reçu ses preuves grâce au « Ground Zero » à Wuhan,

alors que... Lire la suite



Greg Hunter: Covid-19: "La réaction des états est parfois excessive voire exagérée, par contre le krach boursier est loin d'être terminé !"

Publié le 29 mars 2020 à 15:52:03 / 3 commentaires / 871 vues

Au niveau mondial, une douzaine de professionnels de renom dans le domaine de la médecine et de la recherche s'interrogent sur la réaction parfois

excessive voire... Lire la suite



Thami Kabbaj: "Le blé indispensable pour notre vie, vaudra-t-il bientôt plus que l'or ?"

Publié le 29 mars 2020 à 13:02:39 / 15 commentaires / 3 670 vues

Les cours du blé ont fortement augmenté durant les derniers jours. Qu'est-ce qui explique cette hausse spectaculaire ? Est-ce que le blé sera plus rare que l'or dans... Lire la suite



Peter Schiff: "L'hyperinflation est le scénario le plus probable – Ils vont déclencher un tsunami d'inflation ! Détenez de l'or avant qu'il ne soit trop tard !"

Publié le 28 mars 2020 à 19:44:00 / 8 commentaires / 2 620 vues

Le 23 mars dernier, c'était l'anniversaire de Peter Schiff. C'était également le jour où la réserve fédérale avait annoncé son fameux QE à l'infini... Lire la suite



Volkswagen: une entreprise au bord du gouffre. Le confinement met le constructeur allemand dans une situation critique !

Publié le 28 mars 2020 à 16:16:13 / 16 commentaires / 3 093 vues

Volkswagen a annoncé son intention de commencer à supprimer certains emplois si la pandémie du coronavirus n'était pas maîtrisée rapidement. La

société a admis, sur... Lire la suite



Thami Kabbaj: “Le coronavirus va-t-il entraîner une Guerre des Monnaies !”

Publié le 28 mars 2020 à 14:53:42 / 10 commentaires / 1 346 vues

La crise actuelle est en train de changer complètement la donne. Par contre, certains pays sortiront toujours gagnants malgré les circonstances. Cette vidéo vous permettra... Lire la suite



Le bilan de la Fed vient de franchir à la hausse les 5000 milliards \$ pour la première fois de son histoire !

Publié le 27 mars 2020 à 21:36:48 / 5 commentaires / 821 vues

La taille du bilan de la Fed vient de franchir à la hausse la barre symbolique des 5000 milliards de dollars pour la première fois de son histoire afin de soutenir le... Lire la suite



Alors qu'on s'embarque vers une Planche à billets illimitée,... Regardez à quel point la situation est catastrophique.

Publié le 27 mars 2020 à 15:19:21 / 3 commentaires / 1 587 vues

Liz Ann Sonders, stratège en chef chez Charles Schwab & Co: “Répartition par groupe d'âges et niveaux de revenus des adultes américains qui n'ont... Lire la suite



Coronavirus: on risque d'entrer dans « une spirale infernale, avec une économie à l'arrêt »

Publié le 27 mars 2020 à 15:00:48 / 9 commentaires / 959 vues

Les Bourses mondiales ont connu leur pire semaine depuis la crise de 2008. Les incertitudes qui pèsent autour de l'épidémie de coronavirus ont fait naître une... Lire la suite



USA: Situation inimaginable – Les fournisseurs de restaurants distribuent leurs invendus gratuitement alors que l'industrie se fige

Publié le 27 mars 2020 à 14:57:09 / 1 commentaire / 943 vues

Nous avons signalé ces dernières semaines qu'OpenTable avait fait remarquer qu'il y avait un réel effondrement de la fréquentation des restaurants aux

Etats-Unis et... Lire la suite

Gerald Celente: “La Plus Grande Dépression de tous les temps vient de commencer !... Croyez-moi, le remède à cette pandémie sera pire que la maladie elle-même”

Source: [usawatchdog](https://www.usawatchdog.com) Le 27 Mars 2020



Gerald Celente, l'un des meilleurs prévisionnistes au monde et éditeur du [« Trend Journal »](#), vient d'expliquer que le monde est déjà en pleine dépression économique. **Voici ce que dit Gerald Celente:** *“Jamais de toute l'histoire de l'humanité, nous avons vécu une telle situation, où les dirigeants politiques ont réussi à mettre autant de monde en quarantaine, tout en sachant que ces mêmes dirigeants finissent par détruire la vie des gens, tout comme celle de leurs entreprises. Les gens vont faire faillite. Les taux de suicide vont s'envoler. Vous allez voir la criminalité s'intensifier et les gens vont consommer encore plus de drogue en raison de cette énorme dépression économique... Nos dirigeants sont en train de bloquer complètement l'économie mondiale. Encore une fois, on n'a jamais vu ça de toute l'histoire. Il n'y a pas que Wall Street qui s'effondre, tous les grands axes commerciaux sont bloqués. Cette situation est sans précédent ! Habituellement, les marchés baissent, puis les conséquences de cette baisse impactent la vie des gens assez rapidement, et puis BOOM, là, tout s'effondre... Cette fois-ci, tout va péter et dans tous les domaines. Croyez-moi que ce sera encore pire que la grande dépression, ce sera la plus Grande de toutes les Dépressions.”*

Quel est le plus gros problème auquel l'économie est confrontée ? **Voici ce que Gerald Celente répond:** *“Les niveaux d'endettement sont phénoménaux. La dette mondiale atteint [250 000 milliards de dollars](#) sans compter l'endettement privé. Comment allons-nous rembourser les dettes liées aux cartes de crédit ? Et qu'en est-il de la dette des prêts étudiants, des prêts automobiles, des prêts hypothécaires ? Et la facture d'électricité, la facture de téléphone ? Comment voulez-vous que les gens qui se retrouvent au chômage parce que leur gouverneur leur a dit de rester chez eux, puissent imaginer payer toutes ces factures ?”*

La prochaine étape des gouvernements dans le monde, est de se débarrasser de l'argent liquide, car les germes du virus peuvent rester dessus et devenir extrêmement dangereux. **Voici ce que Gerald Celente déclare:** *“Nous allons bientôt passer de [« l'argent sale et contaminé »](#) à de [« l'argent digital qui ne vaut absolument rien »](#), qui est au passage, le nouveau titre de l'un de mes articles sur «The Trends Journal ». Les gens commencent à paniquer complètement aujourd'hui. Ils vont finir par nous donner de l'argent digital poubelle. Voilà ce qu'ils sont en train de faire. Ils vont se débarrasser des devises que vous possédez”.*

Après avoir mentionné les milliers de milliards de dollars du nouveau plan de relance adopté cette semaine par le Congrès, qu'en est-il du cours de l'or ?

Voici ce que pense Gerald Celente: *“Vous avez tous remarqué combien les marchés ont grimpé ? Et alors le cours de l'or ? L'or a rebondi de 200\$ l'once depuis vendredi... Les gens qui comprennent ce qui se passe, voient bien toute cette quantité d'argent papier qui vient d'être imprimée et qui ne vaut plus grand-chose, du coup ils s'orientent vers l'or. Mais écoutez-moi bien: Ces mêmes minables et incompetents politiciens qui vous enlèvent certains droits constitutionnels et bien d'autres encore, vont également s'en prendre à l'or que vous possédez.*

Vous savez, ils l'ont fait lors de la dernière grande dépression et je suis certain qu'ils vont le refaire au moment de la plus grande des dépressions. Vous verrez bien...”

En conclusion, Gerald Celente déclare: “Je suis à 100% d’accord avec Trump parce que je dis cela depuis le début de cette pandémie, le remède sera pire que la maladie elle-même. Ils sont en train de détruire l’économie dans sa globalité. Ils sont en train de détruire la vie des gens. Nous allons voir des taux de criminalité inimaginables. Pour quelle raison pensez-vous que les gens sortent de chez eux et sont en train de se procurer des armes à feu ? Ensuite on va entendre tous ces libéraux parler de confiscation d’armes à feu. Les crimes vont s’intensifier et le nombre de décès va s’envoler. Lorsque les gens perdent absolument tout, ils n’ont plus rien à perdre, ils sont prêts à tout. On va revoir des gangs un peu partout comme jamais auparavant. D’un autre côté, les problèmes liés aux ouvertures des frontières, n’auront plus lieu d’être. Ils sont en train de fermer toutes les frontières dans le monde entier. Ainsi, on entendra plus les gens dire: “mais laissez-les entrer, laissez-les entrer”, c’est fini tout ça. Je suis d’accord avec Trump. On devrait tous se remettre à travailler comme d’habitude.”

“Concernant le fait que Trump remporte un deuxième mandat en novembre, Gerald Celente, qui se dit sans orientation politique particulière, considère que Trump tel un joker, mais bon, à ce stade, j’opterai pour lui.”

Greg Hunter: Covid-19: “La réaction des états est parfois excessive voire exagérée, par contre le krach boursier est loin d’être terminé !”

Source: [usawatchdog](http://usawatchdog.com) Le 29 Mar 2020



Au niveau mondial, une douzaine de professionnels de renom dans le domaine de la médecine et de la recherche s’interrogent sur la réaction parfois excessive voire exagérée de certains pays face au soi-disant fameux Covid-19. Un microbiologiste émérite dans la recherche considère que cette réaction face au Covid-19 peut être autodestructrice et même suicidaire puisqu’il elle ne repose sur rien d’autre que du vent. Le nombre de morts s’est avéré être beaucoup moins élevé que ce qui avait été estimé au début de la crise, et c’est peut-être la raison pour laquelle le président Trump veut rouvrir le pays à nouveau, peut-être d’ici Pâques.

Le sénat a approuvé un plan de relance de plus de 2 000 milliards de dollars en raison de l’arrêt total de l’économie américaine causé par le coronavirus. Près de 3 millions de nouvelles demandes d’allocations chômage ont été déposées en une seule semaine. Beaucoup d’américains comptent énormément dessus, mais plus personne n’évoque l’endettement supplémentaire que cela va engendrer, ni l’effet sur l’inflation, sur les taux d’intérêt et sur le marché obligataire. Fitch Ratings a menacé d’abaisser la note de la dette américaine qui était jusqu’ici évaluée avec un Triple A.

La bourse a connu quelques bonnes journées grâce à l’impression massive d’argent provenant de Washington et de la Fed. Est-ce que cela signifie que la crise est finie, et qu’un nouveau marché haussier peut se mettre à nouveau en place ? L’analyste Bo Polny, estime qu’on est toujours à des plus hauts de marché, et pour lui il n’y aura pas de retour à un marché haussier de sitôt.

Thami Kabbaj: "Le blé indispensable pour notre vie, vaudra-t-il bientôt plus que l'or ?"

Le 29 Mar 2020 à 13:02:39 / 15 Commentaires / 3 673 vues

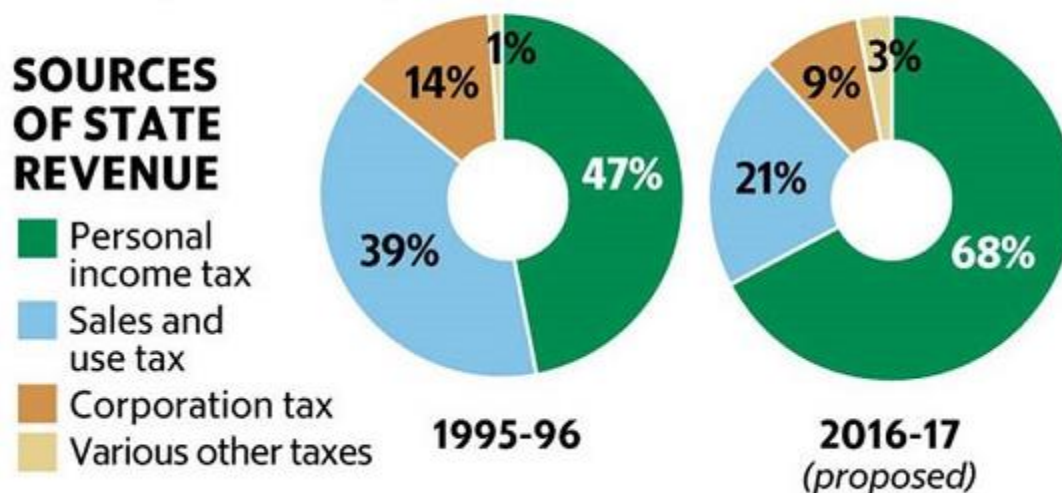
Les cours du blé ont fortement augmenté durant les derniers jours. Qu'est-ce qui explique cette hausse spectaculaire ? Est-ce que le blé sera plus rare que l'or dans les prochaines semaines ? J'y réponds dans cette vidéo.

Que se passera-t-il avec ce gigantesque cratère des recettes fiscales de l'État et des collectivités locales ?

Charles Hugh Smith 30 mars 2020

Where the money comes from

The California general fund budget relies heavily on personal income tax revenue. The sales tax is the next-largest source of state revenue.



Sources: State Franchise Tax Board, Board of Equalization, Department of Finance The Sacramento Bee

On peut s'attendre à un renflouement fédéral des fonds de pension et à une aide ponctuelle aux gouvernements des États et des collectivités locales, mais les renflouements ne répareront pas les bases érodées des recettes fiscales.

Comme nous le savons tous, le gouvernement fédéral peut "imprimer" de l'argent, mais pas les gouvernements des États, des comtés et des villes. Le Trésor peut vendre des obligations pour financer les déficits et la Réserve fédérale peut créer des devises à partir de rien pour acheter des obligations, de sorte que les dépenses fédérales peuvent augmenter même si les recettes fiscales s'effondrent.

Les gouvernements des États, des comtés et des villes ne disposent pas de cette presse à imprimer. Oui, les États et les comtés peuvent vendre des obligations municipales pour des projets d'infrastructure, mais ils ne peuvent

pas vendre d'obligations pour soutenir les dépenses du Fonds général (c'est-à-dire les services gouvernementaux quotidiens).

Par conséquent, les recettes fiscales des États, des comtés et des villes sont déjà en chute libre, car les taxes sur les ventes et les salaires diminuent et les impôts sur les plus-values - une source de revenus essentielle pour de nombreux États - sont sur le point de s'effondrer en même temps que la bourse.

À plus long terme, l'autre source principale de recettes fiscales - les impôts fonciers - tombera d'une falaise lorsque la bulle immobilière commerciale et la bulle immobilière n°2 imploseront plus tard dans l'année. La baisse des ventes, de l'emploi et des bénéfices sape les fondamentaux de l'immobilier, et l'institutionnalisation du travail à distance et de l'éducation va réduire la demande d'espaces commerciaux.

Les transactions immobilières sont également sources d'impôts sur les transferts et de plus-values, et à mesure que les valeurs s'effondrent, les impôts sur les transferts et les plus-values s'effondreront également.

Chaque localité dispose d'un mélange différent de recettes fiscales, mais comme toutes les sources vont tôt ou tard diminuer, aucun État ou collectivité locale n'échappera à la baisse des recettes. Les recettes provenant des taxes sur les ventes (accises) et des impôts sur les salaires diminueront en premier, et les plus-values disparaîtront au fur et à mesure que les pertes en bourse remplaceront les gains.

Dans des États comme la Californie, qui dépendent fortement de l'impôt sur les plus-values, les trous creusés dans les budgets seront catastrophiques. Environ 10 % de toutes les recettes du General Fund en Californie proviennent des gains en capital, soit plus de 15 milliards de dollars pour l'exercice fiscal précédent. Comme l'indique le California State Revenue Estimate 2019-2020 :

"Le montant des recettes provenant des plus-values dans le Fonds général peut varier considérablement d'une année à l'autre. Par exemple, en 2007, les plus-values ont contribué à hauteur de 10,9 milliards de dollars au fonds général. En 2009, la contribution des plus-values était tombée à 2,3 milliards de dollars. Pour 2018, on prévoit que les plus-values contribueront à hauteur de 15,7 milliards de dollars aux recettes du Fonds général - le montant le plus élevé jamais atteint".

Si ce montant devait tomber à un niveau aussi bas que celui de la récession précédente, cela ouvrirait un trou de 13 milliards de dollars dans les recettes fiscales, effaçant complètement les 8 milliards de dollars du "fonds des mauvais jours" de l'État et laissant un déficit de 5 milliards de dollars - une somme qui ne fera qu'augmenter à mesure que les taxes sur les ventes et les salaires diminueront.

Une fois que les Licornes de la Silicon Valley, les Big Tech et les sociétés zombies commenceront à licencier le personnel hautement rémunéré, les recettes de l'impôt sur le revenu se cratèriseront également. Comme l'explique l'estimation des recettes de l'État de Californie pour 2019-2020 :

"Les Californiens aux revenus les plus élevés paient une grande partie de l'impôt sur le revenu des particuliers de l'État. Pour l'année fiscale 2016, les 1 % des personnes les mieux rémunérées ont payé un peu moins de 46 % de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Ce pourcentage a été supérieur à 40 % au cours de 12 des 13 dernières années. Par conséquent, les changements de revenus d'un groupe relativement restreint de contribuables peuvent avoir un impact significatif sur les recettes de l'État".

De nombreux États et comtés sont de plus en plus dépendants d'une source de revenus dominante qui pourrait bien s'avérer être un talon d'Achille. La Californie en est venue à dépendre de plus en plus de l'impôt sur le revenu des personnes à hauts revenus (qui réalisent également la plupart des plus-values) :

"En 1950-51, les recettes de l'impôt sur les ventes représentaient plus de 50 % des recettes du Fonds général, tandis que les recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en représentaient à peine plus de 11 %. Cette relation a changé radicalement au fil du temps et, pour 2019-2020, l'impôt sur le revenu des personnes physiques représente 68,8 % de toutes les recettes du Fonds général".

Une forte baisse des recettes fiscales n'est pas la fin de la souffrance pour les collectivités locales. Les fonds de pension du secteur public lourdement investis en actions absorbent des pertes fracassantes qui devront être compensées par des contributions plus élevées des contribuables à court d'argent. Si les rendements obligataires augmentent malgré les interventions de la banque centrale, les avoirs en obligations pourraient s'effondrer en même temps que les actions.

On peut s'attendre à un renflouement fédéral des fonds de pension et à une aide ponctuelle aux gouvernements des États et des collectivités locales, mais les renflouements ne répareront pas les bases érodées des recettes fiscales. Ventes : en baisse. Revenus : en baisse. Gains en capital : en baisse. Ventes de véhicules : en baisse. Taxes sur les carburants : en baisse. Impôts fonciers : en baisse, une fois que les évaluations des bulles se sont effondrées.

Les contribuables à court d'argent, dont beaucoup ont peut-être perdu leur emploi, ne seront pas d'humeur à absorber d'énormes augmentations d'impôts pour financer les initiés, les copains et les intérêts particuliers.

Le train-train des dépenses de l'État et des collectivités locales vient de dérailler. La baisse des recettes fiscales sera trop forte et trop durable pour soutenir l'espoir magique qu'une reprise en forme de "V" rendra tous les budgets soufflés entiers le trimestre prochain, et encore moins l'année prochaine.

Alors qu'on s'embarque vers une Planche à billets illimitée,... **Regardez à quel point la situation est catastrophique.**

Source: [kingworldnews](https://kingworldnews.com) Le 27 Mars 2020

Liz Ann Sonders, stratège en chef chez Charles Schwab & Co: "Répartition par groupe d'âges et niveaux de revenus des adultes américains qui n'ont aucune épargne en cas d'imprévu(voir ci-dessous)."

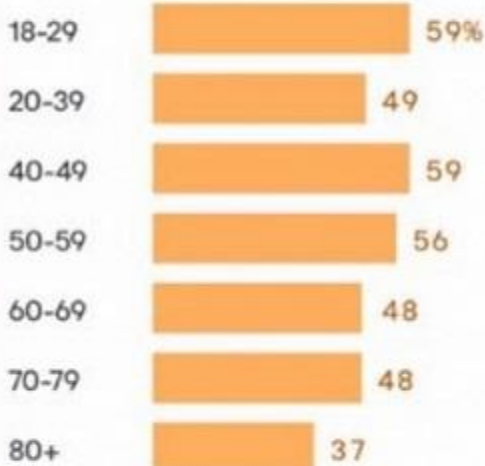
U.S. adults whose households have no emergency savings

Based on survey of U.S. adults, April to July, 2018

Posted on
WSJ: The Daily Shot
25-Mar-2020

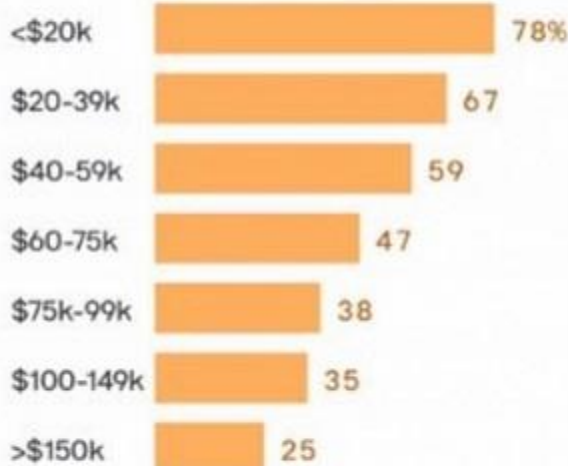
@SoberLook

By age 5,008 surveyed



Total 53

By household income 5,015 surveyed



Total 53

Reproduced from [AARP](#) via Deutsche Bank Research; Chart: Axios Visuals

N'oubliez qu'on a appris hier, on a connu [une EXPLOSION des demandes d'allocations chômage ! Du JAMAIS VU !! 3,3 millions demandes sur 1 semaine seulement !!!](#) Mais plus grave encore, dans le prochain rapport, il est fort possible que le précédent soit littéralement pulvérisé avec un nouveau chiffre de demandeurs d'allocations chômage qui pourrait atteindre entre 5 et 10 millions.

En outre, la Goldman Sachs prévoit une envolée des demandes d'allocations chômage qui atteindront 2,25 millions d'individus. Je pense que ce chiffre est extrêmement sous-estimé. [Selon google, il y a 14 millions de salariés dans le secteur de la restauration et 10 millions d'employés dans l'industrie aéronautique.](#) Ainsi, en additionnant ces 2 secteurs, [il ne serait pas étonnant de voir près de 5 millions de demandes d'allocations chômage en mars.](#) En effet, [même un chiffre de 10 millions ne me surprendrait pas !](#) Il faut s'attendre à pire au cours des prochaines semaines.

Coronavirus: on risque d'entrer dans « une spirale infernale, avec une économie à l'arrêt »

Source: [sputniknews](#) Le 27 Mars 2020
Avec une interview de Philippe Béchade



Les Bourses mondiales ont connu leur pire semaine depuis la crise de 2008. Les incertitudes qui pèsent autour de l'épidémie de coronavirus ont fait naître une véritable panique sur les marchés. De quoi faire dérailler l'économie mondiale? Sputnik France a demandé son avis à Philippe Béchade, président des Éconoclastes.

Cela faisait 12 ans que l'on n'avait pas vu pareille Berezina sur les marchés financiers. De Wall Street en passant par l'Asie, de Paris à Milan, c'est une véritable chute des cours à laquelle nous avons assisté la semaine dernière. En six jours, la Bourse de Paris a perdu environ 12%!

Il faut dire que le cocktail actuel est difficile à avaler pour les opérateurs de marché: tensions géopolitiques en Syrie et en Libye, guerre commerciale, Brexit et... coronavirus. L'épidémie continue de nécessiter des mesures de prévention qui pourraient bien ralentir la croissance économique et mettre en danger les chaînes de production à l'international. Avec 89.006 cas, 3.044 décès et 68 pays et territoires concernés le 2 mars à 9 h 00 heure française, selon l'AFP, la situation est loin d'être sous contrôle.

De nombreuses usines sont toujours à l'arrêt en Chine, l'atelier du monde. Des villes sont confinées en Italie et les secteurs des transports et du tourisme souffrent sérieusement d'une crise qui vire à la psychose. Preuve de l'incertitude qui règne, l'indice VIX, qui mesure la volatilité du marché financier américain, a évolué la semaine dernière à des niveaux que l'on n'avait plus constatés depuis la crise de 2008. Au micro d'Europe 1, Étienne Sebaux, associé au cabinet Kearney France, a mis en avant notre dépendance à la Chine et craint l'«effet domino». D'après lui, «c'est une crise économique qui s'annonce».

Le CAC 40 se reprend... et rechute

Le 2 mars, les marchés asiatiques reprenaient quelques couleurs. Même l'indice VIX avait baissé. Mais pour le CAC 40, le bilan est plus mitigé. Après avoir rebondi, l'indice parisien évoluait légèrement dans le négatif à quelques heures de la clôture. Le même jour, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estimait que l'épidémie de coronavirus allait fortement freiner l'économie mondiale en 2020. Elle a ramené ses prévisions de croissance au niveau mondial de 2,9% à 2,4%. En France, c'est Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, qui déclarait le 2 mars chez nos confrères de France 2 que l'impact de l'épidémie sur la croissance française, précédemment estimé à 0,1 point de croissance, serait «beaucoup plus significatif» que prévu.

L'économie mondiale est-elle sur le point de dérailler? Philippe Béchade, président des Éconoclastes, a livré son analyse à Sputnik France.

Sputnik France: Le coronavirus va-t-il déclencher la prochaine crise économique d'ampleur?

Philippe Béchade: «C'est une possibilité. Ce n'est en aucun cas une certitude. Néanmoins, cette crise ne tombe clairement pas au bon moment, alors que les marchés sont au plus haut et que tous les agents économiques, États, entreprises, particuliers, sont endettés à des niveaux jamais observés.»

Sputnik France: Le coronavirus est-il vraiment responsable ou les marchés dégringolent-ils à cause d'un contexte international chargé? Je pense notamment au Brexit, aux tensions géopolitiques en Libye ou en Syrie et à la guerre commerciale...

Philippe Béchade: «L'offensive tuque en Syrie –qui n'est ni plus ni moins qu'une invasion au regard du droit international et qui aurait poussé l'Onu à faire des réunions d'urgence si c'était la Russie qui avait envahi le nord de la Syrie– est ignorée par les marchés. C'est le cas depuis des mois par rapport à ce qu'il se passe en Syrie. Ce qui les fait réagir d'un coup est une prise de conscience vis-à-vis d'une possible chute de la croissance mondiale, qui entraînerait une chute des profits des entreprises. De plus, les marchés sont totalement survalorisés. Ils "priçaient" des taux de croissance bien supérieurs aux hypothèses, que ce soit en Europe ou aux États-Unis. Et c'est au moment où tout est au plus haut et où aucun accroc ne doit intervenir pour la croissance mondiale qu'arrive l'épidémie de coronavirus, qui pourrait amputer cette même croissance de 0,5% et non pas de 0,1 ou 0,2% comme on le prétendait il y a encore deux semaines. Il faut désormais revoir toutes les valorisations, toutes les hypothèses et, encore une fois, au pire moment.»

Sputnik France: Concrètement, quelles conséquences économiques pourrait avoir le coronavirus?

Philippe Béchade: «Pour un pays comme la France, qui est très dépendante de la Chine et qui doit faire face à des monopoles sur certaines pièces ou certains composants, il y a des risques de rupture dans les chaînes d'approvisionnement. Cela pourrait entraîner la mise à l'arrêt d'usines, avec des salariés au chômage technique. Ceux qui auraient encore des jours de congé à poser pourraient éviter de perdre leur salaire, mais plus la crise durerait, plus elle impacterait le pouvoir d'achat des ménages. Nous rentrerions dans une spirale infernale avec une économie à l'arrêt et des gens qui ne dépensent plus. Cela rendrait le coup de frein conjoncturel encore plus brutal, avec davantage de réductions d'investissement, moins d'embauches, davantage de licenciements et des citoyens plus pauvres. Je vous décris le scénario du pire, mais il ne faut évidemment pas l'exclure, compte tenu du fait que nous sommes dépendants de la Chine pour beaucoup de produits. Nous n'avons pas de plan B. Nous ne pourrions pas aller trouver en Corée du Sud, au Japon ou au Mexique ce que nous ne pourrions plus aller chercher en Chine. Il faudra repenser totalement le commerce mondial après cette crise. Même dans le cas où elle serait totalement résolue d'ici deux mois, il sera nécessaire de totalement repenser nos chaînes d'approvisionnement.»

Sputnik France: Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, s'est dit prêt le 2 mars à «débloquer ce qu'il faudra» pour venir en aide aux entreprises françaises touchées par l'épidémie. Pensez-vous comme certains observateurs que le gouvernement gère particulièrement mal cette crise ?

Philippe Béchade: «S'il la gère mal, il n'est pas le seul. Ce n'est pas une excuse. Il est vrai que lorsque l'on regarde les mesures prises par les autorités chinoises par exemple, la comparaison fait mal pour la France, qui n'a pour le coup pas pris la moindre initiative sérieuse pour approvisionner les hôpitaux et les pharmacies en masques, notamment. Vous n'avez qu'à constater les nombreuses ruptures de stock concernant les gels hydroalcooliques. Tout ceci est le résultat d'un total manque de prévoyance. Malheureusement, je pense que nos autorités avaient autre chose en tête. Comme faire passer la réforme des retraites avec le 49-3 par exemple. Le coronavirus est passé sous le radar et n'a pas été pris en compte.»

Sputnik France: Que conseillerez-vous à un investisseur ou un épargnant pour se protéger contre les turbulences actuelles?

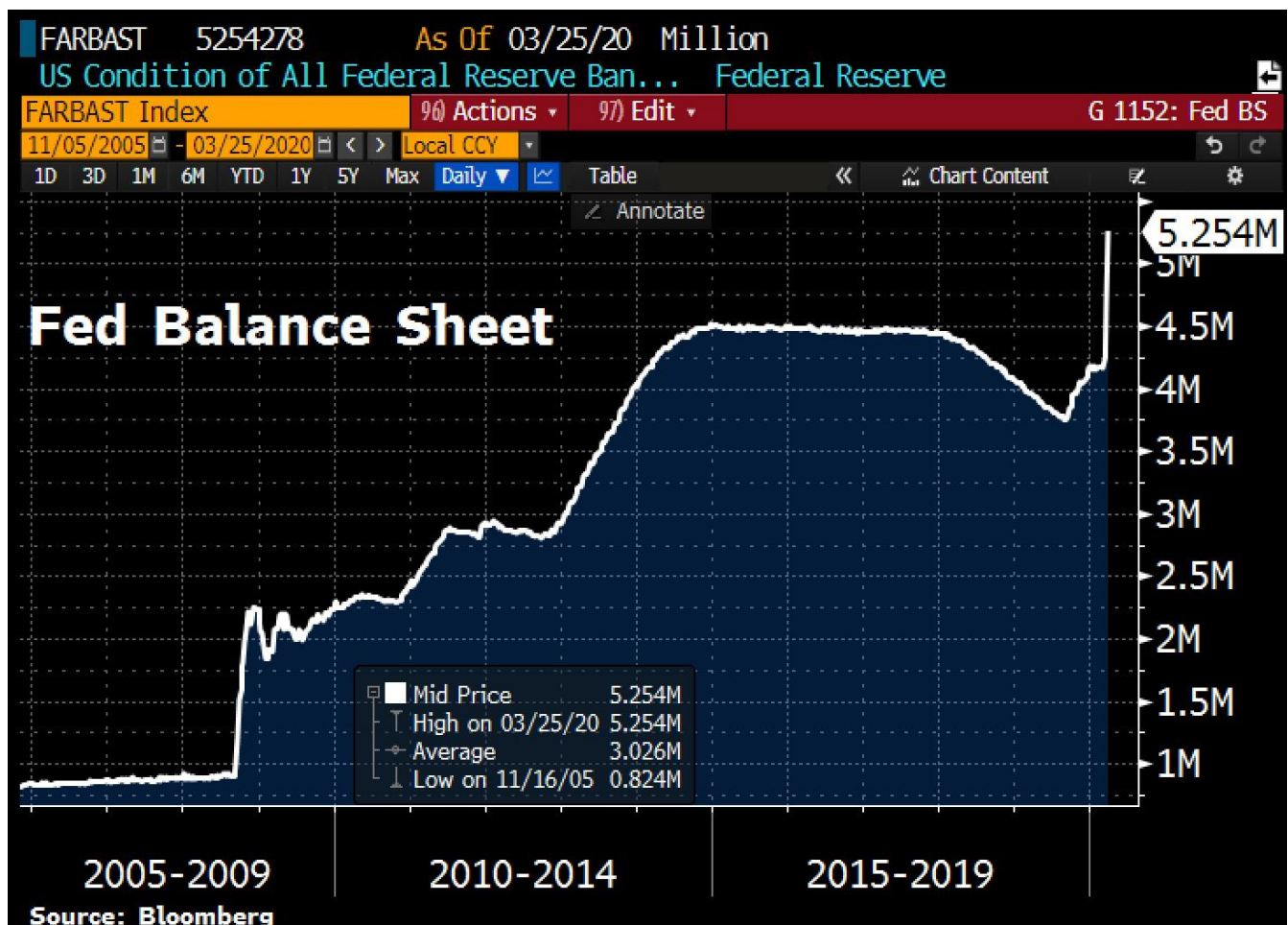
Philippe Béchade: «Pour résumer, en ce moment, le cash est roi. Beaucoup d'emprunts d'État affichent des niveaux de valorisation stratosphériques et offrent des rendements négatifs. Aujourd'hui, vous louez très cher un coffre-fort. Vous avez des obligations assimilables du Trésor (OAT) françaises à 10 ans à -0,26% ou du -0,6% sur leurs équivalentes allemandes. Si l'on se place sur ce genre de véhicule, on perd de l'argent. Mais on en perd peu. Aujourd'hui, le but est de trouver un refuge sur lequel on ne perd pas d'argent. L'objectif n'étant

plus d'en gagner en tentant de faire 1,5% de rendement sur des obligations mal notées en prenant d'énormes risques comme cela a été le cas pratiquement toute l'année 2019. à l'heure actuelle, il est nécessaire de se placer pour ne pas perdre. Si l'on est un peu plus aventureux, on peut toujours tenter de profiter de la montée actuelle des cours de l'or ou de l'argent. Je pense que nous nous dirigeons à moyen terme vers un scénario plus inflationniste. Le coronavirus pourrait très bien aboutir à une démondialisation des circuits de production, avec des rapatriements d'usines et des relocalisations. Tout ceci se ferait au détriment des prix de revient et tout coûterait plus cher à produire. Il est possible que les 20 ans de déflation que nous devons à la Chine soient prochainement derrière nous. Si l'on se situe dans une perspective inflationniste à moyen terme, il serait malin d'acheter de l'or. Si l'on pense que les Banques centrales vont encore intervenir et injecter massivement des liquidités dans les marchés à court terme, là encore, il serait intelligent de miser sur l'or. Donc selon moi, dans les tous les cas, on achète de l'or.»

Le bilan de la Fed vient de franchir à la hausse les 5000 milliards \$ pour la première fois de son histoire !

Source: [Holger Zschaepitz](#) Le 27 Mar 2020

La taille du bilan de la Fed vient de franchir à la hausse la baisse symbolique des 5000 milliards de dollars pour la première fois de son histoire afin de soutenir le marché de la dette face à l'épidémie de coronavirus. Tout ceci se déroule au travers des programmes d'achats d'obligations à grande échelle. Le total des actifs détenus par la réserve fédérale américaine a augmenté de 586 milliards de dollars à, et atteint désormais l'hallucinant montant de 5254 milliards de dollars.



Le rythme auquel le coronavirus change la vie en Amérique est absolument époustouflant

par Michael Snyder le 27 mars 2020



La peur de COVID-19 a fondamentalement transformé tout notre pays en quelques semaines, et tant que les gens auront peur de ce virus, la vie ne reviendra certainement pas à la normale. En fait, tout ordre de "refuge en place" en Amérique pourrait être levé demain et l'activité économique ne rebondirait pas, même si elle se rapprochait des niveaux précédents, car un grand pourcentage de la population hésiterait encore énormément à quitter son domicile. Alors que les survivants du coronavirus nous racontent les épreuves infernales qu'ils ont endurées, un nombre croissant d'Américains se rendent enfin compte à quel point cette crise est devenue dangereuse. Si vous souffrez d'asthme, avez des antécédents de problèmes respiratoires ou d'autres problèmes de santé sous-jacents graves, je vous recommande vivement de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour éviter d'attraper ce virus. Le nombre de décès dans le monde est plus de neuf fois supérieur à ce qu'il était le 1er mars dernier, et vous ne voulez pas devenir une statistique.

Ici, aux États-Unis, nous avons maintenant plus de cas confirmés que partout ailleurs dans le monde. Si vous m'aviez dit au début de ce mois que les États-Unis seraient la première nation à compter 100 000 cas confirmés, je me serais moqué de vous. Et même si environ la moitié du pays est actuellement sous une sorte d'ordre de "refuge sur place", le virus continue de se propager. En fait, le nombre de cas confirmés aux États-Unis a doublé en seulement trois jours...

Les cas confirmés de COVID-19 aux États-Unis ont dépassé les 100 000 vendredi, doublant en seulement trois jours alors que la pandémie s'accélère et que les États-Unis déploient des mesures de dépistage plus larges.

Selon les données de l'Université Johns Hopkins, le nombre total de cas de coronavirus s'élève à 101 707 et le nombre total de décès aux États-Unis à 1 544.

Il faut espérer que les mesures déjà mises en œuvre commenceront à ralentir ce taux de croissance, car sinon tous les systèmes de santé américains seront bientôt complètement débordés.

Bien sûr, cela s'est déjà produit à New York, et maintenant d'autres points chauds du pays commencent à devenir des problèmes majeurs.

Par exemple, le gouverneur de la Louisiane, John Bel Edwards, admet ouvertement que son État est en passe de devenir "le prochain New York"...

Le gouverneur de la Louisiane, John Bel Edwards, a averti que l'État "n'a pas beaucoup de temps" pour maîtriser la pandémie de coronavirus, car il a admis que l'État est en passe de devenir "le prochain New York".

S'exprimant lors d'une conférence de presse vendredi, M. Edwards a annoncé que le nombre de cas en Louisiane avait grimpé en flèche au cours des dernières 24 heures, pour atteindre 2 746 à midi - un pic de 441 en une seule journée.

Malheureusement, il semble que nous allons bientôt voir des chiffres similaires pratiquement partout.

Le tout premier cas de coronavirus aux États-Unis a été confirmé par le CDC le 20 janvier. Un peu plus de deux mois plus tard, nous sommes au milieu du plus grand arrêt économique de l'histoire des États-Unis et, selon une enquête récente, 11 % de tous les Américains connaissent personnellement quelqu'un qui a attrapé le virus.

Au début, beaucoup d'Américains se moquaient de cette pandémie, mais maintenant les gens commencent à comprendre qu'une fois que vous avez attrapé ce virus, vous pouvez passer de "parfaitement sain" à mort en quelques jours seulement...

Un père de six enfants "en parfaite santé" du Texas est décédé jeudi des suites du coronavirus - deux jours après avoir reçu son diagnostic positif, selon un rapport.

Adolph Mendez, connu sous le nom de TJ, était âgé de 44 ans.

Veillez prier pour cette famille, en espérant que cette communauté se mobilisera et fournira ce dont elle a besoin maintenant que son père est parti.

Mais si des centaines de milliers de pères commencent à mourir, qui pourvoira aux besoins de toutes ces familles en deuil ?

Et des millions d'Américains dans tout le pays essaient déjà de comprendre comment ils pourront subvenir à leurs besoins maintenant qu'ils ont perdu leur emploi.

Jeudi, nous avons appris que plus de 3,2 millions de travailleurs ont déposé de nouvelles demandes d'allocations de chômage la semaine dernière, et malheureusement la semaine prochaine sera également très mauvaise. Ce qui suit est tiré de **Wolf Richter**...

Et cela va s'aggraver. Les cinq plus grands comtés de la baie de San Francisco ont été la première grande région des États-Unis à être fermée le 17 mars. L'État de Californie a suivi le 20 mars, vers la fin de la semaine de déclaration des demandes de chômage (jusqu'au 21 mars), et de nombreux autres États ont suivi en quelques jours - et beaucoup de ces demandes ont été déposées après la fin de cette semaine de déclaration.

Dans toute l'histoire des États-Unis, nous n'avons jamais rien vu de tel.

De nombreux experts prévoient que nous allons très rapidement dépasser le pic du taux de chômage de la dernière récession, et je suis d'accord avec cette évaluation.

Dans les mois à venir, nous allons voir des choses que la plupart des Américains n'ont jamais imaginé être possibles. Si vous pouvez le croire, une nouvelle enquête a révélé que 23 % des adultes américains déclarent ne plus travailler en raison de ce ralentissement économique...

Vingt-trois pour cent ont déclaré avoir déjà perdu leur emploi à cause du coronavirus, ou que leur employeur a été contraint de fermer et "je ne vais plus travailler, mais je suis toujours employé par eux".

De nombreux économistes s'attendent à ce que le taux de chômage américain dépasse le niveau de 10 % que le pays a connu il y a plus d'une décennie pendant la Grande Récession. Le président de la Fed de St Louis, James Bullard, a déclaré qu'il pourrait atteindre 30 %.

Bien sûr, de nombreux Américains perdent déjà patience et sont très impatients de retrouver un emploi.

Si les commandes d'"abris sur place" s'étendent sur plusieurs mois, il est probablement inévitable que nous assistions à des troubles civils et à des émeutes comme celles auxquelles nous assistons actuellement en Chine.

Malheureusement, il semble que de vastes parties du pays resteront fermées dans un avenir prévisible. Vendredi, le maire de New York, Bill de Blasio, a ouvertement reconnu que sa ville sera presque certainement fermée "jusqu'en mai"...

Les New-Yorkais devraient être prêts à ce que la ville reste en "pause" à cause du coronavirus jusqu'en mai, même si le président Trump donne aux Américains un "faux espoir" que le pays rouvrira à Pâques le mois prochain, a déclaré vendredi le maire de Blasio.

"Nous devons être prêts pour cela et je pense que cela va se propager dans le pays", a déclaré M. de Blasio lorsqu'on lui a demandé si la ville serait fermée jusqu'en mai sur l'émission "Good Morning America" d'ABC. "Cette idée de Pâques est, malheureusement, un faux espoir. Il vaudrait mieux que le président soit franc avec les gens, car nous avons une bataille très difficile à mener".

Je ne suggérerais jamais que les décisions auxquelles nos dirigeants sont confrontés vont être faciles.

D'une part, si des mesures extrêmes ne sont pas prises, il est probable que des millions de personnes mourront.

D'autre part, si l'on ferme tout, nous allons nous retrouver directement dans un effondrement économique complet et dans la prochaine grande dépression.

Et en fait, même s'ils font tout correctement, nous pourrions de toute façon nous retrouver avec les deux résultats.

Dans un moment comme celui-ci, nous avons besoin de plus de prières que jamais, mais en ce moment même, des églises sont fermées dans toute l'Amérique. En fait, le gouverneur de Virginie, Ralph Northam, vient d'ériger en crime le fait "pour plus de 10 personnes de se rassembler dans une église"...

Le gouvernement de Virginie, Ralph Northam, a publié lundi un décret visant à stopper le nouveau coronavirus et, ce faisant, à ériger en infraction pénale la tenue d'un service religieux auquel assistent plus de dix personnes.

Oui, son décret fait de la tenue d'un service religieux auquel assistent plus de dix personnes un délit.

Mais pendant ce temps, les cliniques d'avortement de Virginie continuent de ronronner.

Je pense que cela en dit long sur la situation actuelle de notre société.

Personne ne devrait vraiment s'étonner que le temps de la "tempête parfaite" soit arrivé. Nous avons lentement mais sûrement commis un suicide national pendant des décennies, et maintenant les conséquences de nos décisions très stupides nous rattrapent rapidement.

À court terme, prions pour que cette pandémie commence à s'atténuer le plus rapidement possible et qu'un certain sens de la normalité puisse bientôt être rétabli.

Mais si nous revenons simplement à la façon dont nous faisons les choses, cela n'aura pas vraiment d'importance, car la voie sur laquelle nous étions ne mène nulle part de bon.

La catastrophe du chômage à venir, en un seul tableau

Goldman Sachs prévoit que plus de 2 millions de personnes pourraient perdre leur emploi très bientôt.

Par Matthew Yglesias Mis à jour le 23 mars 2020,

Les nouvelles demandes d'assurance-chômage affluent dans les ministères du travail des États à un rythme si effréné qu'il est littéralement hors norme.

L'augmentation est si importante qu'il n'y a pratiquement aucun moyen de prévoir ce qui va suivre pour l'économie puisque nous n'avons jamais vu de licenciements se produire à ce rythme dans le passé. C'est une situation effrayante qui souligne à quel point cette récession n'est pas la même que la Grande Récession de 2008 - elle pourrait même être pire.

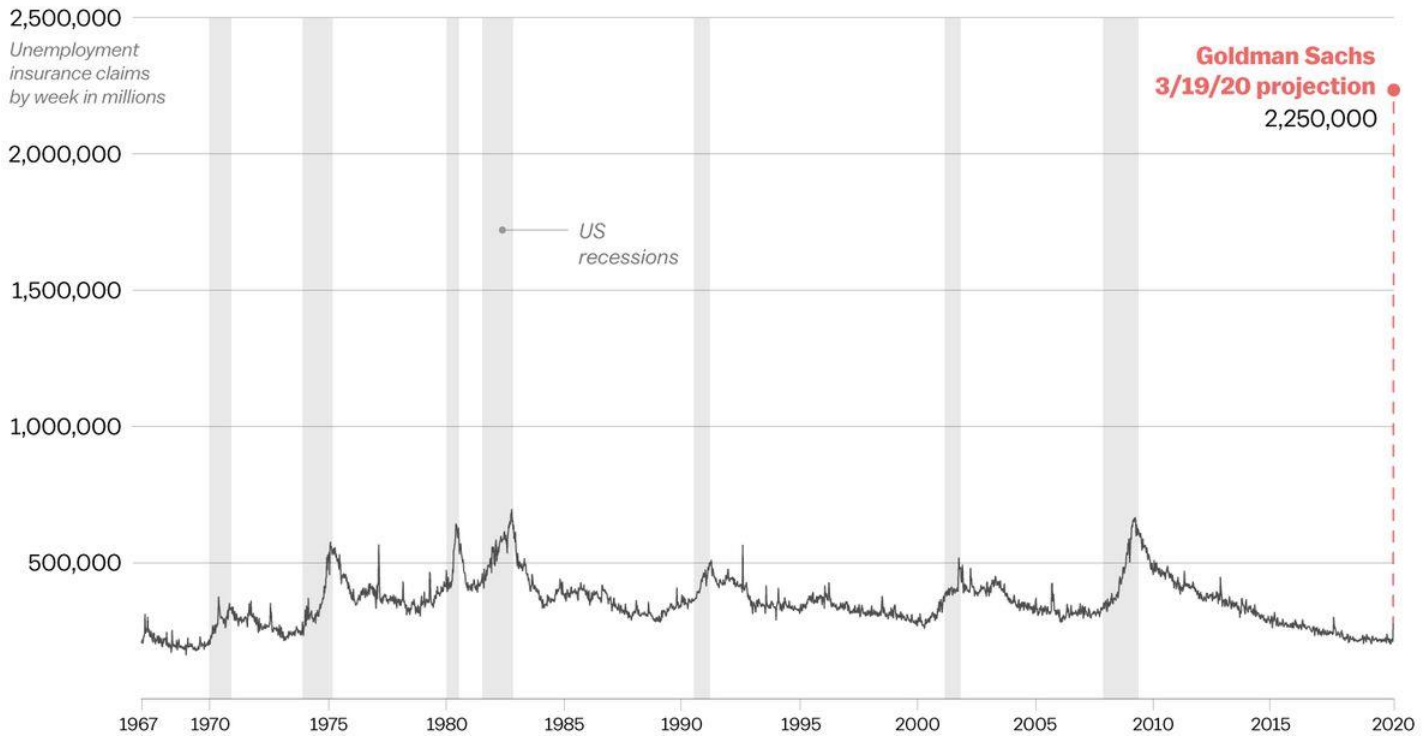
Le ministère du travail et de l'industrie de Pennsylvanie, par exemple, estime qu'il y aura un peu plus de 121 000 nouvelles demandes de chômage. La semaine dernière, il n'y en a eu que 281 000 dans tout le pays. Et c'est une augmentation par rapport au niveau de la semaine précédente, qui était de 211 000 demandes.

M. Trump a demandé aux États de cesser de parler de ces données jusqu'à la publication du rapport fédéral officiel jeudi. Mais une note de David Choi, économiste chez Goldman Sachs, basée sur ce qui a déjà été divulgué, indique que les nouvelles demandes atteindront 2,25 millions lorsque ce rapport sera finalisé - un chiffre qui fait voler en éclats tous les records.

Le graphique du chômage le plus effrayant jamais vu

Ce graphique (adaptation d'un graphique d'Andy Kiersz) compare les demandes hebdomadaires initiales de chômage depuis 1967, date à laquelle la série de données commence, avec les 2,25 millions de nouvelles demandes estimées que Goldman pense que nous verrons. Il s'agit d'une très forte augmentation. Tellement importante qu'elle va pratiquement ruiner l'échelle de l'axe des y pour tous les futurs graphiques de cette série de données : Christina Animashaun/Vox

An unprecedented rise in unemployment



Sources: US Employment and Training Administration; David Choi, Goldman Sachs

Vox

Cela ne signifie pas nécessairement que le chômage global atteindra un niveau sans précédent. Dans une analyse séparée, Jan Hatzius, de Goldman, estime que le chômage atteindra un pic d'environ 9 % - en partie parce qu'il compte sur une importante relance budgétaire - ce qui serait très mauvais mais encore un peu moins que les pics atteints en octobre 2009 ou en décembre 1982.

Néanmoins, le fait que nous n'ayons jamais vu une augmentation du chômage aussi rapide que celle à laquelle nous semblons être confrontés signifie que tous nos efforts pour prédire ce qui va se passer ensuite sont en grande partie des suppositions. Des récessions ont eu lieu dans le passé, mais elles se produisent lentement. Le type d'arrêt soudain de l'activité économique que nous observons est bien en dehors de tout ce que nous avons connu. Et il va briser le système d'assurance chômage, à moins que le Congrès ne prenne des mesures rapides pour injecter des fonds et modifier les règles.

L'assurance-chômage traditionnelle ne fonctionnera pas

Les systèmes d'assurance chômage sont gérés par les gouvernements des États avec un mélange d'argent des États et du gouvernement fédéral et sont régis par certaines règles fédérales avec un pouvoir discrétionnaire considérable des États.

Mais en gros, l'assurance chômage fonctionne de la manière suivante : si vous avez un emploi, vous et votre employeur cotisez à une caisse. Cette caisse verse ensuite des prestations aux personnes qui perdent leur emploi. Les prestations, à dessein, ne représentent qu'une fraction des revenus habituels du bénéficiaire, sont subordonnées à la preuve qu'il ou elle cherche activement un nouvel emploi et ne sont versées que pour une durée limitée.

Fondamentalement, le système fait un excellent travail pour aider les individus à faire face à la réalité que, dans une économie de marché saine, il y a toujours des entreprises quelque part qui échouent. Grâce à l'assurance chômage, si votre employeur fait faillite, vous disposez d'un coussin pendant que vous cherchez un autre emploi - mais le programme est délibérément avare pour vous assurer que vous allez en trouver un autre. Pendant les grandes récessions, le Congrès agit normalement pour prolonger le délai afin de reconnaître que même les demandeurs d'emploi diligents auront du mal à trouver un nouveau travail rapidement.

La pandémie de coronavirus fait grimper le chômage en flèche, mais compte tenu de la situation unique, nous ne voulons pas que les gens se ruent à la recherche d'un emploi.

Arindrajit Dube, économiste du travail à l'université du Massachusetts, a proposé de vastes changements dans la structure du programme pour faire face à l'augmentation de la demande d'aide.

"Au lieu que l'assurance chômage soit un instrument financé par les cotisations sociales pour aider modestement les travailleurs tout en les encourageant à chercher du travail", écrit-il dans une note d'information pour Economics for Inclusive Prosperity, "nous voulons qu'elle devienne (temporairement) un instrument entièrement financé par le gouvernement fédéral, permettant aux travailleurs de rester chez eux et aux entreprises de ne pas faire faillite".

Comment modifier l'assurance chômage

Cela signifie qu'il faut rendre le programme beaucoup plus généreux afin de couvrir presque entièrement les pertes de revenus, assouplir les conditions d'éligibilité afin que les gens n'aient pas à chercher activement un nouvel emploi, et aussi élargir le champ d'application du programme pour couvrir les personnes dont les heures sont réduites plutôt que celles qui sont licenciées. Ce dernier changement est particulièrement important. Dans l'ensemble du secteur de la restauration, les employeurs tentent actuellement de s'attaquer à la conversion à la vente à emporter uniquement et à la réduction de la demande, qui se combinent pour réduire considérablement leur besoin de travailleurs.

De nombreux propriétaires d'entreprises, reconnaissant que l'assurance chômage vous aide si vous êtes licencié mais pas si vos heures sont réduites, essaient de faire ce qu'il faut en licenciant une grande partie de leur personnel.

Permettre aux personnes dont les heures de travail ont été réduites d'avoir recours à l'assurance chômage permettrait plutôt le "partage d'emploi", où une entreprise entravée par la récession pourrait maintenir l'ensemble de son personnel sur la liste de paie, juste avec des heures fortement réduites. Cela serait meilleur pour le moral, aiderait les gens à faire face aux problèmes de garde d'enfants liés à la fermeture des écoles et permettrait aux entreprises de retrouver plus facilement leur pleine capacité lorsque l'urgence prendra fin.

Vous ne voudriez pas remplacer complètement les revenus perdus, car certains secteurs chercheront à augmenter leur personnel (Amazon, Walmart et de nombreuses épiceries connaissent une demande accrue, et

nous espérons pouvoir fabriquer plus de masques et d'autres fournitures médicales bientôt). Mais laisser les travailleurs et les entreprises entrer dans une sorte de mode d'hibernation est une chose pour laquelle le système d'assurance chômage n'a pas été mis en place, mais qu'il pourrait gérer grâce à des changements législatifs.

Pour cela, le Congrès doit vraiment agir rapidement.

Les choses vont très vite

Le processus législatif a sa propre logique, et cette logique, fondamentalement, est lente.

C'est pourquoi il est essentiel que les membres du Congrès comprennent que le marché du travail s'effondre actuellement à un rythme totalement inédit. On peut espérer que ce processus s'autolimitera - que nous connaîtrons cinq semaines de réclamations initiales vraiment mauvaises en une seule semaine et qu'il atteindra ensuite son point le plus bas - mais il n'est pas évident que ce soit le cas. Les licenciements qui ont lieu actuellement sont le résultat direct des mesures prises contre les coronavirus. Mais si les travailleurs licenciés voient leurs revenus chuter brutalement, ils devront réduire leurs dépenses. Et leurs dépenses constituent un revenu pour le reste d'entre nous.

Les entreprises qui peuvent rester ouvertes dans des conditions de quarantaine devront de toute façon fermer leurs portes si elles n'ont pas de clients. Des vagues de faillites pourraient dévaster le système financier de bas en haut, plutôt que de provoquer la crise financière comme elle l'a fait il y a 12 ans.

Les politiciens sont clairement conscients que la situation est désastreuse, mais le rythme des événements ne semble pas avoir vraiment percé au Congrès jusqu'à présent. Et à moins qu'il ne le fasse bientôt, prévoir un rebond rapide une fois le virus sous contrôle pourrait s'avérer être un vain espoir.

Éditorial: l'économie mondiale rongée par les termites des dettes. **Walking dead. On vous ment, on occulte.**

Bruno Bertez 29 mars 2020

Powell est apparu jeudi au show télévisé Today Show, il a exprimé le point de vue de toutes les élites. En France le Bruno Le Maire a dit la même chose.

« Il n'y a rien de fondamentalement mauvais dans notre économie. Bien au contraire. L'économie s'est très bien comportée jusqu'en février. Le niveau de chômage est le plus bas depuis cinquante ans. Nous partons donc d'une position très forte. Ce n'est pas que quelque chose ne va pas avec l'économie. »

Les propos de Powell ont été repris par les présidents régionaux de la Fed: Robert Kaplan de Dallas:

« Nous étions forts avant que débute cette affaire, et nous pensons que nous avons une grande chance d'en sortir encore très forts. »

La Fed estime qu'elle est « intervenue temporairement pour accorder des prêts » pour un système considéré comme fondamentalement solide et robuste ».

L'économie mondiale; the walking dead



Gaspard Alizan@GaspardAlizan

The Walking dead saison 10 épisode 15



Je vous ferais une remarque de bon sens : pourquoi accorder des prêts en panique, pourquoi acheter à carnet ouvert tout ce qui est à vendre sur les marchés, pourquoi faire fonctionner la planche à billets si tout va bien?

Pourquoi soutenir les marchés de crédit, les marchés de dettes qui s'effondrent si il n'y a pas de problème ?

La Fed ne se rend pas compte que malgré elle, elle révèle le pot aux roses: la situation sur le marché des dettes. La Fed révèle la vérité au travers ses mensonges. Les dettes, on n'en veut plus, on en a trop, on les vend; on les brade à n'importe quel prix. Ce à quoi nous assistons, c'est une révolusion.

Les autorités pratiquent ce que Freud appelle la dénégation, la Verne nung; cela consiste à nier quelque chose mais tout en le niant à le révéler malgré soi.

N'est-ce pas précisément dire le contraire que ce que l'on affirme que de reconnaître que l'on doit soutenir les marchés du crédit ? N'est-ce pas également pointer ce qui ne va pas, ce qui est défaillant que de concéder qu'il y a un problème du côté ... du passif de l'économie?

L'actif c'est ce que l'on voit, le passif c'est ce que l'on ne voit pas, c'est ce que l'on doit.

C'est vrai les dettes on ne les voit pas, on n'en parle pas. Pourtant c'est ce qui gouverne tout: une entreprise qui n'a pas accès au crédit disparaît. Un gouvernement également. Et on peut avoir un actif rutilant qui fait bonne impression et avoir des dettes colossales: si on ne peut les assumer c'est la déconfiture, la chute., C'est vrai pour une personne et c'est vrai pour un système économique.

Nos systèmes ont un actif c'est évident mais cet actif a été constitué, financé par des passifs, c'est à dire des fonds propres et des dettes et quand on n'a pas assez de fonds propres et trop de dettes, on sombre. On est menacé par l'insolvabilité et plus personne ne veut vous prêter. Pire ceux qui ont accepté de

vous faire crédit ne pensent qu'à une chose, se débarrasser de ces dettes qui en fait ne valent plus rien puisque vous êtes défaillant.

C'est exactement ce qui s'est produit et que le Président de la Fed refuse de vous expliquer. Il veut que vous restiez persuadés que tout va bien et que les passifs n'existent pas. Or les passifs c'est à dire l'argent, le capital, le pognon c'est ce qui gouverne tout.

Le passif d'un système c'est l'origine des fonds qui l'ont financé. Si le passif est sain les fonds propres sont importants et les dettes modestes; si le passif est malsain, les fonds propres sont insuffisants et les dettes abondantes.

Depuis des décennies la proportion de fonds propres en regard des dettes ne cesse de croître afin de bonifier les profits; les dettes coûtent moins cher que les capitaux propres ; on dit que cela s'appelle le levier. Comme son nom l'indique le levier est un moyen de multiplier les profits.

Le passif a plus de pouvoir dans un système que l'actif, « celui qui paie commande » dit-on . Et c'est vrai. Le passif; c'est le maître.

Le passif d'un système retrace l'origine des fonds. En 2010 les détenteurs du passif de l'Europe ont montré leur pouvoir en précipitant la Construction Européenne dans une crise de la dette dont elle ne s'est pas encore remise.

Ceux qui ont l'argent ont pris conscience que la bicyclette risquait de s'arrêter de rouler et ils ont opéré un sauve qui peut; plutôt que d'attendre d'être ruinés ils ont essayé de vendre par anticipation les créances qu'ils détenaient. C'est cela que Powell ne veut pas que vous sachiez. Il ne veut pas qu'il soit dit que la crise financière actuelle est un « run », un sauve qui peut sur les dettes.

L'argent, le crédit, tout cela doit rester non-su par le public, cela ne le regarde pas. C'est le grand secret, le mystère du vrai pouvoir, le pouvoir de ceux qui ont le droit de vie et de mort (sociale) sur tout ce qui est dépendant de l'argent, dépendant du crédit, autant dire presque tout le monde.

La monnaie, le crédit, les dettes, c'est l'éléphant rose dans la pièce mais cet éléphant vous est tellement familier que vous ne le voyez plus, tout se passe comme si c'était naturel comme l'air que l'on respire. Hélas, non, il n'y a tout un système, tout un appareil, tout un ensemble de théories et tout un ensemble d'institutions, tout un ensemble de personnes derrière ce qui vous paraît naturel, derrière la monnaie, derrière le crédit.

Donc on ne parle pas de ces choses-là, on dit que c'est trop technique. Ce qui soit dit en passant alimente dans le public les idées fausses comme l'idée que l'argent pousse sur les arbres. Non l'argent ne pousse pas sur les arbres il naît avec le crédit, avec les crédits que l'on accorde. C'est le crédit qui crée l'argent. Et c'est pour cela qu'une crise du crédit c'est terrible, cela détruit l'argent! La crise du crédit c'est le « trou noir », comme en astronomie, le trou noir dans lequel l'argent disparaît. et si l'argent disparaît l'activité économique se met en panne.

Il y a une autre raison pour laquelle les grands maîtres de l'œuvre au noir, les grands maîtres de l'alchimie monétaire ne veulent pas que vous compreniez; une raison très importante pour eux: si vous compreniez vous sauriez que tout est de leur faute; vous verriez clairement que ce sont des criminels en cols blancs.

Pourquoi ne veulent-ils pas que vous sachiez tout cela ? Bonne question. Réponse, vous seriez tentés de dire mais pourquoi leur a-t-on prêté autant d'argent à ces gens qui ne peuvent pas rembourser? Réponse: parce que l'on était obligés!

Nous sommes dans l'engrenage de la ruine:

Si depuis 2008 on n'avait pas prêté des trillions et des trillions quasi gratuitement, à des taux de plus en plus bas, le système économique aurait sombré. Nous avons été pris dans un engrenage qui nous a obligé à accorder de plus en plus de crédit, à rendre le crédit de moins en moins cher afin de donner l'impression que le système était solide et sain. Le crédit et la création de fausse monnaie ont permis de bétonner le système et de lui donner l'apparence de la solidité. On a noyé le système sous la monnaie, sous les dettes afin de dissimuler son insolvabilité. Si on vous prête encore plus d'argent quand vous êtes non solvable, vous repoussez la date de votre faillite.

Nous avons bradé le crédit afin d'appâter le maximum de gens et ainsi faire rouler la bicyclette Potemkine. Mais en rendant le crédit quasi gratuit et sans douleur nous avons attiré des gens de moins en moins solvables, des débiteurs de plus en plus douteux, fragiles; nous avons dû brader le crédit afin de donner une apparence de force. Le recours au crédit a été obligatoire comme le sont béquilles pour les paralytiques.

J'insiste car nous sommes dans un cas d'école; un responsable dit tout va bien et il pointe la moitié de la réalité, il occulte l'autre moitié. Ce responsable vous cache les étais derrière les palissades qui forment un village Potemkine.

Le discours tronqué, incomplet, c'est exactement le schéma des discours des gens qui détiennent le pouvoir; ils cachent ce qui ne va pas et mettent en avant ce qui va, ou plus exactement ce qui donne l'impression d'aller. Les détenteurs du pouvoir nient le négatif et s'attribuent le positif.

Hélas, le monde est un tout et vous avez beau avoir une belle maison, si vous êtes couvert de dettes et que votre banquier refuse de vous les renouveler, alors vous êtes mis dehors et on vend votre maison, finies les apparences, vous êtes tout nu, dans la misère et c'est ce qui arrive à nos économies.

Les masses énormes de crédit et donc de dettes ont formé des bulles, des hernies et ce sont ces bulles qui ont permis de masquer la réalité d'économies très fragiles, très déséquilibrées, sans cesse menacées de s'écrouler.

Les économies américaines européennes et mondiales sont des «économies à bulles» instables, alimentées par le crédit et les excès financiers, notamment par un effet de levier spéculatif sans précédent sur le marché des actifs.

Le levier c'est ce qui permet d'acheter des biens, des actifs même si on n'a pas d'argent; on «joue» la hausse de leur prix. On spéculé. Les très riches ont accès à ce crédit gratuit et ils achètent des choses dont le prix monte et ils s'enrichissent encore plus. On ne prête qu'aux riches et l'argent va à l'argent. C'est le processus de constitution/aggravation des inégalités à notre époque.

Le bilan d'une banque centrale donne une mesure du crédit qui est injecté dans une économie: la banque centrale achète du crédit elle le met à son actif et elle crédite le compte de son vendeur à son passif.

Les actifs de la Fed ont dépassé les 5 trillions \$ cette semaine, et je serai stupéfait s'ils reviennent encore un jour en dessous de ce niveau. Ils vont continuer à grossir, grossir.

Je me souviens que les responsables de la Fed avaient prévu en 2011 que sa «stratégie de sortie» ramènerait le bilan de la Réserve fédérale à des niveaux proches de ceux d'avant la crise : ces niveaux d'avant la crise étaient si mes souvenirs sont bons étaient de 900 milliards !

Dans la voie de la fuite en avant dans le crédit ai-je écrit à cette époque, c'est Hotel California, on check-in, on ne check- pas out. Ils ont à cette époque brûlé les vaisseaux. Jamais depuis la crise je ne me suis trompé dans l'analyse, cela n'a rien à voir avec la gloire, cela a à voir avec le cadre analytique que je pratique; je mets le profit et la dette au centre du système et je tire sur le fil, je tire les conclusions et elle s'enchaînent. J'épingle souvent ceci en disant que ce qui se produit c'est la Nécessité, la logique dialectique. Ce qui est en germe advient.

Nous sommes loin très loin de l'état de bonne santé dont font état les propagandes officielles, nous sommes sous perfusion nous sommes sous surveillance dans une couveuse, lessiveuse financière. Et le tas de sable que forment peu à peu les dettes devient instable, il atteint au fil du temps comme disent les médecins un stade critique. Une fenêtre d'instabilité s'ouvre et au moindre coup de vent, la fenêtre devient une brèche par laquelle s'engouffre la tempête.

Les passifs de nos systèmes sont obèses, asphyxiants et de qualité minimale après des dizaines d'année d'addiction à la drogue pas chère.

Ce qui s'est traduit par un pourrissement, un affaiblissement de l'économie réelle, ce que j'appelle l'actif. Soufflée au crédit, pleine de graisse malsaine l'économie réelle est encombrée de zombies. La dégradation de la qualité des dettes a rejailli sur l'actif: avec de la dette pourrie on a financé des actifs de moins en moins bonne qualité, de moins en moins bonne utilité.

Les conditions financières ultra-lâches ont alimenté le surinvestissement, le mauvais investissement et le gaspillage. Elles ont faussé les habitudes de dépenses des entreprises. La confusion de la finance et de l'économie a alimenté une activité imaginaire.

Des milliers d'entreprises non rentables ont proliféré dans toute l'économie gaspillant des capitaux d'emprunt qui ne seront jamais remboursées, qu'ils s'agisse de la bulle technologique, aux énergies alternatives, aux biotechnologies, aux médias, au divertissement et aux loisirs, etc. Tout est gravement inadapté et surtout vorace en crédit.

J'ai traité ci-dessus les deux questions connexes bilantielles, c'est dire les questions de l'actif du système et de son passif, pour être complet et aller plus loin dans la mise à jour de la pourriture il faudrait passer du bilan aux flux. Du bilan/stock aux revenus/compte d'exploitation. Le crédit n'a pas fait que gonfler les actifs il a gonflé les revenus et les effets de richesse.

Je ne fais que les survoler.

Le système obèse, pourri, boursoufflé, hypertrophié distribue des revenus aux agents économiques supérieurs à ce qu'il devrait distribuer. En effet même ce qui est malsain distribue des revenus! Donc on peut en tirer la conclusion que dans le système il y a une part considérable des revenus qui doit disparaître car elle est produite par ... la pourriture.

Mais il y a plus. Les agents économiques sont sensibles à l'effet de richesse et ils consomment en partie, surtout les riches et ultra riches en fonction de leur richesse ressentie; comme une partie de la richesse ressentie a pour origine la pourriture, elle est condamnée à disparaître.

En Prime

La majorité des américains n'a aucune épargne et n'a que des dettes

Danielle DiMartino Booth

@DiMartinoBooth

This is precisely my point. When 38% of Americans who make more than \$75k have no savings & 25% making \$100k are in same dire straits, there's a good chance the way many Americans APPROACH spending & saving will be altered forever.

L'input essentiel de la production de richesse s'effondre et tout se désolvabilise en chaîne, l'énergie est un des ancrages majeurs de la Valeur/



Lisa Abramowicz

✓ @lisaabramowicz1

Virus lockdowns have cut global oil consumptions by up to 25%. One investor predicts crude prices will fall below \$20 a barrel within days. [https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-03-29/the-global-oil-market-is-broken-drowning-in-crude-nobody-needs ...](https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-03-29/the-global-oil-market-is-broken-drowning-in-crude-nobody-needs...)



The Global Oil Market Is Broken, Drowning in Crude Nobody Needs

The global oil market is broken, overwhelmed by an unmanageable surplus as virus lockdowns cascade through the world's largest economies.

bloomberg.com

La dette mondiale va passer de 360% a 400% des GDP!

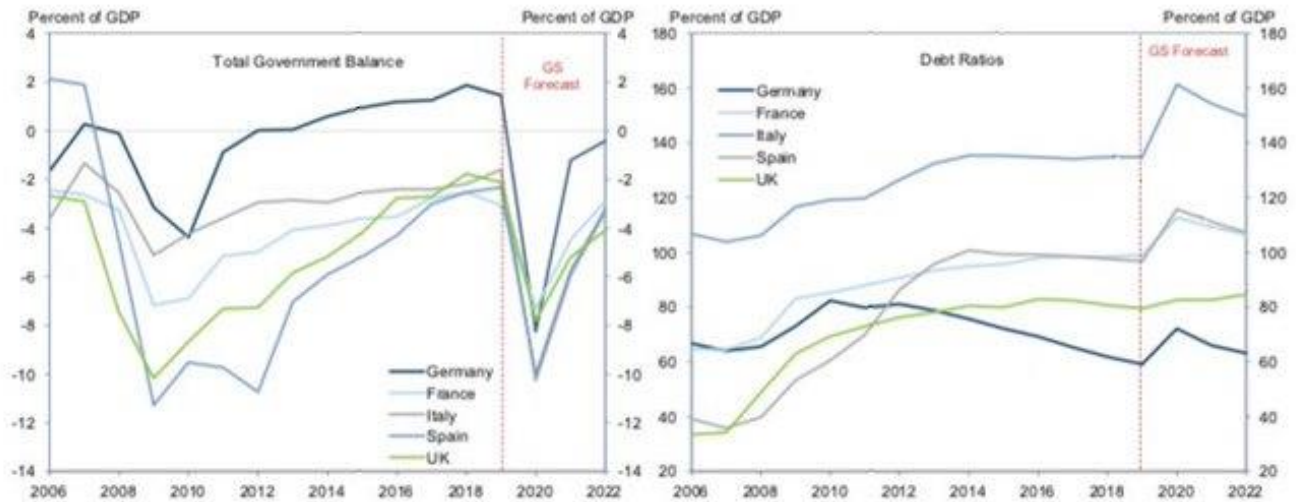


Daniel Lacalle

The global economic sudden stop may have devastating consequences in the economy.

Global debt may soar to 400% of GDP as deficits balloon to 8-10% of GDP in major economies and private debt accelerates to unprecedented levels as earnings collapse and funding needs rise.

Exhibit 5: A Sharp Deterioration of the Fiscal Outlook

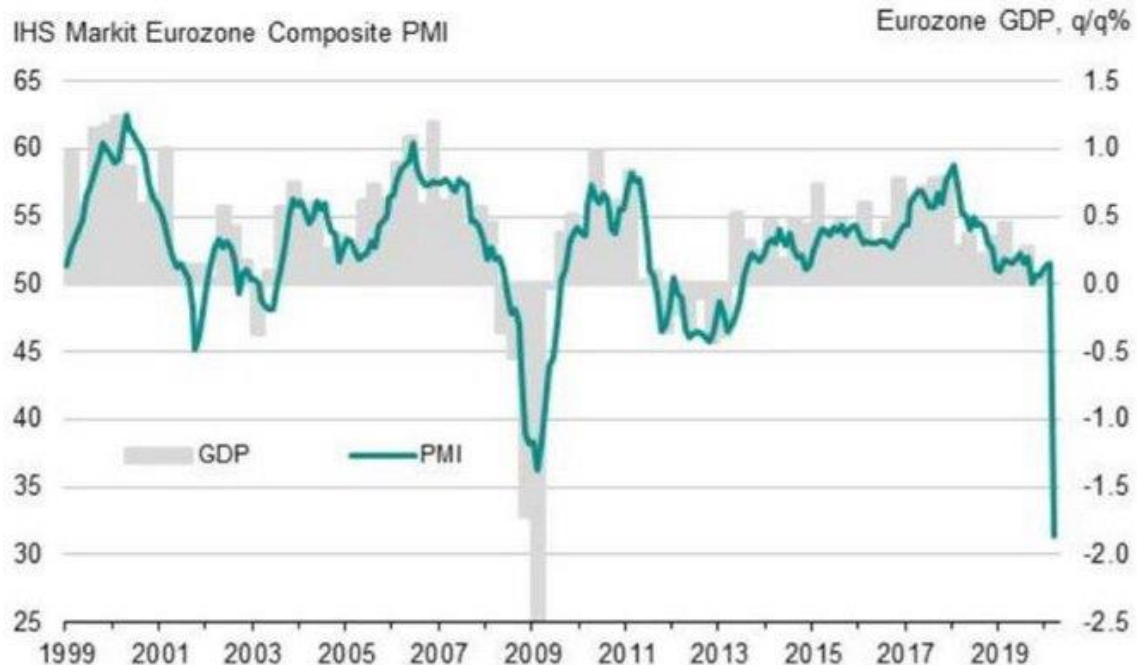


Source: Goldman Sachs Global Investment Research

L'économie européenne était déjà en réanimation depuis 2018!

Daniel Lacalle

The eurozone economy was in stagnation in 2018-2019. It is on the way to depression.



Sources: IHS Markit, Eurostat.

Billet: du « tout en bulles » à l'inflation future. Inflation, nous voila... dans quelque temps bien sûr

Bruno Bertez 28 mars 2020

Contrairement aux affirmations que l'on entend un peu partout, la bulle mondiale n'a pas éclaté . Il suffit pour s'en persuader de considérer le graphique ci dessous qui montre l'évolution de la bulle des obligations d'état dans le monde.

Le capital mondial placé en fonds d'état est de 57,9 trillions, et pour ceux qui ne comprendraient pas comment cela fonctionne il faut préciser que ce capital a progressé de 2,3 trillions grâce **au début** des achats des banques centrales. Les banques centrales ont re-soufflé dans la bulle en grossissant l'actif de leur bilan.

Le rendement du 10 ans US a baissé de 16 pbs à 0,67% comme celui du Bund qui se retrouve à -0,48%.

Le « tout en bulle » reste en place, simplement les « hernies » se sont un peu déplacées, elles se répartissent différemment entre les actions, les obligations, les emprunts investment-grade, les emprunts junk et les money market funds.

Le « tout en bulle » c'est tout cela, tout ce que je viens d'énumérer; **le tout en bulles ce n'est pas seulement un concept de prix gonflés, c'est aussi une masse hypertrophiée comme celle des MMF.**

je suis assez satisfait, relisez mes textes, très clairs, de ne pas m'être trompé et d'avoir annoncé dès les premiers jours que la bulle ou le « tout en bulles » n'étaient pas en train d'éclater .

C'était important de le diagnostiquer non seulement pour le présent mais pour l'avenir, j'y reviendrais.

Pour le présent car cela permet aux autorités de prétendre contrôler la situation et de maintenir un certain effet de richesse qui évite la déflation en chaîne.

Pour l'avenir car si la bulle et le « tout en bulles » n'éclatent pas, la sortie des politiques actuelles et la reprise économique future vont être très difficiles à gérer , voire impossible.

C'est à partir de ces analyses que j'ose affirmer avec conviction que dans quelques années, à la sortie, nous aurons une forte accélération de l'inflation des prix et des salaires contre laquelle les autorités ne pourront rien, elles seront tétanisées. j'expliquerai tout cela un jour prochain.

Retenez en tous cas ceci;

Soulagement + inondation de monnaie + regonflement du tout en bulles + choc de l'offre + demande potentielle comprimée + début de reprise économique + régression de la globalisation + dette de l'état considérable = rapport de forces plus favorables aux salariés = accélération des prix des biens et des services.

Accélération contre laquelle la banque centrale ne pourra pas lutter car l'existence de bulles colossales et d'un endettement astronomique la paralyseront, elle n'osera pas remonter les taux de peur de refaire une grande crise financière, une GFC3.

La bulles des fonds d'état bien requinquée.



A lire absolument : le centenaire de la grippe espagnole

Bruno Bertez 29 mars 2020

En 1918-1919, la grippe dite « grippe espagnole », due à une souche de grippe (H1N1) virulente et contagieuse vient de Chine, avant de muter aux Etats-Unis. Elle a pris le nom de « grippe espagnole » parce que l'Espagne, non impliquée dans la guerre de 1914-1918, fut le seul pays à publier librement les informations relatives à l'épidémie.

Le virus de la première grippe, qui n'était pas encore appelée « grippe espagnole » n'était pas mortel dans ses débuts. Il provenait sans doute de la région de Canton en Chine, pays où sévit une forte interaction entre les populations humaines, aviaires et porcines.

Le virus aurait ensuite atteint les États-Unis par le biais d'un bataillon américain revenant de cette région chinoise vers une base de Boston, où il fit ses premiers morts recensés. Cette épidémie se répandit rapidement en Europe, par le biais des mouvements de troupes alliées. Si elle touche un grand nombre d'individus, elle est peu mortelle et quasiment éteinte en juillet 1918.

Mais à partir de la mi-septembre 1918, les premiers cas mortels de ce qui va devenir « la grippe espagnole » sont signalés autour de Boston. Cette vague virale se caractérise par une mortalité 30 fois plus élevée que les épidémies grippales habituelles, soit un taux de mortalité moyen de 3 % des grippés. Du fait de sa grande contagiosité, elle se répand en quinze jours sur l'ensemble du territoire américain et atteint l'Europe par le biais des renforts américains venus aider les armées alliées.

Une fois disséminée, le nombre de contaminés explosa, puisque 30 à 40% de la population étasunienne fut atteint, avec un taux de mortalité proche de 5%. Une infirmière sur quatre mourut. Bon nombre de villes américaines furent paralysées par le grand nombre de malades et le refus d'aller travailler.

Suivant la même évolution qu'aux États-Unis, la maladie part du Nord-Est de la France vers le 15 octobre, conquiert rapidement le territoire français, atteint la Grande-Bretagne par les mouvements de troupes britanniques, puis, avec une à deux semaines de décalage, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne et l'ensemble des pays limitrophes. D'Europe, des bateaux, avec à leur bord des marins grippés, partent vers l'Afrique, l'Amérique du Sud, les Indes, la Chine et l'Océanie.

L'épidémie devint alors pandémie. Les populations européennes, affaiblies par quatre ans de guerre et de pénuries, subirent des pertes plus grandes encore que celles des États-Unis. Les villes furent paralysées, autant par la maladie que par sa crainte. Mais aux États-Unis, après deux mois d'activité, l'épidémie perdit de sa force. Il en fut de même en Europe qui supporta un mois de propagation suivi d'un mois de morts, perdant de sa force en décembre 1918.

La censure de guerre limita l'information sur la pandémie, les journaux se contentant d'annoncer qu'une nouvelle épidémie touchait surtout l'Espagne, le seul pays neutre qui publiait librement les informations relatives à cette épidémie, alors que celle-ci faisait déjà des ravages en France.

À partir de début novembre 1918, le virus se répandit dans toute l'Afrique, l'Amérique Latine, les Indes, la Chine ainsi qu'en Océanie, le pourcentage de grippés oscillant entre 30 et 80 % de contaminés, parmi lesquels il y eut de 1 à 20 % de cas mortels, jusqu'à ce que les épidémies perdent de leurs forces en janvier 1919. L'Inde, à elle seule, aurait eu 6 millions de morts et la Chine autant. Puis, durant l'année 1919, arriva une nouvelle vague de grippe espagnole dont les effets furent limités parce que l'ensemble des individus déjà atteints lors de la seconde vague de grippe étaient immunisés et ne pouvaient plus colporter le virus.

À la fin, on estime qu'un tiers des 1,83 milliards d'êtres humains de l'époque, avaient été contaminés par la grippe espagnole et qu'elle avait provoqué 20,5 millions à 21,5 millions de morts qui s'ajoutaient aux 30 millions de victimes emportées par la guerre de 1914-1918. Régionalement, on compta 549 000 morts aux États-Unis, 408 000 en France et 220 000 au Royaume-Uni. Pour l'ensemble de l'Europe, il y eut 2 à 3 millions de morts, 6 millions de morts en Inde et autant en Chine.

Ce virus de la grippe espagnole était de type H1N1. On a pu en retrouver les caractéristiques génétiques, qui semblent être d'origine aviaire, grâce à la conservation de cadavres de malades inuits et norvégiens conservés dans le pergélisol. C'est en mutant aux États-Unis que sa virulence fut multipliée par trente.

Les malades propageaient le virus durant les deux premiers jours de leur infection sans présenter de symptômes, qui se manifestaient ensuite pendant 3 à 5 jours par de la fièvre et l'affaiblissement des défenses immunitaires ; enfin apparaissaient des complications mortelles dans 3 % des cas, dues à une surinfection bronchique bactérienne contre laquelle on ne disposait pas d'antibiotiques, mais aussi à une pneumonie provoquée par le virus.

Toutes les grippes actuelles proviennent du virus de 1918 à partir de combinaisons, mutations ou réassortiments, mais le COVID-19 fait partie d'une autre famille de virus souvent inoffensifs, comme l'était la grippe espagnole par rapport à la grippe ordinaire...

<http://andreboyer.over-blog.com/2020/03/le-centenaire-de-la-grippe-espagnole.html>

Le massacre des dégradations a commencé

par Wolf Richter - Mar 27, 2020

Tout simplement stupéfiant. Tant de dégradations en quelques jours. Et zéro surclassement. Voici qui a été touché.

Par Wolf Richter pour WOLF STREET :

Je reçois "Moody's Daily Alert" dans ma boîte de réception, qui liste les actions de notation de Moody's pour la journée. Les alertes sont généralement un mélange de quelques améliorations et de quelques dégradations. Souvent, il n'y a pas de déclassement. Au début de cette année, il est devenu évident, sans compter, que les dégradations commençaient à dépasser largement les hausses. Mais cette semaine, les trois alertes ont été un torrent de 69 déclassements et aucun relèvement. C'est quelque chose que je n'avais pas vu depuis que j'ai commencé à m'abonner à ce service il y a des années. Certains déclassements ont été effectués d'un seul coup et de plusieurs crans.

Ce rapport de zéro surclassement à 69 déclassements par Moody's cette semaine est une détérioration époustouflante des actions de déclassement déjà lourdes de conséquences jusqu'à présent cette année. Moody's a maintenant déclassé plus de 180 sociétés cette année, dont 69 que j'ai reçues dans ma boîte de réception cette semaine !

En outre, ces alertes contenaient un torrent d'avertissements sur les "notations en cours de révision pour une nouvelle dégradation" ou les "perspectives négatives", ce qui signifie que des dégradations ou des dégradations supplémentaires sont à venir.

Les analystes de Moody's doivent faire des heures supplémentaires pour préparer leurs rapports de dégradation, et ils ont pris du retard, et il va leur falloir un certain temps pour rattraper leur retard. En attendant, ils émettent des avertissements sur ce qu'ils ont dans leur pipeline de déclassement.

Par exemple, cette semaine, Moody's a abaissé la note de crédit senior de Ford d'un cran (à Ba2). La note familiale de Ford est déjà Ba2. Moody's a averti qu'il a placé les notations sous examen en vue d'une nouvelle dégradation. Moody's a déclaré que les notations "reflètent un profil de crédit déjà stressé et un programme de restructuration à très long terme". L'entreprise est maintenant encore plus accablée par la perspective d'un déclin sévère et prolongé des marchés automobiles précipité par le coronavirus".

Moody's a également déclaré cette semaine qu'il a placé FCA (actuellement Ba1) sous examen pour un déclassement d'un cran plus profond en "junk", et qu'il a placé les notations seniors non garanties de GM (actuellement Baa3, un cran au-dessus de "junk") sous examen pour un déclassement en "junk". Dans le livre de Moody's, Tesla a toujours été classé "junk" (actuellement B3).

Pour rappel, sur l'échelle de Moody's, "investment grade" est une notation de Baa3 et plus telle que Baa2 ou Baa1, A3 etc. La "junk" est tout ce qui est inférieur à Baa3, à commencer par Ba1, Ba2, etc. La note la plus basse de Moody's est C pour défaut (ma feuille de triche en anglais simple pour les notes de crédit des obligations par Moody's, S&P et Fitch).

Moody's, c'est l'équivalent d'une journée de déclassements.

La liste ci-dessous indique les 28 dégradations effectives de l'alerte finale de cette semaine, envoyée jeudi. Il y a quelques grands noms. La plupart d'entre eux sont des rétrogradations de pacotille en pacotille.

1. Saracen Development : a abaissé de 4 crans la note de B3 à Caa1 avec une "perspective négative", ce qui signifie que d'autres dégradations sont probables.
2. Sugarhouse HSP Gaming : déclassement d'un cran plus profond, de B2 à B3 ; avec une perspective négative.
3. Churchill Downs : déclassement d'un cran plus profond dans la catégorie "junk", de Ba2 à Ba3 ; perspective négative
4. Fusion CCM : déclassement d'un cran de B1 à B2 ; perspectives négatives
5. La notation de la dette senior de Ford : elle a été abaissée d'un cran, de Ba1 à Ba2 ; "place la notation sous examen pour un nouvel abaissement".
6. PetroChoice Holdings réduit de quatre crans sa dépendance à l'égard des produits pétroliers, de B3 à Caa1 ; perspectives stables
7. Men's Wearhouse : coupé de trois crans plus profondément dans la camelote, de Ba3 à B3 ; notes en cours d'examen pour une nouvelle dégradation.
8. Bruin E&P Partners : anéanti par huit crans, de B2 (deux crans dans la jonque) à Ca (défaut imminent avec peu de perspectives de reprise) ; perspective stable.
9. Metro-Goldwyn-Mayer : déclassement d'un cran plus profond, de Ba3 à B1 ; les perspectives sont stables.
10. Buena Vista Gaming Authority : dégradation d'un cran de la note de Caa1 à Caa2, note en cours d'examen en vue d'une nouvelle dégradation.
11. Mohegan Tribal Gaming Authority : dégradation d'un cran de la note de B2 à B3, de B2 à B3 ; perspectives négatives.
12. Twin River Worldwide Holdings : dégradation d'un cran de la note de B1 à B2 ; perspectives négatives.
13. Downstream Development Authority : déclassement d'un cran de la note de B2 à B3 ; perspectives négatives.
14. Goodyear Tire & Rubber Company : déclassement d'un cran plus profond dans la jonque, de Ba3 à B1.
15. Dayco Products : déclassement de deux crans en "junk" profond, de B3 à Caa2, perspectives négatives.
16. Cooper-Standard Automotive : déclassement d'un cran en dessous de la moyenne, de B2 à B3 ; perspectives négatives.
17. Lifetime Brands : dégradation d'un cran de la note de B1 à B2 ; perspectives négatives.
18. NN, Inc : déclassement d'un cran en "junk", de B3 à Caa1 ; notes en cours d'examen en vue d'un déclassement.
19. Adient's senior secured rating : dégradation d'un cran de la note de base, de Ba2 à Ba3. Les notations des familles d'entreprises sont à l'étude en vue d'un déclassement.
20. Casablanca's (Apple Leisure Group) : déclassement de deux crans, et en "deep junk", de B3 à Caa2, perspectives négatives.
21. Ahern Rentals Inc. : déclassement d'un cran de B2 à B3 ; notes placées sous examen en vue d'un nouveau déclassement.
22. S. Farathane : rétrogradé de trois crans, maintenant en "deep junk", de B3 à Caa3, perspectives négatives.
23. Fetch Acquisition : déclassé d'un cran, plus profondément dans la junk, de B2 à B3 ; perspective négative
24. Spectacle Gary Holdings : déclassement d'un cran, et en "deep junk", de B3 à Caa1 ; perspectives négatives.
25. Blue Ribbon : déclassement d'un cran de B3 à Caa1, perspectives négatives.
26. The Enterprise Development Authority : rétrogradation d'un cran de B3 à Caa1 ; notations en cours d'examen en vue d'une nouvelle rétrogradation.
27. Jacobs Entertainment, Inc : dégradation d'un cran de la note de B2 à B3, perspectives négatives ; notations sous examen en vue d'un nouveau déclassement.
28. Peninsula Pacific Entertainment : rétrogradation sur l'échelle de notation et dans la catégorie "deep junk", de B3 à Caa1 ; les perspectives sont négatives

Mardi et mercredi, Moody's a frappé 41 entreprises avec des déclassements. En voici quelques exemples :

- Trois grandes chaînes de cinéma : AMC (la plus grande au monde), Cineworld (la deuxième au monde) et la holding familiale Redstone, National Amusements (NAI) ; toutes les trois en B3.
- Midas Intermediate Holdco (centres de services automobiles) à Caa1.
- Un groupe d'entreprises du secteur pétrolier et gazier, dont Murphy Oil Corporation à Ba3 et Transocean (le plus grand entrepreneur de forage en mer au monde) à Caa1.
- Darden Restaurants à Baa3.
- Une série de sociétés de casino, dont Station Casinos en B2, CBAC Gaming en Caa2 et Golden Nugget en B3
- Les grandes chaînes hôtelières, dont Four Seasons Hotels à Ba3, Hyatt Hotels à Baa3, Marriott's senior unsecured rating à Baa3, et Aimbridge Hospitality Holdings (plus grand opérateur hôtelier tiers, avec plus de 1 300 propriétés) à B3.
- VeriFone Systems (systèmes de paiement électronique et de points de vente) à B3.

Depuis le début de l'année, Moody's a procédé à plus de 180 déclassements, dont 20 ont touché des sociétés de premier ordre et 160 des sociétés mal notées. Ce rapport entre les sociétés de qualité investissement et les sociétés de pacotille est à peu près confirmé dans les listes ci-dessus.

S&P est devenu encore plus actif. Ses déclassements ont touché plus de 300 sociétés jusqu'à présent cette année, et elle n'a rehaussé que 75 sociétés. Mais ces revalorisations ont cessé. Rien qu'en mars, S&P a déclassé environ 200 entreprises, et aujourd'hui encore, elle en a déclassé 27 ! Ces analystes travaillent maintenant aussi dur que possible pour rattraper leur retard.

Une journée de déclassements chez S&P

Voici les 27 entreprises que S&P a rétrogradées aujourd'hui ; et elle a rehaussé de zéro. Cette liste comprend quelques grands noms, tels que les détaillants Ross Stores, Burlington Stores, Bed & Bath, TJX et L Brands (encore une fois, ma triche pour les notations de crédit des obligations par Moody's, S&P et Fitch) :

1. Noble Energy : Abaissée à "BBB-" ; Perspective négative
2. DuPont de Nemours : Abaissement de la note à "BBB+" en raison de conditions macroéconomiques plus faibles ; surveillance négative ; baisse de la note de la dette
3. PS Holdco : Abaissé de "B+" à "B" en raison de mesures de crédit plus faibles que prévu ; perspectives négatives
4. Centennial Resource Development : Baisse de trois crans de "B+" à "CCC+" suite à la forte chute des prix des produits de base ; perspectives négatives
5. Logix Intermediate Holding Corp : Déclassement en "CCC" pour l'impact économique du coronavirus ; perspectives négatives
6. Alliance Resource Partners : Abaissé à "BB-" ; perspectives stables
7. Pipeline Glass Mountain : Abaissé à "B-" en raison de l'augmentation prévue de l'effet de levier ; perspectives négatives
8. L Brands (Victoria's Secret, Bath & Body, etc.) : Abaissé à "B+" en prévision d'une faible demande au sein de COVID-19 ; perspectives négatives
9. Ressources continentales : Abaissé de "BBB-" à "BB+" en raison de mesures de crédit plus faibles, d'un risque de refinancement et de perspectives négatives
10. Covanta Holding Corp : Abaissement de la note à "B+", perspective stable ; baisse des cotes de la dette
11. BDF Acquisition Corp : Abaissement de la note de "B" à "CCC+" en raison de la faiblesse des performances attendues, de la pression sur les liquidités et des perspectives négatives

12. Matador Resources : B- pour les mesures de crédit plus faibles, le resserrement des liquidités et les perspectives négatives
13. Amusements nationaux : B- au lieu de "B+" en raison d'une réduction de la liquidité, les notes restent négatives selon CreditWatch
14. Groupe international de lavage de voitures : B- sur l'impact de la COVID-19 sur les niveaux de trafic ; perspectives stables
15. Antero Resources : Déclassement en "B-" en raison de conditions de marché difficiles ; perspectives négatives
16. Bed Bath & Beyond : Abaissé à "B+" en raison de vents contraires opérationnels exacerbés par le coronavirus ; perspectives négatives
17. Winnebago Industries : Abaissé à "B+" pour l'impact prévu de la COVID-19 ; perspectives négatives
18. Groupe Cirque Du Soleil : Abaissé à "CCC-" en raison d'une forte pression sur les liquidités ; perspectives négatives
19. Ressources HighPoint : Révision à la baisse de la note "CCC+" pour les risques de liquidité ; perspectives négatives
20. Le groupe NORDAM : Déclassement à "B" pour les éventuelles ramifications du coronavirus ; perspectives stables
21. Exploitation de produits de construction spécialisés : Déclassement en "B-" suite à l'impact de COVID-19 et aux pressions de la récession
22. Magasins Ross : Déclassement à "BBB+" pour les problèmes de performance liés à la pandémie de coronavirus, perspectives négatives
23. Magasins de Burlington : Baisse de la note à "BB" en raison de pressions opérationnelles dans le contexte d'une épidémie de coronavirus ; perspectives négatives
24. TJX : rétrogradation à "A" suite à l'interruption de l'exploitation liée à la COVID-19, affaiblissement des paramètres de crédit, perspectives négatives
25. Thor Industries : Abaissé à "BB-" en raison de l'impact prévu de la COVID-19 ; perspectives négatives
26. Dayco : Déclassement en "CCC+" en raison des effets de la pandémie de coronavirus, perspectives négatives
27. National Fuel Gas Co. : Dégradation de la note à "BBB-" en raison de la baisse des hypothèses de prix qui affaiblit les mesures de crédit ; perspectives négatives

Une seule journée de travail : 27 rétrogradations, zéro surclassement.

Je vois les analystes faire des heures supplémentaires pour essayer de faire sortir tous ces rapports. Et quand ils ont fini de dégrader leur univers, le cycle recommence avec d'autres dégradations et d'autres avertissements sur les dégradations futures.

Le rythme auquel cela se produit actuellement - le rythme qui a démarré ces derniers jours - est tout simplement stupéfiant. Et il montre à quel point les agences de notation sont soudainement motivées pour rattraper la réalité de cette crise financière.

Les actifs de la Fed montent en flèche pour renflouer la bulle de tout ce qui a implosé et qu'elle avait travaillé si dur à gonfler au cours de la dernière décennie.

Cartes postales de la ligne de front

Par John Mauldin 27 mars 2020

Des événements sans précédent se produisent si rapidement que je sais à peine par où commencer. Mais commençons par un petit événement, qui ne se remarque peut-être que pour moi.

Au fil des ans, j'ai reçu des milliers de courriels de lecteurs répondant à mes lettres. Je les lis et les apprécie tous, même les plus critiques. Souvent, les lecteurs mentionnent où ils se trouvaient lorsqu'ils lisent ma lettre. Ils me lisent dans les avions, les trains, les terrains de golf, les plages, les campings, les limousines, les bureaux, les hôtels et partout où vous pouvez imaginer.

Mais aujourd'hui, je peux prédire avec certitude que presque tous les lecteurs liront cette lettre... chez eux.

Du moins, j'espère que vous êtes chez vous. Et j'espère que votre maison est confortable parce que vous pourriez y rester un certain temps. Je suis dans la même situation, chez moi à Porto Rico. Nous sommes en sécurité et bien approvisionnés pour le moment.

Comme la situation économique et les marchés changent de jour en jour, j'ai décidé d'aborder cette lettre un peu différemment. Plutôt que d'approfondir un seul sujet, je vais partager de brèves balles sur les nombreux points qui tourbillonnent dans mon esprit. Pensez à cela comme à des cartes postales de la ligne de front. Elles ne seront pas classées dans un ordre particulier et pourraient susciter encore plus de questions.

Mais c'est le monde tel qu'il est aujourd'hui : beaucoup de questions, peu de réponses.

Avant de commencer, voici au moins un moyen de trouver quelques réponses. Chez Mauldin Economics, nous avons décidé d'offrir à chacun de nos lecteurs un abonnement gratuit de trois mois à notre conseil en investissement dans le domaine de la santé, Healthy Returns. Il vous suffit de cliquer sur ce lien et d'entrer votre meilleure adresse électronique - sans condition et sans carte de crédit.

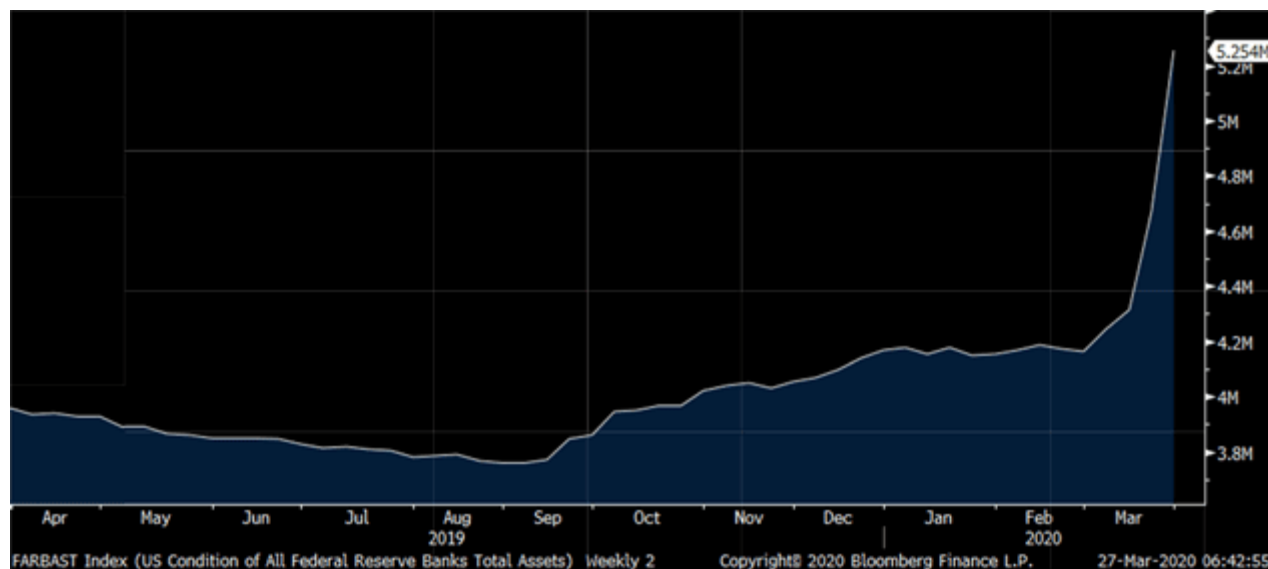
Nous devrions tous nous concentrer sur la santé et la sécurité de notre famille dès maintenant. Considérez ceci comme une aide supplémentaire pour veiller à votre bien-être financier. Profitez de vos trois mois gratuits de Healthy Returns ici.

Réserve fédérale : de 5 000 milliards de dollars à 10 000 milliards

Avec les activités récentes, le bilan de la Réserve fédérale a explosé pour atteindre plus de 5 000 milliards de dollars. Mon ami Peter Boockvar pense que les actifs pourraient facilement atteindre 10 000 milliards de dollars, et que des problèmes se poseront lorsqu'ils essaieront de réduire leurs activités. Je ne suis pas sûr qu'ils le feront. Je pense que cette fois-ci, ils pourraient prendre une page du livre de la Grande Dépression et ne pas s'inquiéter de sa liquidation.

Permettez-moi d'aller plus loin. Les années 2020 seront la décennie de "Tout ce qu'il faut". J'ai dit qu'avant la fin de la décennie, le bilan de la Fed sera de 20 000 milliards de dollars et approchera probablement les 30 000 milliards de dollars. Je pense toujours que c'est le cas.

Bien que ces chiffres soient stupéfiants, en pourcentage, ils ne sont pas plus élevés que ceux du Japon aujourd'hui. Nous devons examiner plus tard l'effet que cela aura sur la valeur du dollar. J'entends les économistes de l'école autrichienne crier qu'il doit avoir une valeur inférieure. Mais cela n'a pas été le cas au Japon, et seulement un peu en Europe et pour différentes raisons. Chaque pays aura ses propres caractéristiques lorsqu'il s'agira d'élargir sa base monétaire.



Source : Peter Boockvar

Le problème des modèles et des hypothèses

L'incertitude que nous ressentons tous est en fait une grande partie du problème. Les défis vont et viennent, mais nous sommes tous habitués à avoir des données à leur sujet. Ces données peuvent être erronées ou peu claires, mais nous avons au moins quelque chose sur quoi nous concentrer et dont nous pouvons débattre. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Cela nous laisse profondément déstabilisés.

Le nouveau coronavirus est ce qu'il est. Les scientifiques l'étudient, mais ils ont besoin de données pour évaluer ses effets. Comment se propage-t-il, qui y est sensible, quel pourcentage d'entre eux tombera gravement malade ou mourra - nous n'avons pas de bonnes réponses. Ainsi, nos esprits craignent le pire.

Ce n'est pas que les données n'existent pas. Nous (et je veux dire les humains collectivement) ne les recueillons, les analysons et les partageons tout simplement pas très bien. Et, pour être juste, c'est un problème complexe. Les gens tombent malades et meurent pour toutes sortes de raisons, et parfois pour des raisons multiples. Il faut souvent faire preuve de discernement pour savoir s'il faut les attribuer à ce virus.

J'ai longtemps critiqué la modélisation financière. Les "planificateurs" financiers qui disent que vous pouvez retirer en toute sécurité 5 % de votre épargne-retraite chaque année sur la base d'un modèle de performance du marché sur 100 ans sont coupables de fautes professionnelles. Il y a des périodes de 20 ans où vous auriez manqué d'argent 17 ans après le début de votre retraite (ou moins). C'est de la manipulation de données de la pire espèce.

La pandémie de coronavirus a son propre type de manie de modélisation. Je comprends pourquoi nous avons besoin de modèles. Je les utilise dans ma propre entreprise. Mais je comprends leurs limites.

Essayer de projeter les taux d'infection et de mortalité par coronavirus dans un pays en utilisant des données d'un autre pays peut être utile dans un contexte approprié. Mais essayer de prétendre comme certains (je pense à deux professeurs de Stanford) que COVID-19 a probablement un taux de mortalité qui n'est pas supérieur à celui de la grippe standard, en se basant sur des couches d'hypothèses, n'est tout simplement pas utile.

En revanche, nous n'allons pas tous mourir. Certaines des courbes que nous voyons peuvent refléter la propagation de la capacité de test plus que la propagation du virus. Si vous êtes le gouverneur de New York, M.

Cuomo, qui, selon toutes les apparences, a la mainmise sur la crise dans cette ville (comme l'ont fait de nombreux autres gouverneurs), vous devez présumer du pire et vous y préparer. Certains gouverneurs font tout simplement l'autruche, ce qui met en danger l'ensemble des États-Unis. Sans parler de leurs propres États.

La cavalerie est en route

Je connais un monsieur qui est responsable des tests de coronavirus dans plusieurs États. Il m'a appelé hier et m'a dit qu'il avait désormais accès à 40 000 kits de test par semaine, alors qu'il n'y avait presque rien il y a quelques semaines. Les nouveaux kits de test peuvent donner des résultats en 15 minutes. Vous entrez dans la tente de test (ils sont en train de s'installer dans les parkings de Walmart), vous faites le test et en peu de temps, vous connaissez votre prochaine étape.

Je suppose que d'autres États font également des tests et que la production s'accélère. C'est clairement le cas des masques et d'autres articles essentiels. Pas aussi vite que nous l'aurions souhaité, mais c'est en train de se produire.

Soit dit en passant, dans un sens vraiment étrange, l'humanité a de la chance. Contrairement à de nombreux virus, celui-ci se propage alors que le patient est asymptomatique. Et s'il avait un taux de mortalité de 10% ou plus (Dieu nous en préserve) ? Je pense que nous devons commencer à planifier le prochain virus, qui pourrait être bien pire, et être mieux préparés que nous ne l'étions pour celui-ci.

Des essais sur l'homme commencent sur différents médicaments pour traiter le virus. J'en connais personnellement plusieurs, donc je pense qu'il doit y avoir des douzaines de médicaments différents en cours d'essai. Si, comme cela semble probable, certains s'avèrent efficaces, cela réduira le taux de mortalité et la gravité de la maladie. Cela se traduira par des séjours plus courts à l'hôpital, ce qui libérera davantage de lits. Il se peut que nous ne soyons qu'à quelques semaines du début de la courbe de traitement.

Que Dieu bénisse les médecins et les travailleurs de la santé qui s'emploient énergiquement à atténuer cette maladie, souvent au péril de leur propre vie. Trois hurrahs pour les entrepreneurs du secteur médical également.

En parlant des taux de mortalité

Ce matin, j'ai vu une estimation des taux de mortalité dans la Suisse multilingue. Un schéma inexplicable (jusqu'à présent) s'est dégagé dans le taux de létalité de cette Suisse.

Cantons germanophones : 0,6 % CFR

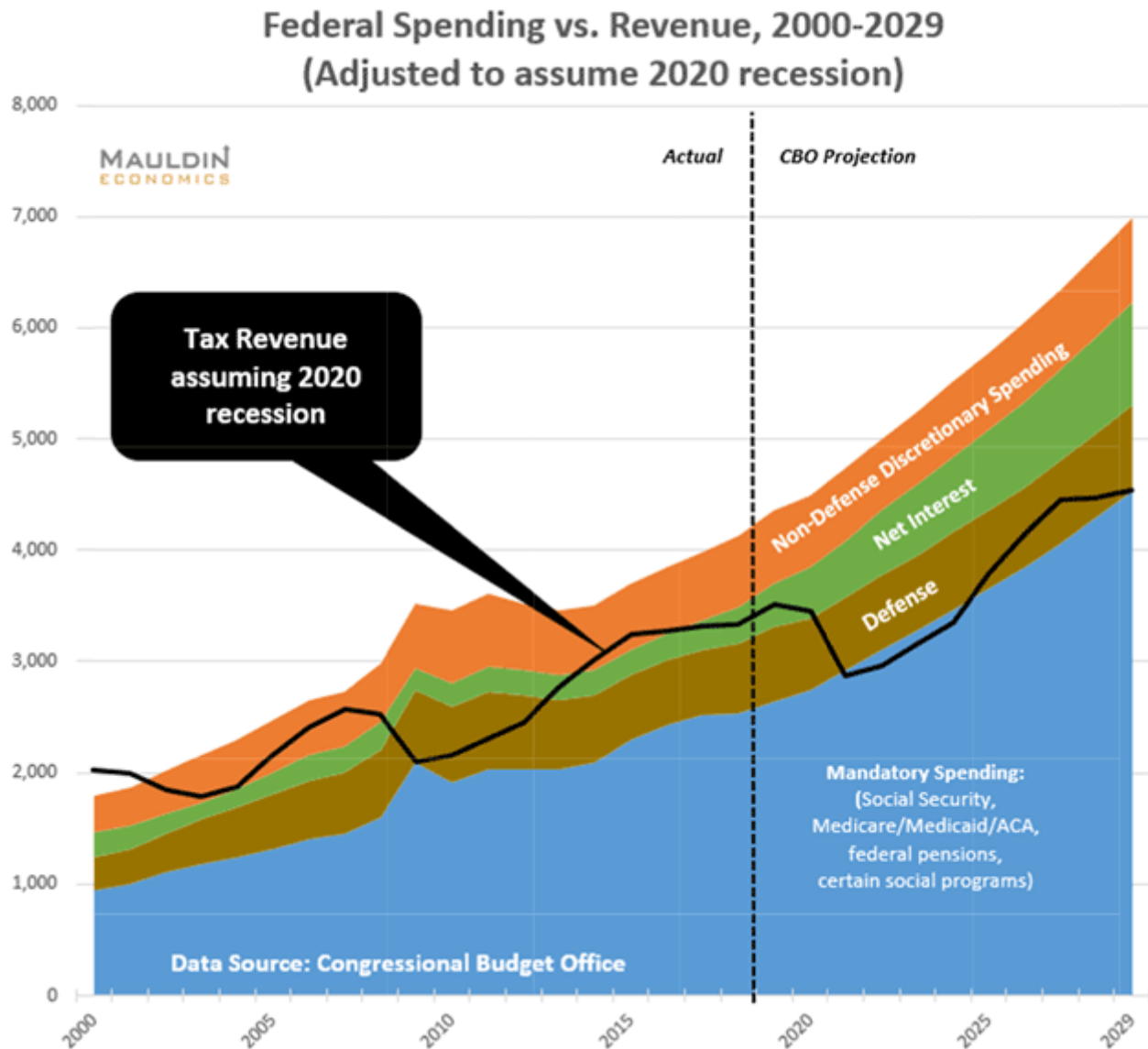
Cantons francophones : 1,4% CFR

Cantons italophones : 4,4% CFR

Les taux de mortalité semblent être plus faibles en Allemagne également. Je n'ai pas d'explication à cela, et peut-être que plus tard, certains scientifiques le découvriront. Le virus a-t-il voyagé avec les Italiens dans les cantons italophones ? Lesquels sont les plus proches des cantons francophones ? La seule chose que je peux prédire sans risque, c'est que la langue ne sera pas la variable.

Déficits budgétaires fédéraux : Jusqu'à 30 000 milliards de dollars et plus

Dans mes prévisions pour la décennie, j'ai prévu que lors de la prochaine récession, le déficit atteindrait plus de 2 000 milliards de dollars. Cela montre clairement que je suis optimiste. Voici un graphique que j'ai partagé en janvier dernier.



Entre la réduction des recettes fiscales et l'augmentation des dépenses, je m'attends maintenant à ce que le déficit de cette année soit d'au moins 4 000 milliards de dollars. Je vous parie un dollar à 40 beignets que nous verrons au moins un autre trillion de dollars de dépenses d'urgence à dépenser au cours du troisième trimestre.

Nous pourrions avoir en 2020 et 2021 des déficits combinés de plus de 6 000 milliards de dollars. Si l'on ajoute les dépenses hors budget, la dette nationale totale devrait atteindre 30 000 milliards de dollars d'ici à la fin de 2021. J'ai naïvement prévu que la dette nationale totale serait de 39 billions de dollars d'ici 2030. Vous voyez, je n'arrête pas de vous dire que je suis un optimiste. Nous serons dans cette fourchette de 40 billions de dollars vers 2026-27.

Nous sommes en train de faire un entraînement pour le Grand Reset. À la fin de cette année ou au début de l'année prochaine, nous devons examiner ce qui s'est passé et réfléchir à ce à quoi cela ressemblera à la fin des années 2020. Un certain nombre de facteurs convergeront pour nous donner une véritable crise générationnelle du quatrième tournant, dont une partie sera la Grande Restitution.

Les conséquences involontaires de faire le bien

La Réserve fédérale achète des titres adossés à des hypothèques avec les meilleures intentions du monde. Mais il y a des conséquences non intentionnelles. Cette semaine, j'ai eu un appel téléphonique vraiment horrible avec un bon ami et expert en immobilier, Barry Habib. Il connaît parfaitement le secteur des hypothèques et il est très inquiet en ce moment.

En bref (c'est complexe, alors pardonnez-moi, Barry, si je manque de nuance), la Réserve fédérale et d'autres organismes de réglementation bancaire ont assoupli certaines règles afin que les prêteurs puissent être plus patients avec les personnes qui prennent du retard dans le remboursement de leurs prêts. C'est ce qu'on appelle "l'abstention". Je pense que nous sommes tous d'accord pour dire que c'est nécessaire dans les circonstances actuelles.

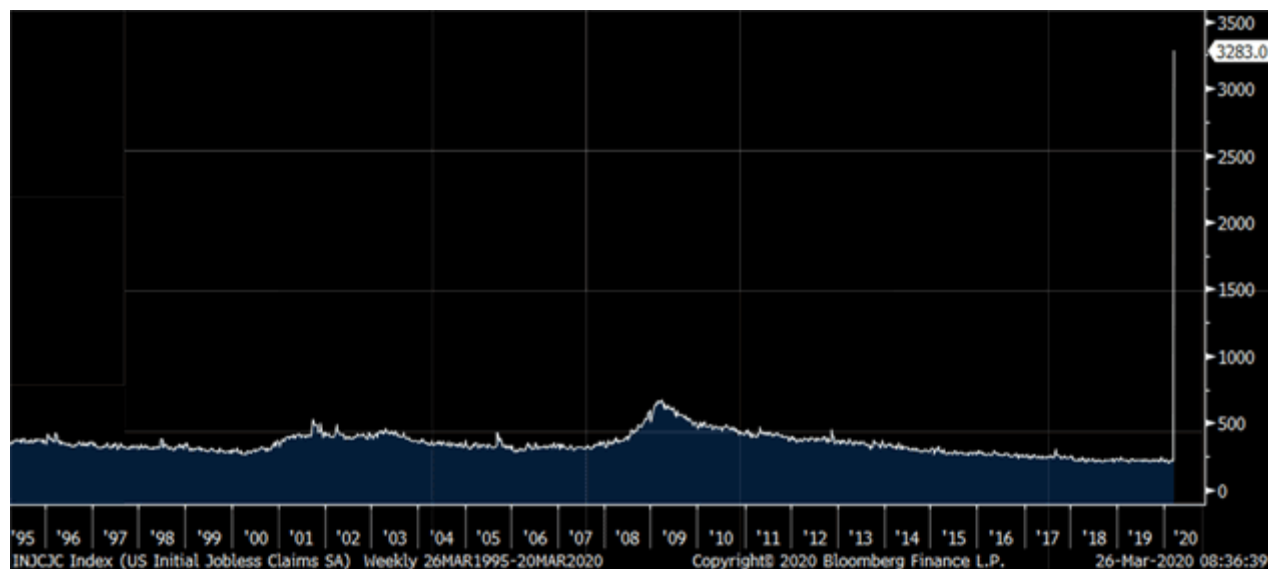
Le problème, c'est qu'ils n'ont pas accordé d'indulgence aux agents de recouvrement des prêts hypothécaires, aux sociétés qui encaissent les paiements, qui s'occupent des séquestre fiscaux, etc. Ils prennent également des risques lorsque les hypothèques circulent dans le système depuis leur création jusqu'aux investisseurs qui les détiennent réellement. L'administrateur doit effectuer des paiements à Fannie Mae, Freddie Mac et surtout Ginnie Mae, même si le prêt hypothécaire est en souffrance. Normalement, le risque est faible. Soudain, il ne l'est plus.

Le problème est que les prestataires de services hypothécaires sont la courroie de ventilateur du moteur économique. Il s'agit d'une pièce à 3 dollars (ou l'était quand j'étais enfant et que je les installais moi-même) mais le moteur entier gèle s'il se casse. La courroie de l'hypothèque s'est cassée et nous sommes à des semaines de l'effondrement de tout le moteur du logement. Ce matin, nous avons appris que le secrétaire au Trésor, M. Mnuchin, est conscient de ce "problème mineur" et qu'il essaie de décider de la marche à suivre. Il doit prendre une décision rapidement.

(Vous pouvez lire l'explication plus longue du problème par Barry et Dan Habib [ici](#)).

Des dizaines de millions de chômeurs

En parlant de données, jeudi matin a apporté la nouvelle, qui donne à réfléchir mais qui n'est pas surprenante, que le nombre de demandes initiales d'allocations de chômage aux États-Unis a atteint le chiffre ahurissant de 3,3 millions, contre 211 000 il y a deux semaines. S'il y avait le moindre doute sur l'existence d'une récession, cela devrait la dissiper. Nous sommes dans une crise pire que celle de 2008. Certains l'appellent déjà "dépression" et ils ont peut-être raison.



Source : Peter Boockvar

Permettez-moi de mettre le chiffre sous une lumière encore plus effrayante. Beaucoup de ceux qui ont perdu leur emploi n'ont pas droit aux prestations, ou n'ont pas fait de demande parce qu'ils pensent ne pas y avoir droit, ou ont essayé de faire une demande mais n'ont pas pu. Je pense que le nombre réel de nouveaux chômeurs se situe bien au nord de 10 millions et qu'il va augmenter au cours des prochaines semaines. Il est possible d'avoir 20 millions de chômeurs si ces blocages persistent.

Quel que soit le nom que vous lui donnez, le ralentissement économique nous nuira en plus des dégâts causés par le virus, qui sont déjà assez importants. Les programmes de relance peuvent amortir le choc, mais ils ne l'élimineront pas. Cela va faire mal.

Il fait déjà mal aux investisseurs, qui doivent faire face à une réévaluation massive. Comme l'a dit mon ami Mish Shedlock,

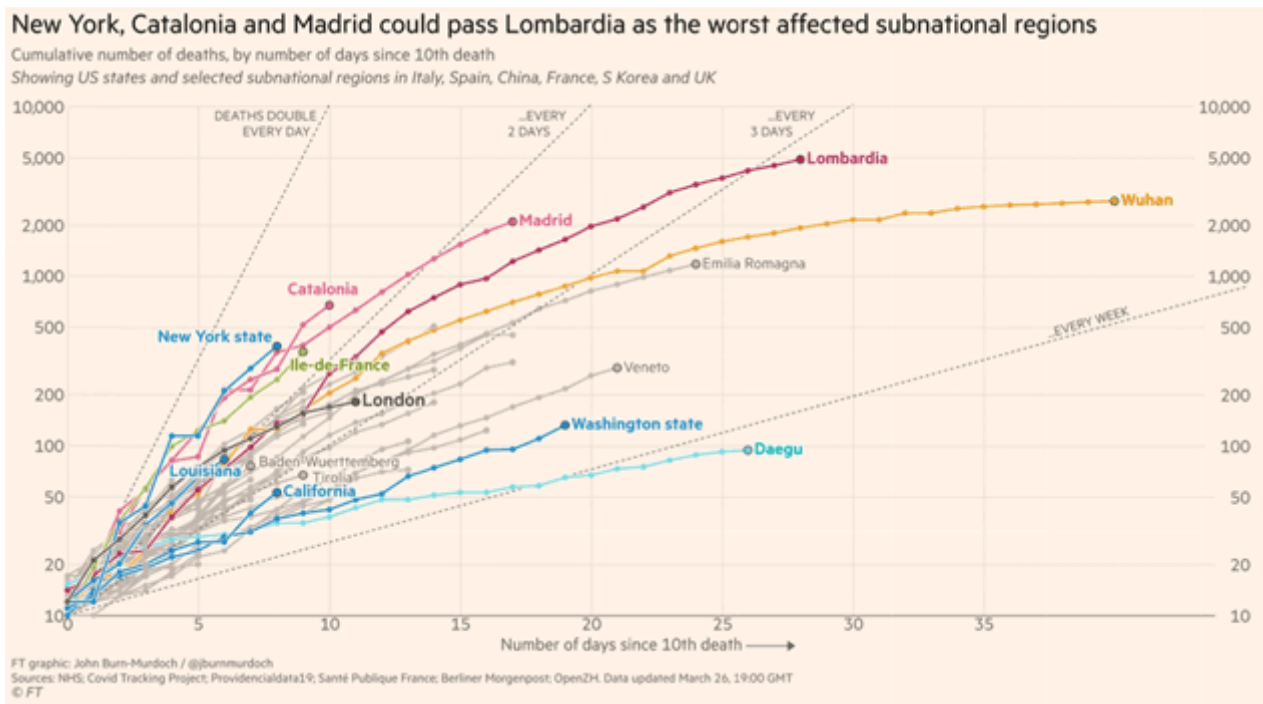
Nous nous sommes réveillés en février et le marché nous a dit : "Oups, tout est à un mauvais prix et je vais corriger cela immédiatement".

Mish a un billet de blog fascinant que vous devriez lire, dans lequel il documente une conférence téléphonique avec Jim Bianco de Bianco Research. Il explique pourquoi le marché des obligations est bloqué et ce qui va suivre. Indice : aucun d'entre nous ne va aimer ça. Son résumé des travaux de Jim est à lire absolument.

Garder la voie

Les médias nous tiennent tous bien informés (peut-être trop) sur le nombre de cas de coronavirus et de décès dans chaque pays. C'est bon à savoir, mais les virus ne sont pas porteurs de passeports et ne respectent pas les frontières nationales. Ce cadre ne nous dit donc pas grand-chose.

Le Financial Times dispose d'une page de suivi intéressante (consultable gratuitement) avec ce graphique et beaucoup d'autres données intéressantes. Il la met à jour quotidiennement. Au lieu des nations, il montre les régions infranationales avec des épidémies notables, à l'échelle du nombre de jours écoulés depuis le dixième décès.



En gros, plus la ligne est raide, plus le nombre de décès augmente rapidement. Ce que cela montre est inquiétant. New York, Paris (étiquetée "Ile-de-France") et Madrid et la Catalogne en Espagne ont toutes autant ou plus de morts que Wuhan ou le nord de l'Italie (Lombardie) au même endroit. La ligne de New York est étonnamment proche de la verticale. La Louisiane devient elle aussi un point chaud.

La nouvelle normalité post-virus

Quand je dis que nous manquons de données, je ne veux pas dire que nous manquons d'informations. Nous en avons beaucoup et le plus dur est de les trier. Sur ce point, je trouve Twitter assez utile. Vous pouvez filtrer la plupart des bruits en faisant attention à qui vous suivez. Vous pouvez commencer par me suivre, @JohnFMauldin.

Je pense que personne ne croit que nous allons revenir de sitôt à une situation normale comme celle de janvier 2020. Nous n'avons aucune idée, même si les restaurants et tout le reste ouvrent, de ce à quoi ressembleront les habitudes d'achat. Apprenons-nous à vivre moins dans notre isolement ? Voir votre 401(k) devenir un 201(k) peut retarder une ou deux décisions d'achat de voiture.

Ma fille (voir ci-dessous) travaille dans une entreprise de gymnastique pour pom-pom girls. Il s'agit d'une industrie de plusieurs centaines de millions de dollars à l'échelle nationale. Vont-ils se réouvrir et s'attendre à ce que toutes les filles y retournent dès le premier jour ? Leurs parents pourront-ils se le permettre ? Il s'agit de dizaines de milliers d'emplois. Des entraîneurs personnels ? Beaucoup d'emplois seront sous pression.

Il y a 47 000 magasins de détail rien qu'aux États-Unis. Nous savions déjà qu'ils étaient trop nombreux car les fermetures sont de plus en plus fréquentes. Mon ami le professeur Michael Pettis à Pékin (qui y vit depuis plus de 20 ans) a documenté le retour de la vie à Pékin. Il voit des gens dans les rues mais pas beaucoup dans les magasins, sauf là où les jeunes vont pour traîner plutôt que pour acheter. Est-ce que ce sera le cas en Amérique et en Europe ?

Et en parlant de magasins, beaucoup ne paient pas leur loyer. La Cheesecake Factory, par exemple. Ryanair, EasyJet et British Airways ont cessé de payer la plupart des loyers et des vendeurs. Group 1 Automotive signale

une baisse de 50 à 70 % des ventes en mars dans ses 428 concessions aux États-Unis et au Royaume-Uni. La société a licencié 3 000 employés aux États-Unis et 2 800 au Royaume-Uni.

À quelle vitesse recommençons-nous à voyager et à prendre des vacances ? C'est important pour les hôtels, les compagnies aériennes et leurs employés. Je crois que cette expérience marquera émotionnellement toute une génération. Elle va aggraver la fracture politique, surtout en ce qui concerne la richesse et les revenus. Ugh.

Les États-Unis et d'autres gouvernements peuvent soutenir artificiellement le PIB, mais pour combien de temps ? À un moment donné, cela commence vraiment à affecter le pouvoir d'achat de la monnaie. Nous ne savons tout simplement pas quel est ce point dans le monde développé. La Réserve fédérale a correctement ouvert des lignes de swap avec de nombreux marchés émergents, car ceux-ci ont besoin de dollars pour payer leurs factures et acheter les fournitures nécessaires. Mais beaucoup de leurs citoyens vont vouloir une monnaie fiduciaire "plus sûre". Je pense que de nombreux marchés émergents mettront en place des contrôles de capitaux dans les plus brefs délais. Cela va vraiment perturber leurs marchés. Mais que peuvent-ils faire d'autre ?

La saison des bénéfices du mois prochain sera vraiment abyssale. Près de la moitié des bénéfices du S&P 500 proviennent de l'extérieur des États-Unis. Chaque entreprise va avoir une nouvelle évaluation. Ce n'est qu'une supposition, mais je doute que nous ayons déjà vu le creux de la vague boursière.

Permettez-moi de conclure par quelques bonnes nouvelles. Même si le nombre de décès augmente chaque jour aux États-Unis et sur les marchés développés, le taux de croissance ralentit dans de nombreux endroits. Je pense que nous verrons un immense soupir collectif de soulagement lorsque les taux d'infection et de mortalité non seulement diminueront mais que la baisse s'accélérera. Ce sera le moment de penser à revenir progressivement sur les marchés. En attendant, maintenez votre liste de choses que vous voulez acheter à des prix moins élevés.

En conclusion, je vous laisse avec ce lien vers une lettre apocryphe de F. Scott Fitzgerald sur sa supposée quarantaine pendant le virus de la grippe espagnole :

Les fonctionnaires nous ont alerté pour nous assurer que nous avons un mois de produits de première nécessité. Zelda et moi avons fait des provisions de vin rouge, de whisky, de rhum, de vermouth, d'absinthe, de vin blanc, de sherry, de gin, et de lord, si nous en avons besoin, de brandy. S'il vous plaît, priez pour nous.

Séjour à Porto Rico et Amanda

Merci pour toutes les lettres de soutien et tous les vœux pour ma fille Amanda. Elle a fait une attaque la semaine dernière, perdant tout contrôle de son côté droit. Elle se rétablit par à-coups et est maintenant prévue pour deux semaines au centre de rééducation. La thérapeute est pleine d'espoir depuis qu'elle est devenue une athlète universitaire (All-American cheerleader) et qu'elle est restée en bonne forme.

D'une manière vraiment effrayante, le confinement a été une aubaine. Sinon, son mari Allen serait parti à l'école de pilotage. En fait, il a trouvé Amanda en quelques minutes et l'a emmenée aux urgences où ils ont pu la soigner rapidement. Tous les neurologues vous diront que c'est de la plus haute importance dans le cas d'un accident vasculaire cérébral. S'il avait été à l'école ? Cela aurait pu durer des heures. Elle était sur le point d'aller au magasin avec une de mes petites-filles. Et si elle avait eu l'attaque dans la voiture ?

La réalité de cette quarantaine me revient à travers les yeux et les expériences de mes enfants. C'est tellement réel et certains sont à juste titre très inquiets pour leur avenir. Leur emploi existera-t-il même ? D'autres voient

leurs heures de travail augmenter en raison de la nature "essentielle" de leur emploi, mais combien de temps cela durera-t-il ?

Je sais que nous allons nous adapter et que nous allons tous nous débrouiller. Je serai ici avec vous.

Alors que j'étais sur le point d'appuyer sur le bouton d'envoi, j'ai reçu une demande d'une vieille amie (infirmière et son mari médecin urgentiste) pour des ventilateurs et des tests. Ils travaillent dans un hôpital de taille moyenne à Chicago. Les hôpitaux universitaires obtiennent ce dont ils ont besoin, mais pas les hôpitaux périphériques et c'est une question de vie ou de mort. Je les ai mis en contact avec un ami qui a des tests de plus de 15 minutes. Nous faisons tous ce que nous pouvons pour nous en sortir.

Dernière réflexion : Des millions d'entrepreneurs essaient de trouver une solution lorsque le monde sera à nouveau en marche. Ils trouveront une solution. Je peux vous dire que dans mes entreprises, nous avons l'intention d'aller de l'avant et de nous développer. Oubliez les replis ou les réductions d'effectifs.

C'est ce que font les entrepreneurs et les hommes d'affaires. Et c'est pourquoi, même s'il s'agit d'une nouvelle normalité post-virus, nous trouverons notre propre nouvelle normalité. Et ce sera une situation où les amis et la famille seront plus importants que jamais. Permettez-moi donc de conclure cette lettre à mes meilleurs amis et de vous souhaiter une excellente semaine.

Financer le « quoi qu'il en coûte », un grand flou

François Leclerc 30 mars 2020 Décodages.com

Les temps changent, les discours aussi. « Il n'y a pas d'argent magique » avait répondu Emmanuel Macron à une infirmière l'apostrophant. Entré en guerre, il a changé son fusil d'épaule pour marteler « quoi qu'il en coûte ». Mais il n'a pas précisé qui allait payer l'addition et par quel moyen.

Son montant ne sera pas à la hauteur des sommes annoncées, qui sont destinées à faire impression, si l'on déduit les garanties qui ne seront pas nécessairement activées et les reports de taxes, cotisations et impôts qui resteront dus. Mais quand même, les déficits budgétaires vont être sérieusement creusés ! La monétisation de la dette via les achats des titres publics de la BCE – puisqu'il faut l'appeler par son nom – n'épongera pas toutes les dépenses. Et puis si la faiblesse des taux obligataires diminue les coûts, elle n'exonère pas du remboursement du principal ! Enfin, les règles du « pacte de stabilité » n'étant que suspendues, il faudra bien revenir dans les clous plus tard (à moins qu'elles ne soient oubliées).

Dans l'état actuel des choses, il n'y a pas d'autre solution que de se rendre sur les marchés, sauf à passer sous les fourches Caudines du Mécanisme européen de stabilité qui s'y rendra pour le compte des États, à condition encore qu'il soit activé. Ce qui représente une forme de mutualisation qui ne dit pas son nom. Mais elle est a priori assortie de sévères contreparties conduisant le gouvernement italien à la refuser, bloquant une adoption à laquelle le gouvernement allemand consentait.

L'émission d'euro-obligations – quel que soit le nom qui leur est également donné – est une autre formule de mutualisation, affirmée et a priori sans contrepartie. Mais elle se heurte au veto intransigeant des dirigeants allemands, autrichiens, hollandais et finlandais.

Pour l'instant en suspens, la question devra bien trouver une solution. Si elle n'est pas collective, chaque État devra agir seul, ce qui risquera de se révéler scabreux si les taux, qui en ont donné déjà quelques signes, se mettent à monter pour certains pays comme l'Italie. Leurs budgets n'y résisteront pas, des défauts de paiement pourront en résulter, et la zone euro éclatera si rien n'est fait à temps. Le scénario est écrit. Est-ce cette

perspective qui a incité Amélie de Montchalin, la secrétaire d'État française aux Affaires européennes, à déclarer « nous devons absolument préparer ensemble la sortie de crise, la relance » ? puis à faire état des questions « existentielles » auxquelles l'Union européenne sera sinon confrontée, précisant que cela concernera la place de certains ?

Les gouvernements favorables à l'émission d'euro-obligations pourraient être incités à faire bande à part en passant à l'acte. Ils n'en sont pas là et voudraient l'éviter, tout en ne sachant pas comment, dès maintenant fondés à se demander si les autorités allemandes, qui avaient mis leurs conditions à l'euro, ne pourraient pas dans l'avenir reprendre leur liberté pour ne rien avoir à partager. Une simple zone de libre-échange répondant à leurs besoins pourrait-elle leur convenir si elles persistent dans leur réticence ?

D'autres urgences mobilisent certes les gouvernements dans l'immédiat, mais ils pensent déjà à la sortie de crise, d'autant plus qu'ils peuvent encore s'aveugler et croire qu'elle sera de courte durée. Ils risquent d'avoir à déchanter, ce qui leur donnera toutefois un répit pour s'y préparer, sans garantie de succès...

La dépression économique de 2020 : De nombreux restaurants, bars et détaillants qui ont fermé n'ouvriront plus jamais

par Michael Snyder le 29 mars 2020



Il semble que nous nous dirigeons vers la pire récession économique de l'après-guerre, et cela sera vrai quelle que soit la manière dont cette pandémie de coronavirus se déroulera en fin de compte. Certains pensent que ce virus ne tuera que des milliers de personnes, d'autres avertissent qu'il pourrait en tuer des millions, mais tout le monde s'accorde à dire que cette épidémie suscite une peur sans précédent. Et même lorsque cette pandémie commencera à s'estomper, un certain pourcentage de la population continuera à avoir peur d'aller dans les restaurants, les bars et autres petites entreprises ouvertes au public. Bien sûr, de nombreux restaurants, bars et petites entreprises ont à peine survécu aux "bons moments", et beaucoup d'entre eux ne pourront tout simplement pas survivre si une partie importante de la population est littéralement pétrifiée à l'idée de franchir leurs portes dans un avenir prévisible.

Tant que la crainte du coronavirus persistera, l'économie américaine sera dans un monde de souffrance, et il semble que nous en soyons encore aux tout premiers stades de cette pandémie.

En fait, on nous dit maintenant que le nombre de décès aux États-Unis "pourrait atteindre 100 000 ou plus"...

Le président Donald Trump a reconnu dimanche pour la première fois que le nombre de décès dus aux coronavirus aux États-Unis pourrait atteindre 100 000 ou plus, ajoutant que si le nombre de décès reste inférieur ou égal à 100 000, "nous avons tous ensemble fait un très bon travail".

L'affirmation de M. Trump est venue après qu'on lui ait posé des questions sur les commentaires que le Dr Anthony Fauci, le plus grand expert en maladies infectieuses de la nation, a fait plus tôt dimanche sur l'"État de l'Union" de CNN, selon lesquels, d'après les modèles, 100 000 Américains ou plus pourraient mourir du virus.

Bien sûr, le nombre de décès pourrait finalement être bien inférieur à cela si des traitements efficaces sont mis à la disposition du grand public.

Nous devons attendre et voir si cela se produit réellement.

Mais en attendant, la peur du coronavirus dévaste absolument l'économie. Selon la National Restaurant Association, notre industrie de la restauration a perdu 25 milliards de dollars de ventes jusqu'à présent ce mois-ci...

L'industrie américaine de la restauration a perdu 25 milliards de dollars de ventes depuis le 1er mars, selon une enquête menée auprès de 5 000 propriétaires par la National Restaurant Association. Près de 50 000 magasins des grandes chaînes de vente au détail américaines ont fermé, selon les entreprises.

On estime que 20 milliards de dollars de prêts immobiliers mensuels sont dus dès cette semaine, selon Marcus & Millichap, une société de conseil et de services immobiliers commerciaux. De nombreux détaillants et restaurants ont déclaré qu'ils ne paieraient pas leur loyer d'avril, ce qui constitue une menace pour le marché des hypothèques commerciales de 3 000 milliards de dollars.

À mesure que la crise s'étend, tous les dominos du marché des hypothèques commerciales vont commencer à s'effondrer.

Ce que nous observons est profondément tragique, car ceux qui travaillent dans nos restaurants sont parmi les personnes qui travaillent le plus dur dans tout le pays. À l'heure actuelle, 3 % de nos restaurants "ont déjà fermé définitivement", et 11 % de plus "prévoient de fermer définitivement dans les 30 jours"...

Trois pour cent des restaurants ont déjà fermé définitivement à cause de la crise du coronavirus, selon une étude de l'Association nationale des restaurants. Quarante-quatre pour cent des opérateurs ont fermé temporairement leurs restaurants, et 11 % prévoient de les fermer définitivement dans les 30 jours.

Pouvez-vous imaginer cela ?

D'ici la fin du mois prochain, 14 % de tous les restaurants américains pourraient être définitivement fermés.

Et plus cette pandémie durera longtemps, plus ce chiffre augmentera.

Nous n'avons rien vu de tel en 2008. Ce à quoi nous sommes confrontés aujourd'hui est vraiment sans précédent, et il va y avoir beaucoup de bâtiments vacants dans les jours à venir.

Bien sûr, il n'y a pas que les restaurants qui sont extrêmement touchés. Selon le Wall Street Journal, un grand nombre d'entreprises dans tout le pays sont déjà en très grave difficulté...

Les entreprises de toutes tailles ressentent la pression, en particulier les détaillants et les restaurants qui ont fermé leurs portes pendant l'épidémie. Nike Inc. demande de payer la moitié de ses loyers. TJ Maxx retarde les

paiements à ses fournisseurs. Victoria's Secret et Men's Wearhouse ont licencié des milliers de travailleurs. Cheesecake Factory Inc. a fermé 27 de ses sites et licencié 41 000 travailleurs horaires, soit près de 90 % de son personnel total.

Même si toutes les mesures de verrouillage étaient immédiatement levées partout aux États-Unis, l'activité économique ne reviendrait pas à la "normale", car des millions et des millions d'Américains auraient encore très peur du virus.

Et cela n'arrivera pas de toute façon. En fait, le président Trump vient de prolonger les "directives de distanciation sociale" nationales jusqu'au 30 avril...

Le président Donald Trump a annoncé dimanche que la Maison Blanche prolongerait ses lignes directrices en matière de distanciation sociale jusqu'au 30 avril - un mois de plus que le délai initial de 15 jours prévu lors de leur mise en œuvre le 16 mars.

"Le pic du taux de mortalité devrait être atteint dans deux semaines", a déclaré M. Trump. "Rien ne serait pire que de déclarer la victoire avant que la victoire ne soit remportée".

Cela signifie donc qu'il est probablement peu probable que l'un des blocages au niveau de l'État dont nous avons été témoins soit levé avant le 30 avril.

De l'autre côté de l'Atlantique, les citoyens du Royaume-Uni sont avertis que la vie ne reviendra peut-être pas à la normale "avant six mois ou même plus"...

Les Britanniques ne devraient pas s'attendre à retrouver une "vie normale" avant six mois, voire plus, averti aujourd'hui le médecin-chef adjoint du gouvernement.

Le Dr Jenny Harries a déclaré lors d'une conférence de presse à Downing Street que les gens ne devraient pas considérer la crise du coronavirus comme quelque chose qui va bientôt se calmer.

Essaieront-ils vraiment de garder les gens à l'intérieur pendant si longtemps ?

Je peux vous promettre que les gens n'ont pas autant de patience.

Si vous en doutez, il suffit de regarder ce qui se passe en Chine...

Des foules en colère se sont élevées près de la ville chinoise de Wuhan après la levée du verrouillage de deux mois de la région contre les coronavirus, mais les habitants ont été informés qu'ils ne pouvaient pas voyager ailleurs en Chine.

Des images choquantes ont montré une foule renversant un fourgon de police sur un pont reliant Wuhan, qui est la capitale de la province de Hubei, et le Jiangxi voisin.

Ici, aux États-Unis, je vois des gens sur tous les médias sociaux qui réclament un retour à la normale.

Malheureusement, cela ne va tout simplement pas se produire dans un avenir prévisible, et les conséquences pour l'économie américaine vont être extrêmement, extrêmement amères.

L'économie américaine en alerte rouge

rédigé par [Philippe Béchade](#) 30 mars 2020



Les dernières bribes d'optimisme alimentées par Wall Street vendredi (qui affichait un repli d'à peine 1% à 30 minutes de la clôture, alors que les places européennes avaient rechuté de -4,2%) se sont évanouies à l'issue de la demi-heure de cotations à Wall Street.

Les indices américains ont subi une rafale de ventes algorithmiques qui les a ramenés au contact de leurs plus mauvais niveaux du début de séance, à parité avec les places européennes (avec des écarts s'étagant entre -3,5% et -4,1%).

Difficile de déterminer s'il s'agissait de ventes de précaution, ou de "fait accompli" après que Trump ait annoncé avoir signé le "stimulus package" (ou "Coronavirus-Bill") de 2 000 Mds\$.

Sur la semaine écoulée, le [Dow Jones](#) a engrangé +12,85% (c'est la performance hebdomadaire la plus spectaculaire depuis 1938), le [S&P500](#) +12,2%, le [Nasdaq](#) +9%.

Malgré ces écarts époustouffants, nous observons avec inquiétude que le VIX ne s'est absolument pas détendu sur la semaine écoulée, et il a bien failli en terminer à 69 contre 66 le vendredi 20 mars.

En sus de la volatilité qui ne se résorbe pas, voilà que survient ce weekend la **rechute de -6,5% du pétrole sous 20\$ (nouveau plancher testé brièvement à 19,9\$ sur le [WTI](#))** en parallèle avec un fléchissement inattendu du dollar, le "Dollar Index" subit en repli de plus de -1% (à 98,3).

Les écarts les plus sévères ont été observés durant 2 séances consécutivement sur la paire \$/£ (le "câble") avec -2%, coup sur coup de 1,203 vers 1,246.

Le dollar dégringole face au yen

Mais le plus inquiétant, c'est la chute de -1,7% du dollar face au yen vers 107,8 : cela pourrait être le signe annonciateur d'un débouclage des "carry trade", c'est à dire que des opérateurs désespérant de

réaliser des plus-values sur des actifs libellés en dollar liquident leurs positions constituées grâce à des emprunts libellés en yen... qu'ils vendent à découvert pour acquérir du dollar, et plus précisément des T-Bonds qui s'avéraient encore très rémunérateurs il y a à peine 1 mois (1,28% le 28 février contre moins de la moitié aujourd'hui sur le "10 ans" américain (0,66% en ce début de semaine).

Le yen a gagné pas moins de +4% face au dollar la semaine dernière : il est revenu au contact des 105, au plus bas depuis le 8 mars.

Si les investisseurs commencent à délaisser les T-Bonds américains, c'est une très mauvaise nouvelle pour la FED et la Maison Blanche : le refinancement des déficits pourrait devenir problématique et la monétisation de la dette, à la japonaise, risque d'affecter négativement la confiance dans le billet vert alors que la FED a déjà promis l'injection de 6.000Mds dans le cadre de son soutien "no limit" aux divers acteurs de l'économie réelle.

Une économie réelle qui commence à passer en mode alerte rouge avec l'indicateur de confiance des consommateurs du Michigan du mois de mars qui dévisse de 101 vers 89,1, alors que l'enquête a été réalisée avant le "lockdown" et reflétait déjà la plus forte dégradation jamais observée depuis octobre 2008.

La prochaine enquête "U-Mich" attendue mi-avril pourrait être encore plus funeste.

Les investisseurs ont toutes les raisons de douter d'un redémarrage rapide de l'économie comme le souhaite Donald Trump : le bilan des victimes s'alourdit spectaculairement à New York et commence à se rapprocher des chiffres effroyables constatés en Italie depuis mercredi dernier avec près de 1.000 décès, et le nombre de personnes contaminées aux Etats unis dépasse le total officiellement publié par la Chine au plus fort de l'épidémie.

Donald Trump est le chef d'Etat occidental qui s'est enfermé le plus longtemps dans le déni du risque de pandémie et qui a le plus tardé à mettre en œuvre les mesures de détection et de confinement des personnes contaminées.

Cela coûte très cher à Wall Street, et cela pourrait coûter encore plus cher politiquement à Donald Trump.

Le moral des ménages américains est en chute libre



L'estimation finale du moral des ménages "U-Mich" du mois de mars ressort à 89,1 (contre 90 en seconde estimation) à comparer avec 101 fin février.

L'enquête de ce mois de mars a été réalisée avant le *lockdown* de l'économie américaine. Elle reflète déjà la plus forte dégradation jamais observée depuis octobre 2008 (-11 points).

La prochaine enquête "U-Mich" attendue mi-avril pourrait être particulièrement déprimante.

Face à un nouvel accès d'aversion au risque (Wall Street rechute de 4%), les **gouverneurs de deux antennes régionales de la FED tentent de nous redonner le moral ce vendredi** : Robert Kaplan (FED de Dallas) et Raphael Bostic (FED d'Atlanta) croient aux chances d'un puissant rebond au deuxième semestre 2020.

Kaplan est convaincu que les PMI/PMI va a voir un accès aux prêts garantis par la FED "très rapidement", Bostic estime pour sa part que tous les outils monétaires doivent être mis à contribution et **qu'il n'est pas interdit de faire preuve de créativité.**

Bientôt un krach sur l'or papier ?

rédigé par [Simone Wapler](#) 30 mars 2020

Simone Wapler est de retour, avec sa lucidité et son bon sens habituels... pour nous parler d'or, bien sûr – et notamment des baisses enregistrées ces derniers temps.



Suite au coronavirus, alias Covid-19, la hotline des investisseurs aurifères en détresse est *fermée* jusqu'à nouvel ordre. Le confinement est pénible, autant ne pas subir les injures et les lamentations des têtes de linottes à la mémoire de poisson rouge, sanglotant à chaque baisse de l'or.

Ces lignes s'adressent donc à l'investisseur raisonnable. Cet investisseur achète de l'or physique livré ou livrable à première demande (lorsque c'est possible – la pénurie n'affecte pas que les pâtes, en ce moment...) ; il ne l'achète pas pour de mirifiques plus-values ; il l'achète à titre de couverture contre un désastre monétaire programmé par les banques centrales.

Si le prix de l'or venait à exploser brutalement, c'est que le désastre monétaire serait déjà là. Nous n'y sommes pas encore.

En attendant, sur le chemin cahoteux vers le désastre final, le prix de l'or exprimé dans différentes devises oscille à la hausse : il monte, baisse, monte, baisse, etc. Comme il monte plus qu'il ne baisse, sur le long terme, son cours progresse quelle que soit la devise que vous choisissiez comme référence.

L'investisseur raisonnable se contente donc d'acheter les creux (*buy the dip*) et d'augmenter sereinement sa couverture anti-catastrophe monétaire absolue.

Evolution depuis 1973 de l'once d'or exprimée en dollar

LCA



Sur ce graphique, j'ai repéré l'épisode de la crise de 2008. Vous observerez que l'or avait baissé dans ce krach avant de reprendre son élan.

Evolution depuis 2004 de l'once d'or exprimée en euro

LCA



La vue de ce graphique met en évidence que l'or en euro atteint des prix plus élevés qu'au moment de la crise de la dette en euro. Le dollar n'est donc pas un refuge universel, la devise suprême : certains préfèrent l'or aux bons du Trésor. Certes le dollar s'est apprécié contre l'euro en 2011-2012, mais l'or aussi.

Evolution depuis 2004 de l'once d'or exprimée en franc suisse

LCA



La vue de ce graphique montre que, depuis 2008, l'or s'est aussi apprécié en francs suisses, monnaie pourtant considérée comme un refuge par les européens continentaux.

Pourquoi le désastre monétaire serait-il certain ?

Une bande de charlatans – certes aussi brillants et éduqués que John Law en son temps – ont fait perdre tout bon sens économique aux masses laborieuses.

Ces charlatans se sont arrogé le contrôle de la quantité, de la qualité de la monnaie et de sa distribution. Ils prétendent savoir quelle quantité de monnaie il faut à une économie. Ils croient que lorsque l'économie ralentit, il suffit d'ouvrir les vannes du crédit, pour que la machine reparte.

Un exemple parmi les millions de lignes écrites tous les jours par nos économistes, journalistes, politiciens :

« A l'échelle de la planète, une action coordonnée des différentes banques centrales devra être menée bien au-delà de mille milliards d'euros/dollars pour reconstruire les économies nationales. »

Olivier Coppin, journaliste multimédia, s'exprimant sur LinkedIn

On ne voit pas en quoi une économie se reconstruirait (ou se construirait) grâce à de l'argent factice créé à volonté. La fausse monnaie n'a jamais favorisé les échanges, bien au contraire. Les gens produisaient et échangeaient profitablement avant l'existence des banques centrales.

Le bon sens veut que l'on échange quelque chose contre autre chose. L'échange se fait car l'acheteur comme le vendeur pensent y trouver leur intérêt. Quel est le crétin égaré qui serait content d'échanger quelque chose contre du vent ? La monnaie est une phase transitoire de l'échange qui nous évite les vicissitudes du troc (moi vouloir ta peau de bison mais toi pas vouloir en paiement de mon sel récolté à grand peine. Nous être embêtés sans monnaie).

Pour que l'échange soit honnête, encore faut-il que la monnaie soit quelque chose et pas une vague promesse. D'où l'or qui représente l'immense avantage d'être à la fois monnaie et marchandise.

Mais depuis ce jour de 1974 où le dollar s'est décroché de l'or, toutes les grandes devises ne sont devenues que de vagues promesses de payer un jour. Plus précisément, toutes les monnaies ne sont que des reconnaissances de dette. Ce qui peut se créer de façon illimitée sans aucun effort n'a aucune valeur.

Pourquoi donc les accepter et surtout les conserver ? A cause des taux d'intérêt qui sont en principe proportionnels au risque d'accepter ces créances. Mais quand les taux sont à zéro, on échange quelque chose contre rien. Quand ils sont négatifs, on nage en pleine folie. Il n'y a plus de repère, plus de bon sens.

Le lent cheminement vers le désastre garanti

Lorsque le dollar s'est détaché de l'or, une crise monétaire s'est produite et l'or a quadruplé, culminant en 1980. Pour contrer la crise monétaire, le président de la Fed de l'époque a poussé les taux courts à 20%, largement au-dessus de l'inflation des prix, notamment ceux du pétrole.

Les entreprises et les particuliers, peu endettés, ont encaissé le choc. Tout a paru rentrer dans l'ordre. Durant 28 ans, de 1980 à 2008, les taux d'intérêt ont été baissés en continu, toute récession étant contrecarrée par la politique monétaire : toujours plus de crédit, toujours moins cher.

En 2008, la bulle du crédit *subprime* a éclaté. Pour résoudre une crise d'insolvabilité, nos charlatans monétaristes ont rajouté de la dette gratuite (taux zéro) et racheté les créances dont personne ne voulait plus (assouplissements quantitatifs). Le maître mot est « liquidités ». Mêmes réactions en Europe où la banque centrale fait « tout ce qu'il faut » pour sauver la dette émise en euros.

Arrive une grippe pulmonaire sur des économies surendettées alors qu'un ralentissement économique était déjà acté depuis plus de neuf mois par l'OCDE. Enfin, les marchés financiers prennent peur et les indices dévissent. Dans ce cas, ceux qui doivent payer leurs paris perdus doivent trouver de l'argent et vite.

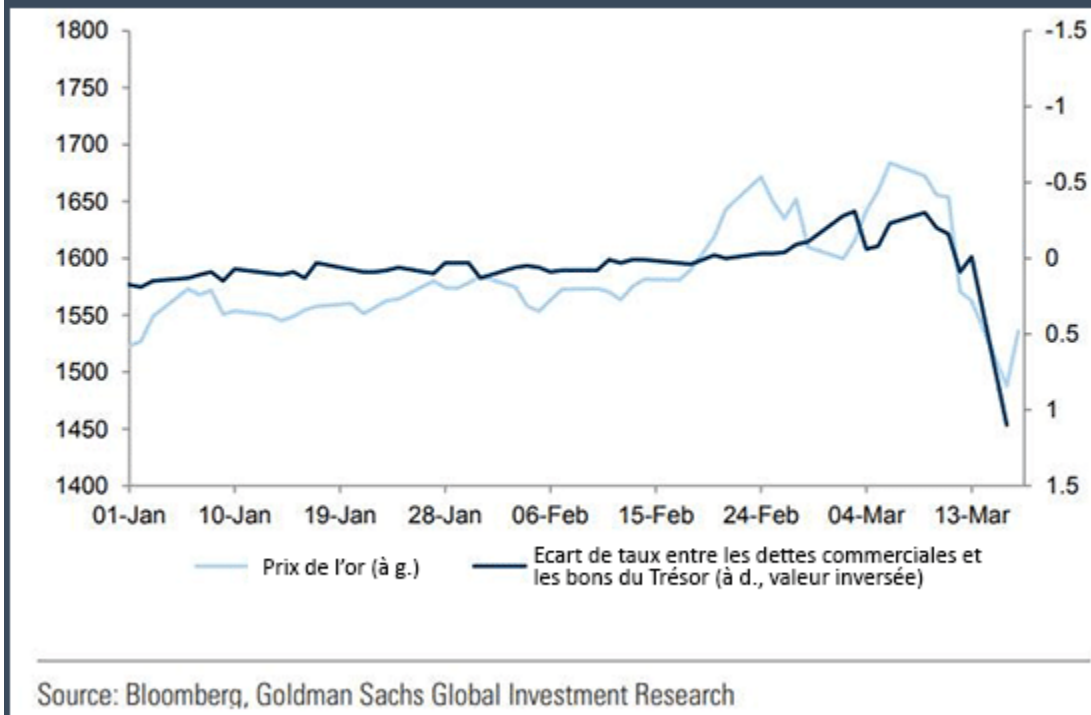
Vendre vite ce qui est vendable

Il s'est produit ces derniers jours exactement ce qui s'est déjà produit en 2008. L'or est vendu. Car l'or est le seul actif qui ne soit pas la dette de quelqu'un ; il est donc toujours accepté, contrairement aux promesses de payer quand ça ira mieux.

Les premiers vendeurs sont les fonds à effets de levier, ceux qui doivent trouver de quoi payer leurs appels de marges.

Tandis que les marchés du financement se tendent,
l'or est vendu pour donner des liquidités aux fonds

LCA



L'écart de taux (*spread*, en jargon) ayant bondi, les fonds ont vendu de l'or plutôt que d'accepter des taux d'intérêt supérieurs.

Oui, l'or a donc baissé mais moins que tout le reste : actions et obligations de par le vaste monde.

Quand l'or papier et l'or au creux de la main n'ont pas le même prix

En même temps, il s'est produit une anomalie. Sur le marché de l'or, il se négocie beaucoup d'or papier, à savoir des contrats négociables à Londres (London Bullion Market Association) et au Comex (Chicago Mercantile Exchange) américain.

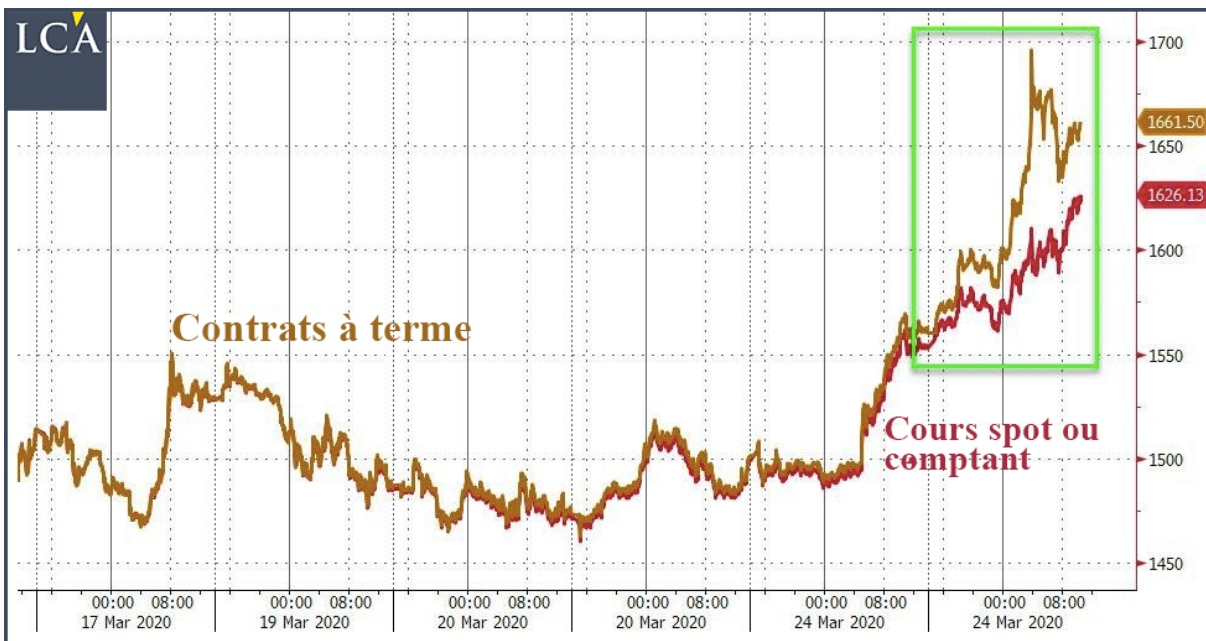
Ces deux places ne négocient que des produits dérivés, sans véritable connexion avec l'or physique. Peu de clients réclament à l'échéance livraison effective de leurs contrats à terme. Ils se contentent d'en reprendre un autre à échéance plus lointaine.

Sur le marché de l'or physique, la prime a explosé. Autrement dit, pour avoir de l'or dans le creux de leur main, les acheteurs sont prêts à payer plus cher que le prix de l'once *spot* cotée par le LBMA ou le Comex.

C'est vrai en Asie, c'est aussi vrai en France où même le [cours du napoléon a été suspendu faute de vendeurs](#) ainsi que la pièce suisse la plus courante, le vreneli. En revanche, les marchés belge et suisse fonctionnaient. La pénurie ne s'arrange pas car les principaux fondeurs et négociants (en Suisse) ne travaillent plus pour cause de coronavirus.

Du coup, les contrats à terme d'échéance proche s'écartent violemment du cours comptant. Les investisseurs en quête d'or, n'en trouvant pas, se rabattent sur ces contrats.

Divergence entre les contrats à terme à échéance rapprochée et le cours spot de l'or :



Tout ceci, cher lecteur sagace, vous montre que si l'or papier est vendu par certain, l'or physique est désespérément recherché par d'autres. Regardez bien à nouveau l'ovale noir du premier graphique. Il représente la chute de l'or au moment du krach de 2008. Ce n'est plus qu'une petite cicatrice. Mon idée est que nous sommes aujourd'hui dans une configuration très similaire. Le recul actuel de l'or sera vu dans un an comme une petite correction insignifiante.

Le paroxysme de la bêtise est encore à venir

Les hélicoptères monétaires vont bientôt décoller.

1 000 \$ par Américain, dit Donald Trump.

1 000 € par salarié, surenchérit Bruno Le Maire.

Nationalisations...

300 Mds€ pour les entreprises en France...

Coronabonds pour la Zone euro...

750 Mds€ de rachats d'actifs par la Banque centrale européenne...

Oublié, le « pacte de stabilité » (qui n'a jamais été respecté sauf par les Allemands)...

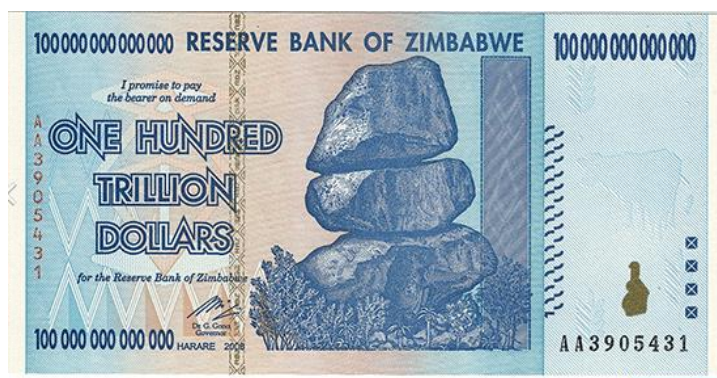
Les déficits ne comptent plus...

Les banques centrales rachèteront la dette des Etats...

Nous sommes proches du bouquet final – mais ce n'est pas encore le bouquet final. Une simple mise en bouche. A ceux qui sont estomaqués par tant de débauches monétaires, les charlatans de la dette et de la monnaie bidon expliquent que si tout le monde fait la même chose, « c'est neutre ».

En effet. Toutes les monnaies sombrent en même temps.

Powell, Lagarde, Abe, Carney, même combat : [tous des Gono](#), le banquier central du Zimbabwe.



Quoi ? Qu'entends-je ? Où se procurer de l'or physique ? Quelle forme préférer ? Je vous répète, cher lecteur, la hotline de l'investisseur aurifère émotif en détresse est fermée jusqu'à nouvel ordre.

Le plus gros coup de force depuis Roosevelt

rédigé par [Bill Bonner](#) 30 mars 2020

La crise du coronavirus est aussi un prétexte pour les gouvernements, en toute discrétion, d'augmenter encore leur pouvoir et leur rayon d'action.



Dans toute cette crise, au milieu de cette cascade de mesures d'aide et d'annonces retentissantes... il faut se rappeler un fait essentiel : les gouvernements, intrinsèquement, n'ont pas d'argent.

Actuellement, c'est même pire encore : ils ont déjà plusieurs milliers de milliards de dollars de dettes. Pour financer [les plans de sauvetage](#), les cadeaux et les programmes de relance, la seule option est donc d'imprimer davantage de billets – de provoquer l'inflation.

Celle-ci se répand ensuite comme une infection... et mène systématiquement à une augmentation du pouvoir gouvernemental.

Selon Ludwig von Mises :

« L'inflationnisme n'est [...] pas un phénomène isolé. Il n'est qu'une pièce dans le cadre général des idées politico-économiques et socio-philosophiques de notre temps.

Tout comme les partisans de la saine politique monétaire de l'étalon-or allaient main dans la main avec le libéralisme [il entend par là ce que nous appellerions du conservatisme monétaire et fiscal], le libre-échange, le capitalisme et la paix, l'inflationnisme est une composante de l'impérialisme, du militarisme, du protectionnisme, de l'étatisme et du socialisme. »

Comment tout cela fonctionne-t-il ?

Les autorités ont de l'argent (factice). Comme un cambrioleur donne de la viande crue à un chien de garde, elles l'utilisent pour acheter le silence de l'opposition.

Voilà pourquoi les vrais conservateurs ont pratiquement disparu du parti républicain aux Etats-Unis : pourquoi « conserver » quoi que ce soit... quand l'argent est une ressource apparemment illimitée ?

Nous assistons donc aujourd'hui au spectacle d'un président supposément « conservateur », à la tête d'un parti républicain censément « conservateur », opérer le plus gros coup de force depuis Franklin Roosevelt.

Personne ne semble s'inquiéter le moins du monde du déficit – ni les républicains, ni les démocrates (ils s'entendent même parfaitement sur le sujet... dans la mesure où il leur permet d'accroître leur pouvoir).

L'équilibre budgétaire ? La Constitution ? Les sacro-saints principes financiers ? L'Etat de droit ?

Qu'ils aillent au diable !

Pourquoi gâcher une si bonne crise ?

La légende veut qu'ici, dans la vallée de Calchaqui, les autochtones tuaient leurs chefs en période de famine ou de peste, en offrande à leurs dieux.

Aujourd'hui... nous leur donnons plus de pouvoir.

« Il ne faut jamais gâcher une bonne crise, » a déclaré Rahm Emmanuel, ancien chef de cabinet d'Obama. Mieux vaut l'utiliser pour renforcer le pouvoir gouvernemental.

Voici un exemple particulièrement odieux. Selon Politico :

« Le département américain de la Justice a discrètement demandé au Congrès d'autoriser certains juges à maintenir sur demande des personnes en détention pour une durée indéterminée, sans procès, en situations d'urgence – dans le cadre d'une opération visant à augmenter leur pouvoir pendant que le coronavirus se répand dans l'ensemble des Etats-Unis. »

L'habeas corpus est un principe vieux de plusieurs siècles, et qui constitue le pilier central du système judiciaire américain. Il déclare notamment :

« Aucun homme libre ne sera saisi, ni emprisonné ou dépossédé de ses biens, déclaré hors-la-loi, exilé ou exécuté, de quelque manière que ce soit. Nous ne le condamnerons pas non plus à l'emprisonnement sans un jugement légal de ses pairs, conforme aux lois du pays. »

Il faudra renoncer à cela aussi... si le gouvernement Trump réussit à imposer son bon vouloir.

Un gouvernement sage et tout-puissant

Il y a une semaine, un haut responsable du gouvernement Trump a mis au point un nouveau plan imbécile pour acheminer plus d'argent entre les mains des fumistes de Wall Street.

Selon le *Thursday Morning Market Commentary* de Stansberry Research :

« Larry Kudlow, conseiller économique de la Maison Blanche, suggère au gouvernement de réfléchir à l'achat de participations dans les entreprises qui ont besoin d'aide face au coronavirus. »

Pour prendre le contrôle des 'moyens de production', les politiciens ont plusieurs options.

Ils peuvent les saisir... comme les bolcheviks l'ont fait en Russie en 1917. Ils peuvent aussi les mobiliser pour un immense effort de guerre économique... comme les nazis l'ont fait en Allemagne dans les années 1930. Ils peuvent encore les 'nationaliser'... comme l'a fait la France en 1944-1946.

Mais ils peuvent aussi les acheter avec de la fausse monnaie – sous couvert d'urgence nationale, bien sûr.

De nombreuses voix – à gauche comme à droite – s'élèvent pour exhorter les autorités à accroître encore les pouvoirs d'un gouvernement déjà omniprésent.

Selon le professeur Margaret O'Mara de l'université de Washington :

« Les Etats-Unis n'auront pas seulement besoin d'une dose massive d'intervention gouvernementale pour sortir de la crise... Nous aurons aussi plus que jamais, dans son sillage, besoin d'un gouvernement sage et aux pouvoirs étendus. »

Joe Nocera, journaliste chez Bloomberg, disait la même chose la semaine dernière :

« Un gouvernement à poigne est exactement ce dont nous avons besoin en période de crise. »

Mais le point de vue le plus idiot, pour le moment, est sans doute celui de l'économiste Jack Rasmus, qui affirme que nous devons nous mobiliser pour une guerre :

« L'ennemi a déjà, dans les faits, bloqué une bonne partie de notre économie, mis des millions de personnes au chômage, et menace de saboter notre système bancaire et financier. La destruction de notre économie, comme celle qu'une guerre aurait provoqué, est déjà en cours. »

Il faut y répondre par une guerre budgétaire digne de la mobilisation économique qui, pendant la Deuxième guerre mondiale, a permis de défendre la vie de millions de nos concitoyens. »

Le système capitaliste américain est déjà sévèrement affaibli par des décennies de fausse monnaie et d'ingérence des autorités. Aujourd'hui, la fièvre le cloue au lit, et il émet un râle étrange à chaque inspiration...

... Et voilà qu'arrivent M. Rasmus (et beaucoup d'autres) pour [lui enfoncer un oreiller sur le visage](#).

Dans une économie de guerre, les autorités contrôlent tout. Une économie planifiée de manière centralisée est toujours une catastrophe.

Cette leçon aussi, comme l'Etat de droit, l'étalon-or, la vertu de la paix, et le besoin de maintenir le gouvernement sous contrôle, a été apprise au prix de grandes souffrances pour des millions de personnes.

A suivre...